

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2008)

**Troisième question à l'ordre du jour: Informations et rapports
sur l'application des conventions et recommandations**

Rapport III (partie 2)

ISBN 978-92-2-220638-4
ISSN 0251-3218

Première édition 2009

Tableaux générés par la base de données APPLIS
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Mis en pages par TTF: réf. CONFREP/ILC98(2009)-III(2)-2009-01-0075-01-Fr.doc
Imprimé par le Bureau international du Travail, Genève, Suisse

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (rapport III (partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2008. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (rapport III (partie 1A)). La première partie de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La deuxième partie comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la troisième partie présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur	iii
Première partie. Information générale sur les normes internationales du travail.....	1
Développements récents.....	1
A. Politique normative	1
1. Amélioration des activités normatives.....	1
2. Autres questions	2
B. Conférence internationale du Travail, 97 ^e session (mai-juin 2008)	3
1. Commission du renforcement de la capacité de l'OIT	3
2. Commission de vérification des pouvoirs.....	5
3. Commission des aptitudes professionnelles.....	6
4. Commission de la promotion de l'emploi rural	6
C. Ordre du jour de la 99 ^e session (2010).....	7
Procédures constitutionnelles et autres	8
A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	8
B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT.....	10
C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT	10
D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale	12
Assistance technique	13
A. Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail et les bureaux sous-régionaux	13
1. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses 96 ^e (2007) et 97 ^e (2008) sessions.....	13
2. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives	14
3. Activités de formation.....	19
4. Activités de promotion.....	23

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail.....	31
A. Collaboration en matière de normes	31
B. Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.....	31
Coopération avec les organes de surveillance de l'application des traités des Nations Unies	32
Nouveaux instruments des Nations Unies.....	33
C. Charte sociale européenne	33
D. Autres questions relatives aux droits de l'homme	33
Annexes à la première partie	
1. Informations générales	35
2. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997	38
Deuxième partie. Liste des ratifications par convention et protocole.....	41
Troisième partie. Profils par pays	125
Annexe. Liste des conventions adoptées par session.....	261

Première partie. Information générale sur les normes internationales du travail

Développements récents

A. Politique normative

1. Amélioration des activités normatives

1. La présente partie fait traditionnellement le point sur la suite donnée à l'adoption par le Conseil d'administration, à sa 294^e session (nov. 2005), d'une orientation stratégique des normes et des procédures et politiques liées aux normes¹, qui comprend quatre volets (politique normative, système de contrôle, assistance technique et information) et dont l'objectif est d'améliorer l'impact du système normatif. En novembre 2007, le Conseil d'administration a été saisi d'un document proposant un plan d'action intérimaire pour la mise en œuvre de cette stratégie. En ce qui concerne certains aspects de la politique normative et du renforcement du système de contrôle, il a été considéré que le résultat de la discussion sur le renforcement de la capacité de l'OIT (Conférence internationale du Travail, juin 2008) pourrait avoir une certaine incidence et qu'il faudrait en tenir compte pour une application effective de la stratégie.

2. Au sujet de la mise en œuvre de la politique normative, le document contenait des propositions sur: *a)* l'organisation de consultations tripartites à la lumière de la discussion à la Conférence en juin 2008; *b)* la promotion et le suivi des conclusions du groupe de travail Cartier, l'accent étant mis, pour ce qui est des priorités thématiques, sur les conventions prioritaires – en particulier les conventions relatives à l'inspection du travail et aux consultations tripartites –, ainsi que sur les conventions récemment adoptées et les recommandations qui les accompagnent; et *c)* la discussion sur le statut de la convention n° 158 et de la recommandation n° 166 sur le licenciement.

3. Pour ce qui est de la rationalisation de l'envoi et de l'examen des informations et rapports dus en vertu de l'article 22 de la Constitution, le document indiquait que des options supplémentaires pour une approche globale de la rationalisation pourraient être soumises au Conseil d'administration après la discussion à la Conférence en juin 2008, avec une évaluation du groupement actuel des conventions par sujet. Les propositions portaient aussi sur des mesures visant à revoir les formulaires de rapport et à permettre aux gouvernements de concentrer leur attention sur les questions urgentes soulevées par les organes de contrôle. Une présentation globale de la dynamique du système de contrôle a été soumise au Conseil d'administration à sa 301^e session (mars 2008).

4. En ce qui concerne le renforcement de l'impact du système normatif par le biais de la coopération technique, le document proposait un plan d'action pour 2008 axé sur trois

¹ Document GB.298/LILS/4.

types spécifiques d'intervention: *a)* rationalisation des priorités liées aux normes dans le contexte des activités globales de coopération technique et d'autres initiatives majeures en matière de développement; *b)* interventions spécifiques visant à traiter les priorités thématiques; et *c)* interventions spécifiques visant à traiter les priorités au niveau des pays dans le contexte des programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD). Les conclusions du groupe de travail Cartier et les commentaires des organes de contrôle serviraient de base pour recenser ces priorités. Un vaste programme pilote à moyen terme couvrant plusieurs thèmes prioritaires et pays pilotes serait conçu et mis en œuvre.

5. Pour améliorer l'accès au système normatif ainsi que sa visibilité, les mesures suivantes ont été suggérées: *a)* soumission d'une proposition au Conseil d'administration à sa 301^e session (mars 2008) visant à établir un système de présentation des rapports en ligne et à prévoir un dispositif électronique à cet effet pour le cycle de 2008; *b)* gestion et perfectionnement des bases de données sur les normes internationales du travail et sur la législation nationale, ainsi que du nouveau portail sur les profils par pays, avec des financements appropriés; et *c)* poursuite de la coopération avec le Centre de Turin et réexamen des modalités de collaboration sur les questions normatives entre l'OIT et d'autres organisations internationales, afin d'améliorer la visibilité des normes auprès des mandants, du public et dans tout le système international.

6. Le Conseil d'administration a approuvé les éléments du plan d'action intérimaire contenus dans le document du Bureau, compte tenu des observations formulées pendant les débats de la commission; et a invité le Bureau à soumettre à sa session de mars 2008 un document sur les questions spécifiques qui ont fait l'objet d'un accord en vue de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie.

7. En mars 2008, outre des informations sur les progrès initiaux réalisés dans la mise en œuvre du plan d'action intérimaire pour la stratégie normative, le document soumis au Conseil d'administration par le Bureau contenait une importante analyse de la dynamique du système de contrôle. Le document présentait globalement les liens entre les diverses procédures de contrôle relatives aux conventions ratifiées (art. 22, 24 et 26 de la Constitution) et la procédure spéciale d'examen des plaintes en violation de la liberté syndicale. Cette présentation traitait essentiellement des aspects historiques et procéduraux. Elle s'efforçait ainsi de donner des informations sur l'évolution historique du système de contrôle, les principales caractéristiques des différentes procédures et les liens qui ont été établis entre elles.

8. Le Conseil d'administration a invité le Bureau: *a)* à poursuivre la mise en œuvre du plan d'action intérimaire approuvé lors de sa 300^e session (nov. 2007) à la lumière des commentaires formulés lors des sessions de novembre 2007 et de mars 2008; *b)* à prendre les mesures appropriées en vue de tenir, au plus tard en novembre 2008, des consultations sur la politique normative et sur le statut de la convention n° 158 et de la recommandation n° 166; *c)* à établir pour la 303^e session du Conseil d'administration (nov. 2008) un rapport sur la mise en œuvre du plan d'action intérimaire qui comprenne: i) un résumé des incidences éventuelles de la discussion de juin 2008 sur le renforcement de la capacité de l'OIT sur la mise en œuvre de la stratégie normative; ii) une nouvelle étude sur la dynamique du système de contrôle, du point de vue du fond et dans une perspective pratique, menée sur la base de cas dûment sélectionnés et dont les objectifs auront été définis après des consultations appropriées.

2. Autres questions

9. L'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en

vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (122/182). Une campagne de ratification a été lancée, afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet amendement qui, à ce jour, a reçu 108 ratifications ou acceptations. La dernière acceptation, celle de la Jamaïque, a été enregistrée le 17 décembre 2008 ². A la 300^e session du Conseil d'administration (nov. 2007), le Bureau a préparé un document ³, qui a fait le point sur les progrès accomplis dans le cadre de la campagne de ratification, et a proposé des initiatives en vue d'atteindre son objectif, à savoir l'entrée en vigueur de l'amendement dans les plus brefs délais.

B. Conférence internationale du Travail, 97^e session (mai-juin 2008)

1. Commission du renforcement de la capacité de l'OIT

10. Lors de sa 97^e session (juin 2008), la Conférence internationale du Travail a tenu une deuxième discussion sur le renforcement de la capacité de l'OIT d'appuyer les efforts déployés par ses Membres pour atteindre ses objectifs dans le cadre de la mondialisation. A l'issue de cette discussion, la Conférence a adopté par acclamation la *Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable*. Cette Déclaration est le troisième grand énoncé de principes et de politiques adopté par la Conférence internationale du Travail dans l'histoire de l'Organisation, après la Déclaration de Philadelphie de 1944 et la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998.

11. La Déclaration souligne que l'Organisation internationale du Travail a un rôle déterminant à jouer pour promouvoir et réaliser le progrès et la justice sociale dans un environnement en mutation constante. Elle rappelle que la communauté internationale reconnaît que le travail décent est un moyen efficace de relever les défis de la mondialisation.

12. Elle reconnaît que, face aux défis actuels, l'Organisation doit intensifier ses efforts et mobiliser tous ses moyens d'action afin de promouvoir ses objectifs constitutionnels et que, à cette fin, elle doit: adopter une approche cohérente et concertée pour progresser dans l'élaboration d'une démarche globale et intégrée, en harmonie avec l'Agenda du travail décent et les quatre objectifs stratégiques de l'OIT, en tirant profit des synergies existant entre eux; adapter ses pratiques institutionnelles et sa gouvernance afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience tout en respectant pleinement le cadre et les procédures constitutionnels en vigueur; aider les mandants à satisfaire les besoins qu'ils ont exprimés au niveau national sur la base d'une discussion tripartite complète, en fournissant des informations de qualité, des conseils et des programmes techniques qui contribuent à satisfaire ces besoins dans le contexte des objectifs constitutionnels de l'OIT; promouvoir sa politique normative en tant que pierre angulaire des activités de l'OIT en renforçant sa pertinence pour le monde du travail; et s'assurer que les normes remplissent bien leur rôle dans la réalisation des objectifs constitutionnels de l'Organisation.

13. Selon la Déclaration, dans un contexte marqué par l'accélération des changements, les engagements et les efforts des Membres et de l'Organisation visant à mettre en œuvre le mandat constitutionnel de l'OIT, notamment par l'intermédiaire des normes

² Voir, à l'annexe 2, la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'instrument d'amendement.

³ Document GB.300/LILS/2.

internationales du travail, et à placer le plein emploi productif et le travail décent au cœur des politiques économiques et sociales devraient se fonder sur les quatre objectifs stratégiques de l'OIT, d'égale importance, autour desquels s'articule l'Agenda du travail décent (c'est-à-dire, principes et droits fondamentaux au travail, emploi, protection sociale et dialogue social). L'égalité entre hommes et femmes et la non-discrimination doivent être considérées comme des questions transversales aux objectifs stratégiques.

14. Il revient à chaque Membre, sous réserve des obligations internationales auxquelles il est assujéti et des principes et droits fondamentaux au travail, de déterminer comment réaliser les objectifs stratégiques, en tenant dûment compte, entre autres: i) des conditions et circonstances nationales, ainsi que des priorités et besoins exprimés par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs; ii) de l'interdépendance, de la solidarité et de la coopération entre tous les Membres de l'OIT; iii) des principes et dispositions des normes internationales du travail. S'agissant des normes, les Membres pourraient notamment envisager d'examiner leur situation en termes de ratification ou d'application des instruments de l'OIT en vue d'assurer une couverture de plus en plus large de chacun des objectifs stratégiques, en mettant l'accent sur les normes fondamentales ainsi que sur les instruments considérés comme étant les plus significatifs au regard de la gouvernance (l'annexe sur le suivi de la Déclaration identifie ces instruments comme étant actuellement la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969, et la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976).

15. La mise en œuvre de la Déclaration suppose que l'OIT appuie, de manière efficace, les efforts de ses Membres. A cette fin, l'Organisation devrait revoir et adapter ses pratiques institutionnelles afin d'améliorer sa gouvernance et de renforcer ses capacités, de manière à tirer le meilleur parti de ses ressources humaines et financières et de l'avantage unique que représentent sa structure tripartite et son système normatif.

16. Le suivi de la Déclaration est contenu dans son annexe. Ce suivi vise à tirer le meilleur parti possible de tous les moyens d'action prévus par la Constitution de l'OIT pour que celle-ci remplisse son mandat. Ces moyens comprennent l'action normative, la coopération technique et les capacités techniques et de recherche du Bureau. Il prévoit également que certaines des mesures visant à aider les Membres pourraient rendre nécessaires certaines adaptations concernant les modalités d'application des paragraphes 5 e) et 6 d) de l'article 19 de la Constitution de l'OIT, sans augmenter les obligations des Etats Membres en matière de rapports.

17. S'agissant de l'action devant être prise par l'Organisation pour aider ses Membres, le suivi met l'accent sur quatre éléments: en premier lieu, l'administration, les ressources et les relations extérieures; en second lieu, comprendre la situation et les besoins des Membres et y répondre, notamment au moyen de discussions récurrentes inscrites à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail, qui permettront d'ajuster les priorités et programmes d'action de l'Organisation et d'évaluer les résultats des activités de l'OIT; en troisième lieu, l'assistance technique et les services consultatifs; et, en quatrième lieu, la recherche, la collecte et le partage d'informations. L'Organisation prendra toute mesure appropriée pour renforcer sa capacité de recherche, sa connaissance empirique et sa compréhension de la manière dont les objectifs stratégiques interagissent entre eux et contribuent au progrès social, à la durabilité des entreprises, au développement durable et à l'éradication de la pauvreté dans l'économie mondiale. Ces mesures pourront comprendre le partage tripartite des expériences et des bonnes pratiques aux niveaux international, régional et national, dans le cadre d'études réalisées de manière ad hoc et sur la base d'une coopération volontaire des

gouvernements et des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs dans les pays concernés; ou d'autres types d'arrangements, tels que des examens par les pairs que les Membres intéressés pourraient souhaiter établir ou auxquels ils seraient disposés à participer à titre volontaire.

2. Commission de vérification des pouvoirs

18. La Commission de vérification des pouvoirs veille à la bonne mise en œuvre du tripartisme et de son corollaire, à savoir l'autonomie de chacun des trois groupes de mandants au sein de la Conférence internationale du Travail. Son mandat est établi par la Constitution de l'OIT (art. 3, paragr. 9) et par le Règlement de la Conférence (art. 5, 20 et 26).

19. A l'occasion de sa 97^e session, la Conférence, sur recommandation de la Commission du Règlement, a adopté définitivement le contenu des *Dispositions provisoires du Règlement de la Conférence en matière de vérification des pouvoirs*, en les introduisant comme amendements au Règlement de la Conférence. En vertu de ces dispositions, la commission peut examiner les protestations relatives à l'absence de pouvoirs émis en faveur d'un délégué des employeurs ou des travailleurs. Elle peut également proposer le renvoi d'un cas devant le Comité de la liberté syndicale ainsi que d'autres mesures visant à assurer le suivi de ses conclusions et recommandations.

20. La commission a été saisie en 2008 de 16 protestations⁴. Ces dernières portent aussi bien sur les pouvoirs des délégués et de leurs conseillers techniques accrédités à la Conférence, tels qu'ils apparaissent sur la *Liste provisoire des délégations*, que sur l'absence de dépôt des pouvoirs d'un délégué des employeurs ou des travailleurs (Myanmar et Somalie). La commission a également été saisie de plusieurs plaintes, qui ont trait au paiement des frais de voyage et de séjour des délégués (Gambie, Paraguay, République démocratique du Congo).

21. Hormis les deux cas précités du Myanmar et de la Somalie de délégations incomplètes, dans neuf cas, les protestations concernent les travailleurs (Bangladesh, Cameroun, Djibouti, Gabon, Mali, Nicaragua, Paraguay, Sri Lanka et République bolivarienne du Venezuela) et, dans cinq autres, les employeurs (ex-République yougoslave de Macédoine, Guinée, République islamique d'Iran, Ukraine et République bolivarienne du Venezuela). On notera un certain nombre de protestations récurrentes. Tel est le cas:

- de Djibouti, où cette année encore, en dépit des recommandations de la mission de contacts directs qui s'est rendue dans le pays en janvier 2008, la désignation des travailleurs ne s'est pas déroulée dans le cadre d'une procédure de consultations effectuées sur la base de critères objectifs et vérifiables, et en toute indépendance du gouvernement;
- du Myanmar, où cette année le gouvernement s'est abstenu de nommer un délégué des travailleurs, évitant ainsi une nouvelle protestation;
- de la République bolivarienne du Venezuela, où les protestations émanent tant du groupe des employeurs que de celui des travailleurs. A cet égard, la commission a renouvelé l'offre d'assistance technique du Bureau, afin que la désignation des délégations non gouvernementales à la Conférence puisse s'effectuer de façon pleinement conforme à l'article 3, paragraphe 5, de la Constitution de l'OIT.

⁴ Voir le *Compte rendu provisoire* n° 4C.

La question de la désignation de la délégation des employeurs de la République islamique d'Iran doit également être soulignée, le gouvernement ayant créé une certaine confusion dans le processus de désignation et continué, en dépit des recommandations formulées par la commission en 2007, à privilégier une organisation d'employeurs au détriment d'une autre, sans pour autant disposer de critères vérifiables et objectifs. Il a été rappelé au gouvernement qu'il pouvait recourir à l'assistance technique du Bureau.

22. En vertu de décisions adoptées par la Conférence à sa précédente session, la commission a été automatiquement saisie de trois cas, au titre de l'article 26 *quater*, relatif au suivi des *Dispositions provisoires du Règlement de la Conférence en matière de vérification des pouvoirs*: Afghanistan (en matière de paiement des frais de voyage et de séjour du délégué des travailleurs), Djibouti et Myanmar (au sujet de la procédure relative à la composition de la délégation des travailleurs). La Conférence a décidé de la reconduction du suivi pour ces deux derniers Etats. Dans le cas du Myanmar, le gouvernement n'ayant pas désigné de délégué des travailleurs, la commission n'a pu donner effet à la décision de la Conférence en matière de suivi. La procédure relative à la composition de la délégation des employeurs de la République islamique d'Iran fera également l'objet d'une procédure de suivi à l'occasion de la prochaine session de la Conférence.

3. Commission des aptitudes professionnelles

23. A la suite de la discussion générale qui s'est tenue au sein de cette commission sur la question des «Aptitudes professionnelles pour une meilleure productivité, la croissance de l'emploi et le développement», la Conférence a adopté une résolution et des «conclusions sur les compétences en vue de stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement».

24. Ces conclusions ont souligné le rôle important que joue le développement des compétences pour le développement social et économique et pour le travail décent, tel qu'il est mis en lumière dans une série d'instruments normatifs, comme la recommandation (n° 195) sur la mise en valeur des ressources humaines, 2004; la convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974, et la Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale de 1977, telle que modifiée en 2000 et 2006.

25. Parmi d'autres orientations importantes, les gouvernements et les partenaires sociaux sont invités à soutenir le développement des compétences sur le lieu de travail et le long des chaînes de valeur pour rendre les entreprises durables et favoriser la croissance de l'emploi. L'OIT est invitée à promouvoir la recommandation n° 195.

4. Commission de la promotion de l'emploi rural

26. Le mandat de la commission était d'échanger des points de vue et des expériences sur la question de la promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté, avec l'objectif de mettre sur pied une stratégie globale de promotion du travail décent en milieu rural partout dans le monde et de proposer un plan d'action intégré d'appui à cette stratégie par l'OIT.

27. La discussion a porté sur sept points:

- A quelles stratégies peut-on recourir pour promouvoir l'emploi ainsi qu'une croissance économique durable (agricole et non agricole) et pour réduire la pauvreté dans les zones rurales?
- Quelles sont les conditions nécessaires pour favoriser un environnement propice au développement d'entreprises rurales viables?
- Comment peut-on étendre les droits au travail, les mettre en œuvre et en assurer le respect dans les zones rurales?
- Comment peut-on étendre et améliorer la protection sociale et l'intégration sociale dans les zones rurales?
- Comment peut-on promouvoir l'amélioration de la gouvernance et le dialogue social dans les zones rurales?
- Comment les autorités nationales et locales ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent-elles mieux contribuer à l'emploi décent et à la réduction de la pauvreté dans les régions rurales?
- Tirer parti de l'avantage comparatif de l'OIT: quels devraient être les éléments essentiels d'un plan d'action du Bureau, y compris s'agissant de promouvoir la coordination et la cohérence des politiques?

28. La commission a adopté des conclusions très longues et détaillées qui précisent notamment que le Bureau doit promouvoir la ratification et l'application effective des normes du travail pertinentes pour les zones rurales. Ces normes ont été précisément identifiées et citées dans une annexe. La commission a également adopté une résolution demandant, d'une part, au Conseil d'administration de tenir compte des conclusions adoptées dans la planification des activités futures en matière de promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté dans le cadre de l'Agenda du travail décent et, d'autre part, au Directeur général de les prendre en considération lors de l'élaboration du cadre stratégique pour la période 2010-2015 et pour la mise en œuvre du programme et budget pour la période biennale 2008-09.

C. Ordre du jour de la 99^e session (2010)

29. L'ordre du jour de la 99^e session de la Conférence devrait comporter deux questions normatives: une deuxième discussion en vue de l'adoption d'une recommandation autonome sur le VIH/sida dans le monde du travail et une première discussion sur la question d'un travail décent pour les travailleurs domestiques. En outre, dans le cadre du suivi de la Déclaration de 2008, le Conseil d'administration a décidé, à sa session de novembre 2008, que la première discussion récurrente aura lieu en 2010 sur l'emploi.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

30. Suite à une plainte, déposée conformément à l'article 26 de la Constitution, alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, le Conseil d'administration a décidé d'instituer une commission d'enquête. Celle-ci a conclu, dans son rapport publié en 1998, que l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire était violée au Myanmar dans la législation nationale ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, et a formulé une série de recommandations.

31. Le gouvernement n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête, la Conférence internationale du Travail (CIT) a adopté à sa 87^e session (juin 1999) une résolution concernant le recours généralisé au travail forcé aux termes de laquelle le Myanmar devait notamment cesser de bénéficier de la coopération technique ou l'assistance du BIT, à moins qu'il ne s'agisse d'une assistance directe pour appliquer immédiatement les recommandations de la commission d'enquête. L'année suivante, à sa 88^e session, la CIT a adopté une nouvelle résolution, en vertu de l'article 33 de la Constitution, invitant les mandants de l'Organisation à examiner les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

32. Plusieurs missions techniques se sont rendues au Myanmar en 2000 et 2001 et un «protocole d'entente sur une évaluation objective par l'OIT» a été signé en mai 2001 entre l'Organisation et le gouvernement du Myanmar. Aux termes de ce protocole, le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau chargée d'évaluer, en toute indépendance et liberté de mouvement, la réalité de la situation du travail forcé. Le gouvernement a par ailleurs accepté la nomination d'un chargé de liaison de l'OIT au Myanmar, dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé – chargé de liaison qui est entré en fonctions à partir d'octobre 2002.

33. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT ont conclu un accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar qui n'a pu être mis en œuvre compte tenu des événements qui se sont produits au plan national. En novembre 2004, le Conseil d'administration a demandé à ce qu'une mission de très haut niveau se rende sur place pour évaluer l'attitude des autorités au Myanmar ainsi que leur volonté de continuer à coopérer avec l'OIT.

34. En février 2005, la mission de très haut niveau a considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle mène à bien son mandat et a présenté aux autorités, avant de quitter le pays, un aide-mémoire sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la situation. En octobre 2005, des consultations ont eu lieu entre un représentant du Directeur général et le chargé de liaison, d'une part, et le ministre du Travail, d'autre part. A cette occasion, les autorités ont indiqué que le Myanmar ne souhaitait pas s'engager dans un quelconque débat sur les mesures recommandées par la

mission de très haut niveau ni sur le plan d'action conjoint dans la mesure où le seul mécanisme acceptable pour traiter les plaintes de travail forcé était l'actuelle présence de l'OIT sur les lieux. Au cours de la 294^e session du Conseil d'administration (nov. 2005), de nombreux membres se sont dits profondément préoccupés par la dégradation de la situation au Myanmar et un certain nombre d'entre eux a considéré que, compte tenu des circonstances, la seule solution possible pour l'Organisation était de confier à la Conférence elle-même le soin de revoir les mesures adoptées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, dans la résolution de la CIT en 2000.

35. Ainsi, le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour de la 95^e session de la CIT (mai-juin 2006) la question suivante: «Examiner quelles nouvelles mesures l'OIT pourrait prendre en vertu de sa Constitution pour: i) assurer efficacement le respect par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête; et ii) veiller à ce que des poursuites ne soient pas engagées contre les plaignants ou leurs représentants». Lors de cette session, la Conférence a examiné les différentes options qu'elle pourrait envisager d'adopter pour assurer le respect de la convention, parmi lesquelles la possibilité pour l'OIT de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

36. A sa 297^e session (nov. 2006), le Conseil d'administration a exprimé sa profonde frustration devant le fait que les autorités du Myanmar n'ont pas été en mesure de convenir d'un mécanisme pour traiter les plaintes contre le travail forcé, et a décidé qu'un point spécifique serait inscrit à l'ordre du jour de sa session de mars 2007, pour lui permettre de passer à des options juridiques notamment, le cas échéant, la saisine de la Cour internationale de Justice.

37. Le 26 février 2007, l'OIT et le gouvernement du Myanmar ont signé un Protocole d'entente complémentaire, en vue d'établir un mécanisme de plaintes dont l'objectif est de donner aux victimes du travail forcé la possibilité de recourir aux services du chargé de liaison pour adresser leurs plaintes par son intermédiaire aux autorités compétentes en vue d'obtenir réparation. Tout en se félicitant de la mise en œuvre de ce mécanisme, tant le Conseil d'administration que la CIT, lors de sa 96^e session (mai-juin 2007), ont souligné qu'il est vital que le mécanisme fonctionne de manière efficace et que le chargé de liaison dispose des ressources en personnel nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités.

38. En novembre 2007, à sa 300^e session, le Conseil d'administration a lancé un appel au gouvernement du Myanmar pour qu'il déclare publiquement au plus haut niveau, sans ambiguïté possible, que le travail forcé, sous quelque forme que ce soit, est interdit sur tout le territoire national et que les personnes qui y recourent seront dûment punies. Le Conseil d'administration a demandé au gouvernement de veiller à ce que le mécanisme offert par le Protocole d'entente complémentaire reste pleinement opérationnel à l'échelle nationale; à ce que les mesures soient prises pour que les victimes du travail forcé puissent accéder facilement au mécanisme de plainte; et à ce qu'il n'y ait plus d'arrestations ou d'actes de harcèlement à l'encontre des plaignants, facilitateurs ou autres. Le Conseil d'administration a réitéré l'ensemble de ces demandes en mars et novembre 2008 (302^e et 303^e sessions). Tout en se félicitant de la prolongation, jusqu'au 26 février 2009, de la période d'essai de l'application du Protocole d'entente complémentaire, et en reconnaissant un certain degré de coopération de la part du gouvernement, le Conseil d'administration a fait part de sa profonde préoccupation face à la lenteur des progrès et face aux cas de harcèlement des personnes qui participent à l'application dudit protocole.

B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

39. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2008.

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Argentine	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Union des travailleurs de l'enseignement du Rio Negro (UNTER)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 303 ^e session (nov. 2008)
Bésil	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Syndicat des ingénieurs du District fédéral (SENGE/DF)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 295 ^e session (mars 2006) et comité tripartite établi
Chili	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	Collège des avocats du Chili A.G.	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 303 ^e session (nov. 2008)
Japon	Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983	Union nationale des travailleurs de la protection et de la santé de l'enfance	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 300 ^e session (nov. 2007) et comité tripartite établi
Mexique	Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978; convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981; convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990	Syndicat de la métallurgie, de l'acier, du fer et similaires (STIMAHCS)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 298 ^e session (mars 2007) et comité tripartite établi
Fédération de Russie	Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996	Fédération des syndicats du transport maritime (FPRMT)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 300 ^e session (nov. 2007) et comité tripartite établi

C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

40. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention. Le Conseil d'administration peut initier la procédure de son propre chef ou sur réception d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Plainte contre le Bélarus

41. A sa 288^e session (nov. 2003), le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'application par le Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête à sa 291^e session (nov. 2004) et a chargé le Comité de la liberté syndicale de superviser le suivi des recommandations de la commission d'enquête et celui des recommandations que la commission d'experts formule dans son examen périodique de l'application de ces conventions. Lors de son examen de l'application de ces conventions par le Bélarus, en juin 2006, la Commission de l'application des normes de la Conférence a indiqué que, au cas où aucun progrès ne serait constaté, le Conseil d'administration étudierait, à sa session de novembre 2006, les autres mesures qui pourraient être nécessaires pour donner effet aux recommandations de la commission d'enquête. Cette question a été à l'ordre du jour du Conseil d'administration en novembre 2006, en mars et en novembre 2007, et en mars 2008. De plus, le Comité de la liberté syndicale a examiné pour la troisième fois, dans son 345^e rapport (mars 2007), les mesures que le gouvernement du Bélarus a prises pour donner effet aux recommandations de la commission d'enquête. En juin 2008, la Commission de la Conférence a examiné de nouveau l'application de la convention n° 87 au Bélarus et a constaté avec regret qu'il n'avait pas encore été donné suite aux principales recommandations de la commission d'enquête. La suite donnée à certaines recommandations n'est pas allée au cœur de la question. La Commission de la Conférence s'est félicitée du fait qu'un séminaire sur la discrimination antisyndicale soit organisé avec la participation de représentants de l'OIT, et de l'indication selon laquelle un séminaire tripartite plus large se tiendrait à l'automne 2008. La Commission de la Conférence a exprimé le ferme espoir que le Conseil d'administration serait en mesure de constater une évolution positive à sa session de novembre 2008. Lors de sa 303^e session (novembre 2008), le Conseil d'administration a adopté le 352^e rapport du Comité de la liberté syndicale qui inclut le suivi des mesures prises par le gouvernement du Bélarus afin de mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête. Un document a également été présenté au Conseil d'administration pour information sur cette question ⁵.

Plainte contre le Zimbabwe

42. En juin 2008, la Commission de la Conférence a demandé au gouvernement du Zimbabwe de participer à la discussion sur l'application de la convention n° 87. Comme cela avait été le cas l'année précédente, le gouvernement a refusé de participer à la discussion. Toutefois, suite à une modification du Règlement qui a été adoptée au début de la session de la Conférence, la Commission de la Conférence a pu examiner pleinement le cas sur le fond, même en l'absence du gouvernement, lequel était pourtant dûment accrédité et enregistré à la Conférence. Dans des conclusions fermes, la Commission de la Conférence a demandé notamment le recours à l'article 26 de la Constitution et a prié le Conseil d'administration d'établir une commission d'enquête. Deux plaintes, au titre de l'article 26, ont été soumises par plusieurs délégués des travailleurs et des employeurs. Lors de sa 303^e session (novembre 2008), le Conseil d'administration a décidé de constituer une commission d'enquête pour étudier la non-application par le Zimbabwe des conventions n^{os} 87 et 98. Selon la pratique établie, les questions traitées par les différents organes de contrôle de l'OIT ont été renvoyées à

⁵ Document GB.303/19/2.

cette commission et le fonctionnement des organes de contrôle est suspendu durant la période d'activité de la commission.

D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

43. Lors de ses dernières réunions (novembre 2007, mars et juin 2008), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 178 cas concernant quelque 60 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions provisoires ou définitives ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (348^e, 349^e, 350^e rapports). Un grand nombre de ces cas a été examiné par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. Il a par ailleurs été saisi de quelque 51 nouveaux cas depuis la dernière session de la commission d'experts. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas suivants: Cap-Vert (cas n° 2534), Estonie (cas n° 2543), Grèce (cas n° 2502), Indonésie (cas n° 2472), République de Moldova (cas n° 2317), Pakistan (cas n^{os} 2229, 2399 et 2520), Philippines (cas n° 2488), Pologne (cas n^{os} 2395 et 2474), Royaume-Uni (cas n° 2473) et Tchad (cas n° 2581).

Assistance technique

A. Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail et les bureaux sous-régionaux

1. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses 96^e (2007) et 97^e (2008) sessions

Bélarus

44. A sa session de juin 2008, dans le cadre de son examen des mesures prises par le gouvernement du Bélarus pour donner effet aux dispositions de la convention n° 87, la Commission de la Conférence s'est félicitée de l'annonce faite par le gouvernement de l'organisation, immédiatement après la Conférence, d'un séminaire sur la discrimination antisyndicale, avec la participation de représentants de l'OIT, et, à l'automne 2008, d'un séminaire tripartite plus large sur la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête. Une mission tripartite, composée de représentants du Bureau, de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), a visité Minsk en juin 2008 afin de participer à ce séminaire. Etaient présents des représentants de la Fédération des syndicats du Bélarus, du Congrès des syndicats démocratiques, du Syndicat des travailleurs de l'industrie radioélectronique, des syndicats d'employeurs, des représentants du gouvernement, des juges et des représentants du bureau du Procureur général. Des discussions sont en cours avec le gouvernement pour fixer la date d'un autre séminaire tripartite, plus large, au sujet de la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête, comme indiqué par la Commission de la Conférence.

Cambodge

45. Une mission de contacts directs dirigée par le juge Ruma Pal, membre de la commission d'experts, s'est rendue au Cambodge en avril 2008 suite aux conclusions que la Commission de l'application des normes de la Conférence a formulées en juin 2007 au sujet des commentaires de la commission d'experts relatifs à l'application de la convention n° 87. Dans le cadre de son mandat, la mission a tenu plusieurs réunions avec des hauts fonctionnaires dans le but de s'assurer de la coopération du gouvernement pour: 1) obtenir la libération de Born Samnang et Sok Sam Oeun, personnes qui ont été inculpées du meurtre du dirigeant syndical Chea Vichea; et 2) traiter des autres problèmes de liberté syndicale sur lesquels les organes de contrôle de l'OIT ont attiré l'attention, tout particulièrement le climat de violence alimenté par le meurtre de trois dirigeants syndicaux et les nombreuses agressions dont des syndicalistes sont victimes depuis plusieurs années. Des réunions ont aussi eu lieu avec des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) pour examiner les faits ayant trait au meurtre de Chea Vichea, et avec des syndicats et les principales organisations d'employeurs pour évaluer la situation générale de la liberté syndicale. La commission d'experts examinera le rapport de la mission à sa prochaine session.

Djibouti

46. Une mission de contacts directs de haut niveau s'est rendue à Djibouti en janvier 2008, suite aux conclusions formulées en juin 2007 par la Commission de l'application des normes de la Conférence au sujet de l'observation relative à la convention n° 87

adressée à Djibouti par la commission d'experts. La mission, dirigée par M. Yéro Dé, ancien ministre du Travail du Sénégal, avait plusieurs objectifs. Il s'agissait d'obtenir des informations, aussi complètes que possible, concernant la situation de la liberté syndicale, au regard des allégations de graves mesures répressives, d'arrestations et de harcèlements à l'encontre de militants et de dirigeants syndicaux, de mesures de licenciement et de non-réintégration comme sanctions pour faits de grève (cas n^{os} 2450 et 2471 devant le Comité de la liberté syndicale), d'engager des discussions sur les dispositions du Code du travail et de la législation nationale qui font l'objet de commentaires de la part de la commission d'experts ou encore de rappeler les conclusions de la Commission de vérification des pouvoirs et de considérer les voies possibles de résolution des difficultés soulevées par la désignation de la délégation de Djibouti. La mission a abordé toutes ces questions avec l'ensemble des interlocuteurs, y compris le Premier ministre, ainsi que la question des mesures devant faire l'objet d'une assistance du Bureau par la suite. Lors de la 97^e session de la Conférence (juin 2008), la Commission de vérification des pouvoirs a noté avec intérêt certaines recommandations de la mission et a exhorté le gouvernement à garantir dans les meilleurs délais la mise en place de critères objectifs et transparents aux fins de la désignation des représentants des travailleurs aux futures sessions de la Conférence, en espérant qu'elle puisse se faire dans un esprit de coopération entre toutes les parties concernées et dans un climat de confiance qui respecte pleinement la capacité d'agir des organisations de travailleurs, en totale indépendance par rapport au gouvernement, conformément aux dispositions des conventions n^{os} 87 et 98. Le rapport de mission a été étudié par le Comité de la liberté syndicale lors de sa session de novembre (voir 351^e rapport, paragr. 775-798, cas n^o 2450).

Guatemala

47. Une mission de haut niveau s'est rendue au Guatemala en avril 2008 suite à la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission de la Conférence sur l'application de la convention n^o 98 en juin 2007. Cette mission a également examiné les questions liées à l'application de la convention n^o 87. Au cours de la mission, la Commission tripartite nationale a approuvé un accord visant à éradiquer la violence antisyndicale, à améliorer et à moderniser la législation et à assurer une meilleure application des conventions n^{os} 87 et 98. Par ailleurs, en juin 2008, la Commission de la Conférence, lors de son examen de l'application de la convention n^o 98 par le Guatemala, a invité le gouvernement à accepter une mission composée des porte-parole des employeurs et des travailleurs pour l'aider à trouver des solutions durables à tous les problèmes soulevés. Cette mission a été acceptée par le gouvernement et sera menée en 2009.

2. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

48. Le Département des normes internationales du travail met en œuvre ses activités d'assistance technique en collaboration étroite avec les bureaux sous-régionaux pour s'assurer que les Etats Membres remplissent leurs obligations de faire rapport et de respecter leurs autres obligations normatives.

Bolivie

49. Des contacts étroits ont été établis entre le bureau sous-régional à Lima et le ministère du Travail de Bolivie pour remédier à la situation concernant l'envoi des rapports – ce pays n'ayant envoyé aucun rapport en 2006 et 2007. Un fonctionnaire du ministère a reçu une formation sur les normes internationales du travail au Centre de Turin en mai 2008, et le spécialiste des normes a assuré le suivi de cette formation en

fournissant à ce fonctionnaire un appui méthodologique lors de sa mission à La Paz, en juin 2008. Ainsi treize rapports ont pu être envoyés au 1^{er} septembre 2008.

Cambodge

50. Le bureau sous-régional à Bangkok a effectué des missions au Cambodge en février, août et septembre 2008 pour aider 20 fonctionnaires du ministère du Travail et de la Formation professionnelle à préparer en temps voulu 11 rapports dus au titre de l'article 22 pour examen par la commission d'experts. Au cours de la première mission, l'attention a été attirée sur le fait que le rapport relatif à l'application de la convention n° 138, qui était sur le point d'être signé par le ministre, ne répondait pas aux commentaires de la commission d'experts. Des explications sur ce commentaire ont été fournies par la mission, et le rapport a entre-temps été soumis.

Etats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

51. Un atelier tripartite sous-régional a été organisé à Douala au Cameroun en août 2008 sur la rédaction des rapports dus au titre de l'article 22 de la Constitution, avec un accent particulier sur les conventions n^{os} 138 et 182 concernant le travail des enfants. La formation a ciblé les Etats de la CEMAC (**Cameroun, République centrafricaine, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad**). Organisée à l'initiative du bureau sous-régional à Yaoundé, en étroite collaboration avec le Département des normes, le Centre de Turin et l'IPEC, elle visait à renforcer les capacités des fonctionnaires des ministères en charge de la rédaction des rapports, ainsi que celles des partenaires sociaux dans ce domaine.

Chine

52. En mai 2008, lors d'un atelier national sur le travail, sur le revenu et sur l'égalité entre hommes et femmes, qui s'est tenu à Beijing, le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Bangkok a présenté et expliqué les commentaires sur l'application de la convention n° 100 de la commission d'experts. En outre, en mai 2008, le bureau de l'OIT à Beijing a lancé un projet financé par la Norvège pour aider la Chine à appliquer la convention n° 111. Les premières activités ont consisté principalement à présenter la convention à un réseau de chercheurs universitaires, qui joueront un rôle de plus en plus important dans la promotion de cet instrument (entre autres, élaboration d'un manuel avec l'aide du siège et du bureau sous-régional à Bangkok), et à examiner les domaines essentiels d'intervention avec les mandants tripartites représentés au comité de direction. En septembre 2008, un premier atelier a été organisé en Mongolie intérieure et a mis l'accent sur la discrimination ethnique.

Costa Rica

53. En mars 2008, un forum sur le droit à la négociation collective dans le secteur public s'est tenu au Costa Rica pour des fonctionnaires, des membres de l'Assemblée législative, des juges de la Cour suprême, ainsi que des dirigeants des divers partis politiques et des organisations d'employeurs et de travailleurs. Le forum a prêté assistance technique dans le cadre de la suite à donner aux recommandations de la mission de haut niveau qui s'est rendue au Costa Rica en 2006. Conformément aux propositions formulées par la mission, le forum a fait partie des initiatives visant à promouvoir sur le plan interne des activités de formation continue, de promotion et d'information à l'intention de responsables politiques, de fonctionnaires et de partenaires sociaux, afin qu'ils comprennent mieux la négociation collective, la procédure de règlement des différends et les dispositions législatives pertinentes.

El Salvador

54. Un atelier s'est tenu en mai 2008 au Salvador pour les fonctionnaires chargés de préparer les rapports dus au titre des articles 22 et 19 de la Constitution de l'OIT. La formation a mis particulièrement l'accent sur les premiers rapports dus cette année.

Haïti

55. En août 2008, un atelier sur les obligations liées à la présentation de rapports s'est tenu en Haïti à l'intention des fonctionnaires. Ce pays apparaît comme un cas de manquements graves à ses obligations dans le rapport de la commission d'experts. La formation s'est concentrée sur la préparation des rapports dus, pour lesquels Haïti a encore beaucoup de retard. A la fin de l'atelier, des projets préliminaires des rapports ont été élaborés. Dans le cadre de l'atelier, les problèmes du pays pour s'acquitter de l'obligation de soumettre les conventions et les recommandations aux autorités compétentes ont également été examinés. Etant donné que le gouvernement ne satisfait pas à cette obligation depuis plus de quinze ans, un document lui a été présenté dans le but de faciliter la soumission des conventions et des recommandations et de combler ainsi l'important retard cumulé.

Mauritanie

56. Un atelier national tripartite sur la représentativité syndicale s'est tenu à Nouakchott, du 12 au 14 février 2008, à la demande du gouvernement et des partenaires sociaux. Il s'agissait d'arriver à un consensus national tripartite sur la méthodologie à adopter pour mesurer la représentativité des organisations d'employeurs et de travailleurs. Les mandants souhaitaient en effet contribuer au renforcement de la démocratie sociale en se dotant d'un outil de gestion de la paix sociale, de renforcement du système de relations professionnelles et d'amélioration de la qualité du dialogue social. A la fin de cet atelier, les participants sont parvenus à un consensus et ont décidé de mettre sur pied une Commission nationale tripartite de suivi, présidée par le gouvernement, chargée de la mise en œuvre des conclusions et recommandations de l'atelier.

Mongolie

57. En mai 2008, le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Bangkok, en coopération avec le bureau de Beijing, a organisé un séminaire sur les normes internationales du travail. Il s'est principalement focalisé sur les premiers rapports dus sur l'application des conventions n^{os} 29 et 105 sur le travail forcé, les derniers commentaires de la commission d'experts et la protection contre le harcèlement sexuel au travail. Suite à ce séminaire, les rapports sur l'application des conventions n^{os} 29, 87 et 98 ont été soumis. L'assistance du Bureau s'est poursuivie en août 2008 pour la préparation du premier rapport sur l'application de la convention n^o 105. En novembre 2008, des consultations de suivi eurent lieu au ministère de la Protection sociale et du Travail.

Maroc

58. En mars 2008, le spécialiste des normes du bureau sous-régional au Caire a fourni des conseils techniques au gouvernement du Maroc sur la base des commentaires que la commission d'experts a formulés au sujet des conventions pour lesquelles des rapports sont dus en 2008-09 et à propos du document sur le programme par pays de promotion du travail décent qui était en cours d'élaboration.

Nicaragua

59. En février 2008, une mission d'assistance technique s'est rendue au Nicaragua pour discuter des questions que le Comité de la liberté syndicale a soulevées dans le cas n° 2544 qui porte sur l'application des conventions n^{os} 87 et 98.

Pérou

60. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Lima a fourni un appui technique au ministère du Travail et au Conseil national du travail et de la promotion de l'emploi (CNTPE, organe tripartite de dialogue social) sur la question de la soumission des conventions et recommandations aux autorités compétentes, conformément à la convention n° 144. Dans le cadre de cet appui, la procédure de soumission a été expliquée au CNTPE et à la Commission du travail du Congrès; une rencontre conjointe avec le ministère du Travail et le ministère des Affaires étrangères a été organisée pour faciliter la transmission au Congrès des conventions et recommandations. Un calendrier pour la discussion par le CNTPE des différentes conventions et recommandations devant être soumises au Congrès a pu être établi.

Soudan

61. En septembre 2008, la spécialiste des normes du bureau sous-régional au Caire a fourni une assistance technique à l'équipe responsable des normes internationales du travail au sein du ministère du Travail, du Service public et du Développement des ressources humaines, sur la question de l'envoi des rapports dus.

Région des Caraïbes

62. Une réunion d'information a eu lieu en juin-juillet 2008 à Port of Spain pour 18 participants venus de 11 pays ou territoires non métropolitains: **Antigua-et-Barbuda, Barbade, Grenade, Guyana, Jamaïque, Royaume-Uni** (Anguilla, îles Caïmans, Montserrat), **Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago**. Une séance a été consacrée aux obligations de faire rapport et des explications détaillées ont été données sur le contenu de ces obligations, sur les cycles de soumission des rapports et sur la façon d'obtenir, sur le site Internet de l'OIT, des informations au sujet des rapports dus et des normes internationales du travail. Anguilla et Montserrat ont souhaité recevoir une assistance technique du bureau sous-régional pour combler leur retard en ce qui concerne la soumission des rapports dus et pour renforcer les capacités des ministères à cet égard.

Royaume-Uni (îles Vierges Britanniques)

63. Il convient aussi de noter que deux hauts fonctionnaires des îles Vierges britanniques se sont rendus en octobre 2008 à Port of Spain, en particulier pour être informés de manière détaillée sur les obligations de faire rapport.

Royaume-Uni (Montserrat)

64. Sur la recommandation du bureau sous-régional pour les Caraïbes, Montserrat a recruté un consultant afin d'aider à rattraper le retard en matière d'obligation à faire rapport. Au préalable, ce consultant avait reçu une formation par le spécialiste des Normes. Le bureau sous-régional a recommandé qu'une attention particulière soit portée au transfert des connaissances ainsi qu'en matière de rédaction des rapports, de même que sur l'apprentissage de la méthodologie afin d'éviter un retard dans le futur.

Viet Nam

65. En avril 2008, lors d'un atelier national tripartite à Halong Ville sur le travail, sur le revenu et sur l'égalité entre hommes et femmes, le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Bangkok a présenté et analysé les commentaires de la commission d'experts sur l'application des conventions n^{os} 100 et 111. L'atelier a alimenté le débat actuel sur un certain nombre de questions ayant trait à l'application de ces conventions – par exemple, l'absence de notion de discrimination indirecte dans la loi sur l'égalité entre hommes et femmes, alors que la ségrégation entre hommes et femmes sur le marché du travail s'accroît, les âges de départ à la retraite différents pour les hommes et pour les femmes et le fait que celles-ci restent exclues des emplois considérés comme dangereux et inappropriés pour elles. De plus, en août 2008, le bureau sous-régional a entamé des consultations avec le Bureau pour la sécurité au travail du ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales, afin d'aider le Viet Nam à élaborer une législation moderne en matière de sécurité et de santé au travail. L'une des activités prévues d'ici la fin de 2008 prendra la forme d'une consultation tripartite fondée sur les commentaires de la commission d'experts sur la convention (n^o 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981.

Yémen

66. Le spécialiste des normes du bureau régional à Beyrouth a fourni au Yémen les conseils et l'assistance technique nécessaires au gouvernement pour qu'il donne suite aux conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence. Après cette mission, le gouvernement a soumis, en août 2008, les rapports demandés sur l'application de la convention n^o 155, sur la recommandation n^o 164 correspondante et sur le protocole de 2002 relatif à la convention. De plus, dans le cadre du programme de promotion du travail décent pour le Yémen, le bureau régional a fourni une assistance technique au gouvernement pour qu'il s'acquitte de ses obligations de faire rapport. Tous les rapports dus pour 2008 ont été élaborés en consultation avec les représentants des employeurs et des travailleurs, avec l'aide du spécialiste des normes (rapports sur l'application des conventions n^{os} 14, 19, 87, 94, 98, 100, 111, 122, 132, 144 et 158).

Région Asie

67. Le **Cambodge**, la **Mongolie** et la **République démocratique populaire lao** ont cumulé un important retard dans l'obligation de soumission des instruments à leurs assemblées nationales respectives. Etant donné que la traduction des instruments dans la langue nationale a été identifiée comme étant l'un des principaux obstacles à la résorption du retard, et que la situation a empiré avec l'adoption d'instruments complexes et de taille importante comme la convention du travail maritime, 2006, et la convention (n^o 188) sur le travail dans la pêche, 2007, NORMES et le bureau sous-régional à Bangkok ont lancé une initiative ponctuelle pour traduire tous les instruments restants afin qu'ils puissent être soumis aux autorités compétentes.

68. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à New Delhi a mené des missions en **Afghanistan**, au **Bangladesh** et au **Népal** pour fournir une assistance technique en matière de présentation de rapports. La **République islamique d'Iran**, le **Pakistan** et **Sri Lanka** ont bénéficié aussi d'une assistance technique.

3. Activités de formation

a) *Activités développées en collaboration avec le Centre international de formation de Turin*

69. La collaboration avec le Centre international de formation de Turin a été renforcée en vue de la réalisation d'un programme de formation conjuguant l'expertise technique et les méthodologies actives de formation en matière de normes internationales du travail.

70. La formation et le développement des capacités constituent des instruments complémentaires et nécessaires pour assurer la réalisation de l'ensemble de la stratégie visant l'amélioration de l'impact du système normatif de l'OIT. A cette fin, les activités de formation développées revêtent les caractéristiques suivantes:

- Elles ont une dimension promotionnelle importante et favorisent l'analyse des problématiques liées à l'application des normes, l'échange d'informations et d'opinions sur les bonnes pratiques, ainsi que le développement des compétences nationales.
- Elles contribuent à renforcer la capacité des mandants (gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs) qui est indispensable au fonctionnement du système de contrôle.
- Elles jouent un rôle déterminant en vue d'assurer une plus grande visibilité des normes.

71. Depuis janvier 2008, le Centre de Turin a réalisé 42 actions de formation en matière normative (26 interrégionales, cinq pour l'Afrique, cinq pour les Amériques, cinq pour l'Asie et une pour l'Europe) avec plus de 1 000 participants.

72. Au niveau interrégional, un carnet de cours sur les principaux thèmes d'actualité pour lesquels le besoin de formation est ressenti au niveau international a été offert. Ces cours, dont la majorité a un caractère tripartite, ont été offerts en plusieurs langues et concernent les procédures normatives⁶, mais aussi des thèmes spécifiques comme par exemple l'égalité dans l'emploi, la dimension sociale de la globalisation, l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales, la liberté syndicale et la dimension sociale de l'intégration régionale, les droits des travailleurs indigènes et tribaux, ou encore la lutte contre le travail des enfants et la traite d'êtres humains.

73. Un des éléments prioritaires pris en considération pour la sélection des participants à ces cours interrégionaux est constitué par les résultats du travail des organes de supervision de l'application des normes internationales du travail.

74. Les cours sous-régionaux et nationaux ont été planifiés et réalisés en étroite consultation avec les spécialistes et la structure sur le terrain et s'intègrent, dans la mesure du possible, avec les PPTD. Nous soulignons ici l'atelier tripartite sur les normes fondamentales pour les pays d'Asie (ASEAN); le cours pour les pays d'Afrique Centrale sur la préparation de rapports sur les normes avec un accent particulier sur la convention n° 138 et la convention n° 182; la formation sur normes et mondialisation pour la région des Caraïbes et l'activité sur la préparation des listes des travaux dangereux pour les enfants destinée aux pays d'Amérique latine.

⁶ En mai 2008 a eu lieu le cours annuel destiné aux délégués participant à la Conférence internationale du Travail, qui a pour objectif de renforcer la capacité nationale en ce qui concerne les procédures relatives aux obligations constitutionnelles liées aux normes internationales du travail, et notamment l'obligation de présenter des rapports.

75. Deux formations sur les normes, respectivement au niveau interrégional et pour la région Amérique latine, ont été réalisées pour les journalistes et professionnels de l'information: ces cours avaient pour objectif de doter les professionnels de l'information des connaissances et des compétences pour utiliser la législation et la pratique nationales dans le domaine du travail, les normes internationales du travail et le travail des organes de contrôle de l'OIT, de manière à sensibiliser le public sur les droits de l'homme et des travailleurs, internationalement reconnus, et sur leur relation avec les conditions de travail et les problèmes sociaux existant au niveau national.

76. Plusieurs activités pour juges et juristes ont été organisées: au niveau interrégional à Turin en septembre 2008, au niveau régional en Amérique latine en juillet 2008 (Lima), au niveau sous-régional à Jakarta en juin 2008 (Indonésie, Philippines et Sri Lanka), à Maputo en novembre 2008 (Cap-Vert, Mozambique, Angola, Guinée-Bissau et Sao Tomé-et-Principe). L'objectif de ces activités était de fournir aux professionnels du droit les outils nécessaires leur permettant de faire usage des normes internationales du travail dans la pratique judiciaire nationale.

77. Le réseau international d'experts en matière de liberté syndicale a été mis à jour et élargi à travers une formation réalisée à Turin et à Genève (en mai 2008). Un cours de formation à distance en matière de rédaction des rapports dus en vertu de l'article 22 de la Constitution a été lancé et sera réalisé au cours des premiers mois de 2009.

78. Enfin, ont été mis à jour ou publiés dix matériels de formation, parmi lesquels l'édition 2008 du *Guide sur les normes internationales du travail*, le *Recueil de décisions sur l'utilisation du droit international par les juridictions nationales*, le matériel de formation sur les procédures constitutionnelles en matière de normes et la bibliothèque électronique sur la liberté syndicale. L'élaboration d'un matériel de formation pour formateurs d'inspecteurs du travail sur la convention du travail maritime, 2006, a été initiée en collaboration avec SECTOR et un manuel de formation sur les normes pour les juges et juristes a été préparé et sera publié en 2009.

b) *Formation sur les questions liées aux peuples indigènes*

79. Le projet pour promouvoir la convention n° 169 de l'OIT (PRO 169) a développé un site Internet complet de formation à l'intention de divers partenaires. Le site Internet comporte toute une gamme d'outils de formation sur certains sujets concernant les peuples indigènes – entre autres, présentations, documents et publications d'information générale, documents vidéo.

80. A l'échelle nationale, dans le cadre de projets de développement permanent des compétences, des outils et des programmes de formation sur les questions indigènes sont élaborés pour les partenaires sociaux. Au Cameroun, ces outils visent les institutions publiques, les organisations non gouvernementales et les syndicats. Au Cambodge, les groupes cibles sont notamment les organisations de peuples indigènes, les organisations non gouvernementales, le système judiciaire et les fonctionnaires.

81. Deux cours de formation ont été organisés dans le cadre du projet PRO 169 pour les participants au Programme des Nations Unies des boursiers représentant les peuples autochtones, administré par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ces cours ont été dispensés au siège de l'OIT à Genève pour les anglophones (deux semaines) et les hispanophones (une semaine). Les autres participants à ces cours ont été, entre autres, des représentants gouvernementaux, des représentants d'organisations non gouvernementales et des fonctionnaires du BIT.

c) *Autres activités de formation*

Bénin

82. Un atelier de renforcement des capacités des magistrats, assesseurs et avocats en matière d'utilisation du droit international du travail, notamment des normes internationales du travail pertinentes dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida, s'est tenu à Cotonou du 11 au 13 août 2008. La tenue de cet atelier a été rendue possible grâce au projet financé par la coopération suédoise en vue de la prévention du VIH/sida et de l'atténuation de son impact dans le monde du travail en Afrique subsaharienne. Ce projet, qui se décline en plusieurs composantes, a pour objectif le renforcement des cadres politiques et juridiques mis en place par ces pays pour lutter contre le VIH/sida. Il s'agit en particulier de renforcer les capacités des partenaires sociaux et autres parties prenantes – par exemple, tribunaux du travail, juges, assesseurs, inspecteurs du travail – à mettre en œuvre la législation nationale relative au VIH/sida et le monde du travail dans le respect des normes internationales du travail pertinentes dans ce contexte et également d'autres instruments, tel que le *Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/sida et le monde du travail*.

Brésil

83. Le spécialiste des normes du bureau de l'OIT à Brasília a participé à la réunion nationale de la Centrale unique des travailleurs, qui a eu lieu à São Paulo, afin de présenter le contenu de la convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978, et de la convention (n° 158) sur le licenciement, 1982, et d'en promouvoir la ratification, le gouvernement ayant déjà déposé la proposition de ratification de ces conventions auprès du Congrès national qui doit délibérer à ce sujet.

84. Par ailleurs, dans le cadre du Projet de lutte contre le travail esclave du bureau de l'OIT au Brésil, le projet intitulé «Travail esclave, n'y pensez pas!», mené en partenariat avec d'autres institutions, développe une série d'actions visant à combattre le travail esclave. Parmi ces actions, une formation a été organisée à l'intention des professeurs de l'enseignement primaire et des décideurs locaux dans quatre districts de l'Etat de Bahia, pour les sensibiliser au problème du travail esclave au Brésil et en faire des relais de la lutte contre le travail esclave dans les régions les plus touchées par ce phénomène.

Chili

85. Le bureau sous-régional à Santiago a fourni une aide technique et financière au processus d'adaptation et de réforme structurelle du système judiciaire au Chili en vue d'une meilleure application des normes nationales et internationales en matière de travail. Par exemple, il a apporté son soutien au séminaire qui a permis d'élaborer le document sur les bases de la réforme de la justice du travail et de la prévoyance sociale et réalisé des séminaires de formation à l'intention des juges sur la réforme, les nouvelles lois du travail, l'OIT et sa fonction normative, la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et d'autres questions. En octobre 2008, en vue de la mise en œuvre de la réforme, un séminaire se tiendra à l'intention des juges récemment nommés (40 juges et 20 défenseurs des droits au travail).

Colombie

86. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Lima a organisé trois séminaires pour magistrats, juges et fonctionnaires du ministère public de la Colombie dans le cadre du projet de coopération Dialogue social, droits fondamentaux au travail et inspection du travail en Colombie (juin, juillet et octobre 2008). L'objectif de ces séminaires était de fournir aux professionnels du droit les outils nécessaires leur

permettant d'utiliser les normes internationales du travail dans la pratique judiciaire nationale. L'école de la magistrature de la Colombie souhaitant inclure le droit international du travail dans son programme régulier de formation, elle a décidé d'organiser fin octobre une activité de formation de formateurs dans ce domaine, avec l'appui technique du bureau sous-régional. A l'occasion de ces missions, le spécialiste des normes a participé à des activités de formation des fonctionnaires du ministère de la Protection sociale visant à sensibiliser les fonctionnaires responsables de l'enregistrement des organisations syndicales à l'importance de prendre en compte l'article 2 de la convention n° 87, ainsi que les travaux de la commission d'experts et du Comité de la liberté syndicale à cet égard.

El Salvador

87. Deux séminaires sur la liberté syndicale et la négociation collective se sont tenus en juillet 2008 au Salvador pour les fonctionnaires responsables de l'application et de la promotion des conventions pertinentes dans ces domaines. Il s'agissait des premiers séminaires sur ce sujet depuis la ratification en 2006 des conventions n°s 87, 98, 135 et 151. Ils ont également permis de fournir une assistance technique qui s'inscrit dans le suivi du mémorandum concernant l'assistance technique sur la liberté syndicale et la négociation collective, qui a été signé en janvier 2008 par le Directeur régional de l'OIT pour les Amériques et par le gouvernement d'El Salvador.

Haïti

88. Suite aux mesures prises pour la ratification des conventions n°s 138 et 182 relatives au travail des enfants, deux séminaires ont été organisés en août 2008 à Haïti, l'un pour les fonctionnaires et l'autre pour les syndicats.

Iraq

89. Le bureau régional à Beyrouth a organisé en septembre 2008 des cours de formation sur les activités relatives aux normes internationales du travail pour les membres du Comité consultatif tripartite qui s'occupe des questions ayant trait aux normes internationales du travail et à la législation du travail en Iraq.

Nicaragua

90. En mai 2008, des cours magistraux sur les normes internationales du travail fondamentales ont été dispensés à l'Université centraméricaine du Nicaragua (*Universidad Centroamericana de Nicaragua*) dans le cadre d'un programme universitaire supérieur (*Diplomado en Derecho laboral*).

Région Afrique

91. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Yaoundé a participé à plusieurs séminaires de formation sur les principes et droits fondamentaux au travail organisés par le Projet d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail (PAMODEC)⁷ en **Mauritanie** à l'intention des membres de la Commission nationale des droits de l'homme, en décembre 2007, au **Tchad** à l'intention de magistrats et d'inspecteurs du travail, en janvier 2008. D'autres séminaires de formation sur les conventions fondamentales ont été réalisés en **République centrafricaine** (sept. 2008) et au **Congo** (oct. 2008), également avec l'appui du spécialiste des normes du bureau sous-régional. Par ailleurs, toujours dans le cadre de la mise en œuvre du projet PAMODEC, un atelier de renforcement des

⁷ Le Projet PAMODEC s'est fixé comme objectif la promotion des normes fondamentales du travail en vue du travail décent et le développement économique et social dans les pays africains concernés.

capacités des magistrats, avocats et assesseurs des tribunaux du travail en matière de principes et droits fondamentaux du travail s'est tenu à Nouakchott, en **Mauritanie** (fév. 2008), ainsi qu'à Conakry, en **Guinée** (mai 2008). Un deuxième atelier a été organisé pour les inspecteurs du travail guinéens. Ce type d'activité a pour objectif de sensibiliser ces secteurs aux principes et droits fondamentaux au travail.

Région Asie du Sud

92. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à New Delhi a organisé des séances d'information pour la Cour supérieure d'Orissa et des représentants des 22 cours supérieures en **Inde**. Des séminaires tripartites de formation se sont tenus sur la convention n° 158 et sur toutes les conventions ayant trait aux questions de genres et à la discrimination au **Népal**, afin de contribuer à l'élaboration de la nouvelle législation du travail. Des réunions tripartites consultatives et de formation se sont aussi tenues sur la convention (n° 107) relative aux populations indigènes et tribales, 1957, au **Bangladesh**, et sur les conventions relatives aux travailleurs migrants en **Afghanistan**.

4. Activités de promotion

a) *Plan d'action visant à promouvoir une ratification large et rapide de la convention du travail maritime, 2006, ainsi que son application effective*

93. Conformément aux orientations fournies par le Conseil d'administration après l'adoption de la convention du travail maritime (MLC), 2006, le Bureau a élaboré et diffusé un plan d'action quinquennal complet qui est destiné à promouvoir une ratification large et rapide de la convention, ainsi que son application effective. Le plan d'action, que le Conseil d'administration a approuvé en mars 2007, vise à atteindre d'ici cinq ans le nombre de ratifications nécessaire pour que la convention entre en vigueur (30 Membres représentant au total au moins 33 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale). Le plan d'action privilégie dans un premier temps des manifestations mondiales ou régionales pour promouvoir la ratification de la convention et contribuer à l'instauration d'une coopération internationale ou régionale en vue de l'application de la convention. De plus, l'élaboration de directives pour le contrôle par l'Etat du port ainsi que pour l'inspection par l'Etat du pavillon constitue un autre aspect important du plan d'action. Ces deux questions ont fait l'objet de résolutions de la Conférence demandant que les directives pour le contrôle par l'Etat du port, notamment, soient traitées à titre prioritaire.

94. Dans ce contexte, deux réunions d'experts tripartites se sont tenues en septembre 2008 afin d'adopter le texte des directives pour l'inspection par l'Etat du pavillon. Le Conseil d'administration vient juste d'approuver la publication de ces deux séries de directives. Les textes de ces deux séries de directives constitueront la base d'une inspection uniforme des navires partout dans le monde, inspection qui sera l'élément essentiel d'une application effective de la convention dès qu'elle sera entrée en vigueur.

95. A ce jour, la convention a été ratifiée par le Libéria (juin 2006), le deuxième Etat du pavillon dans le monde, par les Iles Marshall (sept. 2007), et par les Bahamas (fév. 2008) qui ont l'une des flottes les plus importantes du monde, la convention couvrant désormais 20 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale. D'autres pays, dont des membres de l'Union européenne, le Brésil, le Canada, le Panama, les Philippines et la Fédération de Russie, ont pris des mesures importantes en vue de la ratification de cette convention. Comme le prévoit le plan d'action, afin d'en promouvoir la ratification, des missions tripartites de haut niveau se sont rendues dans plusieurs pays en 2006 et 2007. En février 2008, une mission tripartite de ce type est allée au Panama

pour faire suite au plan d'action adopté au cours de la première mission tripartite de haut niveau en février 2007, afin d'identifier les mesures administratives, juridiques et opérationnelles qui permettront au Panama de ratifier et de mettre en œuvre la convention.

96. De plus, un séminaire sous-régional pour les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Afrique du Sud, Angola, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) s'est tenu à Windhoek (Namibie) et un autre à Colombo pour Sri Lanka et les Maldives (futur Etat Membre possible) en août 2008 pour préparer ces pays aux exigences de la convention, dès qu'elle sera entrée en vigueur. Dans plusieurs autres pays, des analyses comparatives de la législation nationale avec les exigences de la convention ont été entreprises afin de faire apparaître les lacunes qui pourraient entraver la mise en œuvre du nouvel instrument.

97. En juillet 2008, le Bureau (NORMES et SECTOR), en coopération avec l'Organisation maritime internationale, a organisé une réunion tripartite d'experts sur deux sujets qui n'ont pas été totalement couverts par la convention: les actions en justice pour lésions et décès et l'abandon de marins. Des progrès importants ont été accomplis sur ces deux questions mais une autre réunion sera nécessaire en 2009 pour aboutir à des conclusions finales.

b) *Promotion de la ratification de la convention (n° 185)
sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003*

98. Cette convention importante, qui accompagne la convention du travail maritime, continue d'être promue, notamment par l'organisation de missions d'assistance technique (Indonésie) et par l'octroi de services consultatifs sur la forme et la teneur des pièces d'identité des gens de mer qui doivent être soumises au Bureau pour examen (par exemple pour la Fédération de Russie). A la suite de ces missions, l'Indonésie est devenue le treizième Etat à ratifier la convention en juillet 2008, et la Fédération de Russie est sur le point de soumettre son instrument de ratification, une fois que les questions techniques restantes auront été résolues.

c) *Promotion de la ratification de la convention (n° 187)
sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé
au travail, 2006*

99. Au cours de l'année écoulée, les efforts visant à promouvoir la ratification de cette convention ont eu des résultats concrets, et tout indique que le taux de ratification s'accroîtra rapidement. La convention a été ratifiée maintenant par sept Etats Membres⁸ et elle entrera en vigueur le 20 février 2009. Selon les informations reçues dans les rapports soumis conformément à l'article 19 de la Constitution, la procédure de ratification touche à sa fin dans neuf pays⁹ et la ratification est envisagée favorablement dans huit autres¹⁰.

100. Dans le cadre stratégique du programme et budget pour 2008-09¹¹, la convention n° 187 et la recommandation n° 197 sont essentielles pour l'action que le BIT et le

⁸ République tchèque, République de Corée, Cuba, Finlande, Japon, Royaume-Uni et Suède.

⁹ Autriche, Belgique, Burkina Faso, Danemark, République de Moldova, Mongolie, Philippines, Serbie et Singapour.

¹⁰ Australie, Chypre, Lituanie, Malawi, Pérou, Seychelles, République arabe syrienne et Zambie.

¹¹ Voir le paragraphe 202 du programme et budget pour 2008-09.

programme SafeWork mènent pour renforcer les capacités institutionnelles en vue d'améliorer la sécurité et la santé au travail partout dans le monde. S'appuyant sur l'approche systématique de ces instruments, l'OIT et ses bureaux extérieurs appliquent une stratégie à quatre étapes en matière de sécurité et de santé au travail: 1) préparation d'un document de présentation de la situation nationale dans ce domaine; 2) examen de la situation et des systèmes nationaux; 3) élaboration et lancement d'un programme national; et 4) examen et reformulation des programmes nationaux en place.

101. Cette approche systématique a été promue à toutes les conférences et à tous les colloques internationaux dans ce domaine, notamment au Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail de 2008 en République de Corée. Elle a aussi été à la base de la Déclaration de Séoul sur la sécurité et la santé au travail, adoptée au Sommet sur la sécurité et la santé, qui s'est tenu le 29 juin 2008 à l'occasion du congrès mondial. Cette déclaration recommande de ratifier prioritairement la convention n° 187. En outre, une Réunion tripartite interrégionale pour les Etats arabes sur la sécurité et la santé au travail ¹² s'est tenue du 18 au 20 novembre 2007 à Damas (République arabe syrienne) et un atelier tripartite («Cadre promotionnel de la sécurité et de la santé au travail») a eu lieu à Dhaka (Bangladesh) du 26 au 29 novembre 2007. Ont participé à la réunion de Damas, entre autres, des représentants de ministères du travail et d'organisations de travailleurs et d'employeurs de 18 Etats arabes. La réunion a débouché sur un plan d'action stratégique en matière de sécurité et de santé au travail pour la région, qui met notamment l'accent sur la mise en œuvre de la convention n° 187 et recommande la préparation d'un profil national sur la situation dans chaque pays de la sécurité et de la santé au travail ainsi que la création au niveau national de centres CIS ¹³ en Arabie saoudite, en Iraq et en Jamahiriya arabe libyenne. En Europe de l'Est et en Asie centrale, des profils nationaux ont maintenant été préparés pour 11 pays. Les travaux réalisés en vue d'établir les profils en matière de sécurité et de santé au travail et les résultats positifs enregistrés, par exemple, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan ont suscité l'intérêt dans d'autres pays de la Communauté des Etats indépendants, par exemple, en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie. La Fédération de Russie a préparé aussi un projet de programme national, entre autres nombreuses activités, et les principes directeurs de l'OIT pour un système de gestion de la sécurité et de la santé au travail ont été traduits dans une nouvelle norme interétatique. En ce qui concerne l'Afrique, il est nécessaire de prendre des mesures spécifiques pour inclure la sécurité et la santé au travail dans le PPTD de la plupart des pays du continent, mais il y a eu des avancées dans l'élaboration d'un profil national au Burkina Faso (elles ont débouché sur l'amorce de procédures de ratification) et au Nigéria. Des progrès plus limités ont été réalisés en Asie du Sud. En Amérique latine, l'Agenda de l'hémisphère établi par l'OIT pour 2006-2015 comprend des priorités en matière de sécurité et de santé au travail, notamment l'élaboration d'une politique nationale, l'actualisation et la mise en œuvre de la législation nationale à ce sujet, l'élaboration de systèmes nationaux d'information sur ces questions et la mise en œuvre des systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail. Maintenant, dans dix pays, le programme national de promotion du travail décent prévoit une composante sur la sécurité au travail.

¹² Cette réunion a marqué la collaboration renouvelée entre l'Organisation arabe du travail et l'OIT en vue de la promotion de l'Agenda du travail décent, comme l'indique le protocole d'accord qui a été signé à la 300^e session (nov. 2007) du Conseil d'administration.

¹³ Centre international d'informations de sécurité et de santé au travail.

d) *Politique de l'OIT pour les peuples indigènes*

102. Pendant la période en question, le projet PRO 169, rattaché à NORMES, a permis de poursuivre tout un éventail d'activités prenant en compte les réalités régionales et nationales pour favoriser l'application des principes de la convention n° 169 et pour intégrer les questions indigènes dans d'autres activités de l'OIT qui visent à promouvoir les principes et les droits fondamentaux au travail. Dans le cadre d'un projet financé par la Commission européenne, PRO 169 a entrepris des recherches sur la protection des droits des peuples indigènes dans neuf pays africains et plusieurs études de cas sur les processus visant à appliquer les diverses dispositions de la convention n° 169. Ces cas ont été rassemblés dans un guide pratique.

103. D'autres activités – financées essentiellement par l'Agence danoise de développement international et la Commission européenne – ont été menées pendant cette période aux niveaux international, régional et national. Au Népal, un ample soutien est fourni sous la forme de services consultatifs techniques et d'activités de renforcement des capacités en vue de l'application de la convention n° 169, qui a été ratifiée en septembre 2007. Au Cambodge, les activités ont cherché principalement à aider le gouvernement et les peuples indigènes à élaborer et à mettre en œuvre la législation de protection des droits fonciers des peuples indigènes, à renforcer les capacités et à fournir des services consultatifs techniques sur la mise en œuvre du Plan national de développement stratégique en faveur des peuples indigènes. Au Cameroun, les activités ont mis l'accent sur des services d'assistance technique fournis au gouvernement pour inclure les questions indigènes dans la stratégie nationale révisée de réduction de la pauvreté et sur la formation pour les partenaires concernés.

104. En Amérique latine, PRO 169, en coopération étroite avec l'équipe chargée des questions d'égalité et les spécialistes des normes de la région, a permis de renforcer les activités menées au Pérou pour promouvoir le dialogue national sur la mise en œuvre de la convention n° 169 ainsi que des activités plus générales de promotion dans la région.

105. Financé par la mission du Danemark à Genève, un projet pour l'intégration des questions indigènes dans l'élaboration des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) a été mené à bien. Dans ce contexte, un guide pratique pour tenir compte des peuples indigènes dans les stratégies de réduction de la pauvreté a été publié. Il s'est fondé sur l'expérience acquise au Cambodge, au Cameroun et au Népal.

106. D'autres activités menées dans le cadre de PRO 169 ont porté principalement sur l'analyse des liens qui existent entre les questions indigènes et les principes et droits fondamentaux au travail. En collaboration avec le Bureau de l'égalité des genres, PRO 169 a entrepris trois études de cas sur la situation des femmes indigènes au Bangladesh et au Népal. A aussi été réalisée une étude générale qui souligne certaines des principales questions à prendre en compte au moment d'aborder les questions des genres dans les activités concernant les droits des peuples indigènes, dans le cadre de la convention n° 111.

e) *Mise en place d'une stratégie efficace de communication sur les normes internationales du travail*

107. En mars 2008, le Conseil d'administration a approuvé la mise en œuvre initiale d'un plan d'action qui, entre autres objectifs, vise à améliorer l'accès au système des normes et à accroître sa visibilité. A la demande expresse de certains gouvernements, le Bureau a commencé à examiner la possibilité de mettre au point un système de présentation des rapports en ligne, c'est-à-dire un système reposant sur une application Internet, en tenant compte des difficultés d'utilisation des technologies de l'information

que peuvent rencontrer certains pays. L'objectif principal serait d'alléger, en le rationalisant, le travail d'établissement des rapports qui incombe aux administrations. Ceci devrait se traduire par un nombre accru de rapports reçus par le Bureau ainsi qu'un pourcentage plus élevé de rapports reçus avant la date limite du 1^{er} septembre, ce qui devrait, à terme, faciliter le travail de la commission d'experts. Ce projet nécessitera la mise à jour de deux des bases de données de NORMES (ILOLEX et APPLIS). En ce qui concerne la base de données NATLEX, qui reste la base de données de l'OIT la plus fréquemment consultée par le public, le portail NATLEX-Profiles par pays, qui permet d'accéder à toutes les informations relatives aux normes concernant tel ou tel Etat Membre (y compris les commentaires de la commission d'experts), figure déjà parmi les outils auxquels les utilisateurs externes ont le plus recours depuis son lancement, il y a plus d'une année.

108. Depuis décembre 2007, le Bureau a continué de produire plusieurs outils destinés à améliorer la diffusion auprès d'un large public des informations relatives aux normes internationales du travail. Entre janvier et juin 2008, le département a diffusé plusieurs CD-ROM, notamment la version 2008 de la Bibliothèque électronique des normes internationales du travail (ILSE), qui contient, entre autres, des documents sur la convention du travail maritime, 2006, ainsi que la dernière étude d'ensemble sur les clauses de travail dans les contrats publics, la version 2008 du CD-ROM sur l'application des normes internationales du travail, qui contient notamment les commentaires de la commission d'experts par pays, et la version 2008 de la Bibliothèque électronique sur la liberté syndicale et la négociation collective. Plusieurs publications récentes ont également été diffusées, comme par exemple un document de travail sur *Les relations de travail dans le secteur public*, un guide de bonnes pratiques intitulé *Inclure les peuples indigènes dans les stratégies de réduction de la pauvreté*, une *Compilation des instruments sur le travail maritime*, un *Guide pratique sur la convention (n° 94) et la recommandation (n° 84) sur les clauses de travail (contrats publics)*, ainsi qu'un *Guide pratique visant à améliorer l'impact des normes internationales du travail par le biais de la coopération technique*.

f) *Autres activités de promotion*

109. Plusieurs activités de promotion de la ratification des conventions à jour ont été menées par les spécialistes des normes des différents bureaux sous-régionaux.

110. Ainsi, le spécialiste des normes du bureau de l'OIT à Brasília a mené ou participé à une série d'activités visant à promouvoir les normes internationales du travail au **Brésil**, parmi lesquelles:

- lancement, présentation et diffusion du dernier rapport global sur la liberté syndicale et la négociation collective au sein du Tribunal supérieur du travail, à Brasília, et de la Faculté de droit de l'Université de São Paulo;
- traduction et impression d'exemplaires de la convention n° 169 en portugais pour distribution au sein des institutions qui travaillent directement avec les communautés indigènes et/ou *quilombolas* en vue de promouvoir l'application de la convention n° 169;
- mise en œuvre de l'Agenda de Bahia pour le travail décent – basé sur l'Agenda national pour le travail décent – qui vise à promouvoir l'égalité des chances et de traitement et la lutte contre la discrimination. Cet agenda repose sur deux axes qui ont pour objectif de créer plus d'emplois et de meilleure qualité dans le respect de l'égalité des chances et de traitement, et qui sont étroitement liés à l'application des

conventions n^{os} 100 et 111, contribuant ainsi à une meilleure connaissance et application de ces conventions.

111. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Bangkok a mené les activités de promotion suivantes:

- En janvier 2008, le bureau sous-régional et DECLARATION ont organisé un atelier provincial à Kunming, dans la province du Yunnan (**Chine**). Les ateliers provinciaux sont un élément essentiel d'un processus qui devrait aboutir à la ratification par la Chine des conventions n^{os} 29 et 105 sur le travail forcé. L'atelier a mis l'accent sur le rôle des services de l'inspection du travail et sur la réglementation des activités des agences d'emploi privées pour lutter contre le travail forcé.
- En décembre 2007, dans la **République démocratique populaire lao**, le bureau sous-régional a organisé un atelier national tripartite pour promouvoir la ratification des deux conventions fondamentales sur l'égalité de chances et de traitement (n^{os} 100 et 111). Leur ratification a été enregistrée depuis lors.
- En janvier 2008, le bureau sous-régional a publié la brochure de promotion *International labour standards on migrant workers' rights: Guide for policymakers and practitioners in Asia and the Pacific*.

112. La spécialiste des normes du bureau sous-régional au Caire s'est rendue en mission en **Egypte** pour promouvoir le dialogue social dans le secteur du tourisme, sur la base de la convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991. En juillet 2008, elle a participé à la Réunion régionale du groupe d'experts en **Tunisie**. Cette réunion, qui a examiné la question de l'emploi informel dans les Etats arabes sous l'angle de l'égalité des genres, visait à promouvoir une nouvelle façon de considérer l'emploi informel, les statistiques dans ce domaine et la protection sociale des travailleurs informels ainsi qu'à identifier les moyens stratégiques d'organiser les travailleurs informels dans les Etats arabes.

113. Le bureau sous-régional à Yaoundé a mené au **Cameroun** (avril 2008) des activités de promotion de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, de la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001, de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006, et de la convention du travail maritime (MLC), 2006.

114. En outre, un argumentaire visant à appuyer le processus de ratification et/ou de mise en œuvre, dans plusieurs pays africains, des conventions sur la politique et la promotion de l'emploi, ainsi que sur le développement de la formation professionnelle, a été développé dans le cadre du projet d'appui à la promotion de l'emploi et à la réduction de la pauvreté (APERP), en collaboration avec le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Yaoundé et le Département des normes (juillet 2008).

115. Une étude préalable visant à appuyer au **Rwanda** le processus de ratification de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, a également été lancée en août 2008. Une étude de la législation maritime camerounaise est également en cours et constitue une première phase de l'assistance technique demandée par le gouvernement du **Cameroun** dans le cadre des perspectives de ratification de la convention du travail maritime, 2006.

116. Le bureau sous-régional à Dakar a organisé, à la demande du nouveau ministre du Travail du **Mali**, une journée «porte ouverte» à Bamako destinée à informer les membres

du gouvernement sur ce qu'est l'Organisation internationale du Travail, et notamment sur l'ensemble des activités menées par l'OIT dans ce pays. En outre, un atelier national tripartite de formation des formateurs aux normes sur les principes et droits fondamentaux au travail a été organisé à Bissau, **Guinée-Bissau** (fév. 2008). Enfin, le bureau a également organisé à Dakar, **Sénégal**, un atelier tripartite sur la négociation collective dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hôtellerie (avril 2008). L'objectif était de mieux faire connaître les normes de l'OIT relatives à la négociation collective, de former les participants à la démarche et à la méthodologie des conventions collectives et de mettre à leur disposition les outils nécessaires en vue de l'élaboration et de la négociation de futures conventions collectives. A ce jour, le bureau de Dakar, via le Projet PAMODEC, a été saisi du premier projet de conventions collectives pour les deux secteurs en question et est régulièrement tenu informé de l'état d'avancement des travaux en la matière.

117. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Lima a mené une série d'activités de promotion des normes internationales du travail, parmi lesquelles:

- organisation de diverses réunions au **Pérou** visant à promouvoir la convention n° 169 au sein des différentes institutions de l'administration publique péruvienne, notamment auprès des fonctionnaires des ministères du Travail; de l'Agriculture; de la Santé; et de l'Energie et des Mines, ainsi que du tribunal constitutionnel et la «Defensoría del pueblo»;
- activité tripartite de promotion de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, à Manta, **Equateur**, en juillet 2008, au cours de laquelle ont été présentés le contenu de la convention et les avantages pouvant découler de sa ratification, en particulier pour un pays comme l'Equateur qui a ratifié trois instruments révisés par la convention n° 188; cette convention a fait l'objet d'une discussion devant le Conseil national du travail à l'automne;
- activité de promotion de la convention du travail maritime (MLC), 2006, au **Pérou**, en octobre 2008, visant à présenter aux mandants le contenu de la convention ainsi que les avantages pouvant découler de sa ratification.

118. Le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Port of Spain a présenté les principes de l'OIT sur la discrimination dans l'emploi et la profession, sur l'égalité de rémunération et sur le harcèlement sexuel lors d'une réunion organisée au siège de la CARICOM (Guyana) qui avait pour objectif la révision de la législation type de la CARICOM sur les questions des genres. De plus, deux brochures diffusées parallèlement pour les travailleurs et les employeurs entrant et travaillant dans le marché et l'économie uniques de la CARICOM (CSME) ont été élaborées conjointement par l'unité du CSME et le bureau sous-régional. Ces brochures contiennent des informations de base sur les avantages et les exigences que comporte le fait d'entrer et de travailler dans le CSME. Elles insistent aussi sur la pertinence dans le CSME de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, qui recouvre les huit conventions fondamentales. Les brochures ont été amplement diffusées depuis le début de l'année dans la sous-région des Caraïbes et distribuées aux points focaux du CSME dans chaque pays de la sous-région et dans la CARICOM, aux ministères du travail et aux organisations d'employeurs et de travailleurs.

119. Le Bureau sous-régional de l'OIT pour les Caraïbes a tenu plusieurs réunions dans le cadre du projet financé par le Canada sur l'harmonisation de la législation du travail à l'échelle sous-régionale (la dernière réunion s'est tenue en mai 2008 à Trinité-et-Tobago). Elles ont permis de présenter et de faire connaître les conventions de l'OIT pertinentes. Enfin, le 22 juillet 2008, le rapport du BIT *Reconciling work and family*:

Issues and policies in Trinidad and Tobago (Concilier travail et famille: problèmes et politiques à Trinité-et-Tobago), qui met en relief la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, a été présenté.

120. Pendant le processus de ratification au **Chili** de la convention n° 169, le bureau sous-régional à Santiago a fourni une assistance technique aux mandants et mené des activités de promotion de la convention. Ainsi, la compatibilité de la convention avec la Constitution politique de l'Etat a été examinée, et de multiples activités de vulgarisation dans plusieurs régions du pays ont été menées avec la participation directe des peuples originaires. En outre, la convention a été publiée dans la langue des peuples indigènes.

121. Un atelier sur convention n° 144 s'est tenu en septembre 2008 au **Panama** pour accompagner le processus de sa ratification, laquelle est l'un des objectifs du programme national pour le travail décent.

122. Dans le cadre des activités visant à promouvoir la mise en œuvre des commentaires et des recommandations des organes de contrôle et la ratification des autres conventions de l'OIT et à faire progresser la révision de la législation du travail, le spécialiste des normes du bureau sous-régional à Beyrouth a tenu des réunions avec des décideurs au **Yémen** (des parlementaires, le ministre des Affaires sociales et du Travail ainsi que de hauts fonctionnaires de divers ministères, le président de la Fédération des chambres de commerce et le président de la Fédération générale des syndicats de travailleurs). La ratification de certaines conventions est envisagée.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Collaboration en matière de normes

123. Dans le cadre de la coopération instaurée avec d'autres organisations internationales sur les questions concernant le contrôle de l'application d'instruments internationaux portant sur des sujets d'intérêt commun, il est demandé aux Nations Unies, à certaines institutions spécialisées ainsi qu'à d'autres organisations intergouvernementales avec lesquelles l'OIT a conclu des arrangements spéciaux d'indiquer si elles possèdent des informations sur l'application des conventions. La liste des conventions concernées et des organisations internationales consultées est la suivante:

- convention (n° 107) relative aux populations indigènes et tribales, 1957: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Institut indianiste interaméricain de l'Organisation des Etats américains, Nations Unies, Organisation mondiale de la santé (OMS) et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);
- convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960: Agence internationale de l'énergie atomique;
- convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, FAO, Nations Unies et UNESCO;
- convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970, et convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976: Organisation maritime internationale (OMI);
- convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, FAO et Nations Unies;
- convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975: UNESCO;
- convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Nations Unies, OMS et UNESCO;
- convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977: OMS;
- convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, FAO, Institut indianiste interaméricain de l'Organisation des Etats américains, Nations Unies, OMS et UNESCO.

B. Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

124. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies

en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et pour garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail.

Coopération avec les organes de surveillance de l'application des traités des Nations Unies

125. En 2008, des activités ont été menées avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
- Convention relative aux droits de l'enfant.
- Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles.

126. Le Bureau soumet régulièrement aux différents organes de surveillance de l'application des traités des rapports contenant des informations relatives aux normes pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports du BIT comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant trait aux dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et des renseignements sur l'assistance technique du BIT, selon le cas. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. En conséquence, ces organes des Nations Unies ont continué à se référer aux informations données par le BIT et ont recommandé des mesures tenant compte des observations de la commission d'experts et d'autres organes de contrôle de l'OIT. Dans certains cas, la ratification de certaines conventions de l'OIT a été recommandée.

127. Le Bureau contribue aussi à l'élaboration, par ces organes de surveillance des Nations Unies, d'observations générales concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT. La commission d'experts et des spécialistes du Bureau, ainsi que des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs, ont participé à la préparation de l'observation générale n° 19 sur le droit à la sécurité sociale, qui a été adoptée le 23 novembre 2007 ¹⁴ par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. L'observation générale fait référence aux normes et politiques pertinentes de l'OIT et s'appuie sur des publications et des recherches du BIT. En 2008, le Bureau a participé à la Journée de débat général sur le droit de participer à la vie culturelle, journée qu'a organisée le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Le document communiqué par le BIT a insisté sur les aspects pertinents des conventions n°s 111 et 169. Un document a aussi été présenté pour la discussion thématique organisée par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur les articles 1, paragraphe 4, et 2, paragraphe 2, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

¹⁴ <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cescr/comments.htm>

Nouveaux instruments des Nations Unies

128. La convention relative aux droits des personnes handicapées, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée le 13 décembre 2006, est entrée en vigueur le 3 mai 2008. Au 1^{er} août 2008, elle avait été ratifiée par 34 Etats. La première Conférence des Etats parties à la convention, organisée dans le but d'élire 12 membres du Comité des droits des personnes handicapées, s'est tenue à New York le 3 novembre 2008.

129. Le 10 décembre 2008, le Conseil des droits de l'homme a adopté le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui doit maintenant être adopté par l'Assemblée générale¹⁵. Le protocole établit une procédure pour l'examen par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de communications présentées par des particuliers ou groupes de particuliers ou au nom de particuliers ou groupes de particuliers, qui affirment être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le pacte. Le nouvel instrument prévoit aussi des communications interétatiques et une procédure d'enquête.

130. Lorsqu'il examine une communication présentée en vertu du protocole facultatif, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels peut, le cas échéant, consulter la documentation pertinente émanant d'autres organes ou mécanismes des Nations Unies (art. 8(3)). Avec le consentement de l'Etat partie intéressé, le comité peut transmettre aux institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies et aux autres organismes compétents, ses observations ou recommandations indiquant un besoin de conseils ou d'assistance techniques (art. 14).

C. Charte sociale européenne

131. En vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, l'OIT participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée.

D. Autres questions relatives aux droits de l'homme

132. Le Groupe de travail sur l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme a tenu ses première et deuxième sessions en avril et mai 2008, respectivement. Les conclusions des examens des 32 pays couverts ont été adoptées par le Conseil des droits de l'homme en juin 2008. Le Bureau a attiré l'attention du Secrétariat de l'ONU sur les rapports disponibles des organes de contrôle de l'OIT. La documentation préparée par le Secrétariat de l'ONU pour servir de base à l'Examen périodique universel comprend des informations sur la ratification par le pays à l'examen des conventions fondamentales de l'OIT. Parfois, il est fait mention des commentaires de la commission d'experts.

133. Le Bureau a poursuivi sa collaboration avec les procédures spéciales pertinentes du Conseil des droits de l'homme, y compris des consultations avec les Rapporteurs spéciaux récemment nommés pour s'occuper de diverses questions – situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones; formes contemporaines d'esclavage; vente d'enfants, prostitution et pornographie infantiles –, et avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

¹⁵ Résolution 8/2 du Conseil des droits de l'homme, disponible à http://ap.ohchr.org/documents/E/HRC/résolutions/A_HRC_RES_8_2.pdf.

134. Le Bureau a participé activement à l'élaboration des directives sur les questions autochtones du Groupe des Nations Unies pour le développement. Les directives, dont se servent les équipes de pays des Nations Unies pour s'occuper des problèmes des peuples indigènes dans leurs activités opérationnelles, s'inspirent amplement de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, et de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Elles soulignent le rôle des normes de l'OIT sur la discrimination, le travail forcé et le travail des enfants. L'OIT est membre du Comité de gestion interinstitutions qui supervise un plan d'action quinquennal visant à la mise en œuvre de ces directives.

135. En février 2008, l'OIT, en coopération avec le Haut Commissariat aux droits de l'homme, a accueilli une réunion du Groupe d'appui interorganisations pour l'Instance permanente sur les questions autochtones, qui s'est tenue pour examiner l'action que les institutions des Nations Unies mènent afin de promouvoir la Déclaration et la convention n° 169 ci-dessus mentionnées et pour formuler des propositions dans ce sens. En avril 2008, le Bureau a aussi participé activement à la septième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones.

Annexe 1. Informations générales

I. Etats Membres de l'Organisation

Tuvalu est devenu Membre de l'OIT le 27 mai 2008, portant le nombre de Membres de l'Organisation à 182.

II. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Depuis le 1^{er} janvier 2008, **67** ratifications de conventions internationales du travail ont été enregistrées, ce qui porte le nombre de ratifications à **7 603** au 31 décembre 2008. En outre, a été également enregistrée la ratification de trois protocoles.

Pays	Numéro de la convention
Bahamas	Convention du travail maritime, 2006
Brunéi Darussalam	182
Bulgarie	102 et 122
Chili	169
République de Corée	155 et 187
Cuba	187
Fidji	81, 149, 155, 172, 178 et 184
Finlande	187
Guatemala	163
Guinée-Bissau	182
Inde	174
Indonésie	185
Kazakhstan	167
Kirghizistan	97 et 157
République démocratique populaire lao	100 et 111
Luxembourg	115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183, 184, Protocole de 1995 relatif à la convention n° 81 et Protocole de 2002 relatif à la convention n° 155
Madagascar	89, 171 et Protocole de 1990 relatif à la convention n° 89
Mali	144, 150 et 183
Ouzbékistan	182
Panama	167
Pérou	127 et 176
Pologne	181
Roumanie	150
Royaume-Uni	187

Pays	Numéro de la convention
Samoa	29, 87, 98, 100, 105, 111 et 182
Suède	187
République tchèque	187
Ukraine	153
Viet Nam	144
Yémen	185

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Suite à la ratification de la convention n° 183 par le **Luxembourg**, la convention n° 103 a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention n° 89 par **Madagascar**, la convention n° 41 a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention n° 181 par la **Pologne**, la convention n° 96 a été automatiquement dénoncée.

Dénonciations

Le Directeur général a enregistré, le 25 avril 2008, la dénonciation par l'**Allemagne** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 3 avril 2008, la dénonciation par l'**Autriche** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 30 mai 2008, la dénonciation par la **Belgique** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 29 mai 2008, la dénonciation par **Djibouti** de la convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919, et de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 14 avril 2008, la dénonciation par l'**Espagne** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 2 mai 2008, la dénonciation par la **France** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935, ainsi que la dénonciation de la déclaration d'application de ladite convention aux territoires non métropolitains suivants: Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le Directeur général a enregistré, le 30 mai 2008, la dénonciation par la **Hongrie** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 29 mai 2008, la dénonciation par l'**Italie** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 29 mai 2008, la dénonciation par **Malte** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 29 mai 2008, la dénonciation par la **Pologne** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 20 février 2008, la dénonciation par la **Slovaquie** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 18 mars 2008, la dénonciation par la **Slovénie** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 24 avril 2008, la dénonciation par la **République tchèque** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Le Directeur général a enregistré, le 30 mai 2008, la dénonciation par le **Zimbabwe** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Déclaration d'application

Le Directeur général a enregistré, le 14 mai 2008, la déclaration par le **Royaume-Uni** d'application *sans modifications* de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, aux **îles Falkland (Malvinas)**.

Annexe 2. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

108 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Canada	Acceptation	10 février 1998
Cap-Vert	Acceptation	9 juin 2008
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Croatie	Ratification	3 juillet 2008

¹ Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 122/182), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1 ^{er} février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
TOTAL: 108/182		

Le nombre total de ratifications et d'acceptations s'élève ainsi à **108**, dont six par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable (Chine, France, Inde, Italie, Japon et Royaume-Uni).

Deuxième partie

Liste des ratifications par convention ^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	6.09.1926	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	1.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	4.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	9.06.1988	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Pérou	8.11.1945	Portugal	3.07.1928	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	2.06.1927	Italie	6.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

56 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Danemark	13.10.1921
Djibouti	3.08.1978	Egypte	3.07.1954	Equateur	5.02.1962
Espagne	4.07.1923	Estonie	20.12.1922	Ethiopie	11.06.1966
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921	France	25.08.1925
Grèce	19.11.1920	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
Irlande	4.09.1925	Islande	17.02.1958	Italie	10.04.1923
Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	6.02.1932	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Suède	27.09.1921
Suisse	9.10.1922	République arabe syrienne	26.07.1960	Turquie	14.07.1950
Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Dénonciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 16.04.1938		Dénoncée le 11.11.1982

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969
Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Espagne	4.07.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950
Gabon	13.06.1961	Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966
Hongrie	19.04.1928	Italie	22.10.1952	Lettonie	3.06.1926
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Panama	3.06.1958
Roumanie	13.06.1921	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 103

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 26.07.1961		Dénoncée le 3.10.1997		Dénoncée le 17.10.1955	

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	République centrafricaine	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960

Dénonciation

Afrique du Sud	1.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
Dénoncée le 20.10.1935		Dénoncée le 11.08.1964		Dénoncée le 3.03.1992	
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 13.08.1937		Dénoncée le 12.05.1937	
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	7.06.1960	Chili	8.10.1931
Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 27.08.1976	
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 8.11.1955		Dénoncée le 30.06.1936	
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	4.09.1925
Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 18.12.1936		Dénoncée le 15.03.1937	
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le 6.08.2001		Dénoncée le 11.11.2003		Dénoncée le 19.02.1982	
Malte	9.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Dénoncée le 11.02.1991		Dénoncée le 2.08.1965		Dénoncée le 9.11.1961	
Pays-Bas	4.09.1922	Pérou	8.11.1945	Portugal	10.05.1932
Dénoncée le 12.06.1937		Dénoncée le 5.02.1997		Dénoncée le 8.12.1993	
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	8.10.1951
Dénoncée le 28.05.1957		Dénoncée le 25.01.1937		Dénoncée le 16.02.1954	
Suisse	9.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 4.06.1936		Dénoncée le 24.05.1974		Dénoncée le 17.10.1955	
République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933				
Dénoncée le 20.11.1944					

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Gabon	14.10.1960	Haïti	12.04.1957	Inde	9.09.1955
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.06.1997
Brésil	26.04.1934	Burkina Faso	21.11.1960	Cameroun	7.06.1960
	Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 13.08.2001
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 14.06.2005
République dominicaine	4.02.1933	Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922
	Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Grèce	19.11.1920
	Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 15.04.1998
Irlande	4.09.1925	Israël	23.12.1953	Japon	7.08.1926
	Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 5.06.2000
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	3.06.1926
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 14.06.2001		Dénoncée le 2.06.2006
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
	Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 3.12.2001
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	7.07.1937
	Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 8.07.1980
Ouganda	4.06.1963	Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924
	Dénoncée le 25.03.2003		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006
Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 15.12.1999		Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 7.11.2005
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	9.10.1922
	Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 17.08.1999
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Tchad	10.11.1960
	Dénoncée le 23.10.2002		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 21.03.2005
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
	Dénoncée le 26.04.2007		Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 15.07.1987
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	2.12.1964		
	Dénoncée le 24.06.2003		Dénoncée le 19.06.1976		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59

Bulgarie	14.02.1922	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
----------------	------------	----------------	------------	---------------	-----------

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bénin	12.12.1960	Brésil	26.04.1934
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
				Dénoncée le	29.05.2008
Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925
Gabon	14.10.1960	Grèce	19.11.1920	Guinée-Bissau	21.02.1977
Hongrie	19.04.1928	Inde	14.07.1921	Irlande	4.09.1925
Italie	10.04.1923	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	3.06.1926
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Pologne	21.06.1924	Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921
Sénégal	4.11.1960	Suisse	9.10.1922	Tchad	10.11.1960
Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933	Viet Nam	3.10.1994

Dénonciation

Royaume-Uni	14.07.1921
	Dénoncée le 4.10.1947

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90

Cameroun	7.06.1960	Guinée	21.01.1959	Mexique	20.05.1937
	Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924	Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959
	Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 16.02.1954		Dénoncée le 24.05.1974
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Guinée-Bissau	21.02.1977
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Angola	4.06.1976	Argentine	30.11.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.06.2001		Dénoncée le 11.11.1996
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	4.02.1925
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 1.02.1999
Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	12.05.1924	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977
Estonie	3.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grèce	16.12.1925
	Dénoncée le 15.03.2007		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998
Irlande	4.09.1925	Italie	14.07.1932	Jamaïque	8.07.1963
	Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003
Japon	7.06.1924	Lettonie	3.06.1926	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 2.06.2006		Dénoncée le 24.03.1977
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969
	Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 30.07.1990

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Nicaragua	12.04.1934	Norvège	7.10.1927	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
	Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 2.06.2000
Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960	Roumanie	8.05.1922
	Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 20.05.1998		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006		Dénoncée le 7.03.2000
Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	2.09.1950	Suède	27.09.1921
	Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		
	Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 15.07.1987		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58

Brésil	8.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
	Dénoncée le 9.01.1974		Dénoncée le 18.07.1952		Dénoncée le 8.07.1947
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Allemagne	4.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
Belgique	4.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991
Cuba	6.08.1928	Danemark	15.02.1938	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	8.07.1963	Japon	22.08.1955
Lettonie	29.08.1930	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	16.06.1961
Norvège	21.07.1936	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962
Pologne	21.06.1924	Portugal	19.05.1981	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	12.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	1.01.1935
Suisse	21.04.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	4.02.1925
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Danemark	23.08.1938
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grèce	16.12.1925
Israël	19.06.1969	Italie	8.09.1924	Japon	23.11.1922
Lettonie	3.06.1926	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Mexique	1.09.1939	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.01.1948
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	27.09.1921
Uruguay	6.06.1933				
Dénunciation					
Australie	3.08.1925				
	Dénoncée le 31.08.1998				

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923	Croatie	8.10.1991	Finlande	7.10.1922
	Dénoncée le 12.06.2003		Dénoncée le 18.11.2005		Dénoncée le 25.05.1999
France	25.01.1928	Nigéria	4.03.2004	Norvège	23.11.1921
	Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 22.03.2004		Dénoncée le 11.06.1999

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Gabon	13.06.1961
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Sénégal	22.10.1962		
Dénunciation					
Panama	19.06.1970				
	Dénoncée le 5.07.2001				

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	20.03.1957
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 19.06.1976
Argentine	26.05.1936	Autriche	12.06.1924	Bahamas	25.05.1976
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 31.10.2001
Barbade	2.10.1978	Bélarus	6.11.1956	Belgique	13.06.1928
	Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925	République centrafricaine	9.06.1964
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 28.06.2000
Chili	18.10.1935	Colombie	13.04.1983	Comores	23.10.1978
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 17.03.2004
Cuba	22.08.1935	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	4.02.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 15.06.1999
Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922	France	7.06.1951
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007		Dénoncée le 13.07.1990
Grenade	9.07.1979	Guatemala	14.06.1988	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 6.06.2003
Guyana	8.06.1966	Hongrie	2.02.1927	Irlande	26.05.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978
Israël	23.12.1953	Italie	8.09.1924	Japon	19.12.1923
	Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 5.06.2000
Luxembourg	16.04.1928	Malte	4.01.1965	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 2.11.1981
Norvège	28.01.1957	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	28.11.1956
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 14.09.1976
Pérou	1.02.1960	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930
	Dénoncée le 13.11.2002		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	11.07.1963	Fédération de Russie	10.08.1956	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 25.07.2006
Seychelles	6.02.1978	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	29.11.1991
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000
Suède	27.11.1923	République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 26.04.2007		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

122 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	6.06.1925
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	22.08.1935	Danemark	20.06.1930
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	3.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	1.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Jamaïque	8.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	République de Moldova	4.04.2003
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	27.09.1977	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	6.08.1923	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	25.08.1952	Suède	27.11.1923	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	7.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	3.08.1978

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	1.10.1931
Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	1.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	5.06.1961	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	4.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mexique	1.11.1937	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960
République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	6.08.1923	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	5.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	5.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	8.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	9.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	4.12.1925	Fédération de Russie	10.10.1991
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
Belgique	19.07.1926	Belize	22.06.1999	Bénin	12.12.1960
Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	3.02.1988
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	21.03.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	30.08.1935	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	3.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grèce	11.05.1929	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930
Israël	26.06.1951	Italie	8.09.1924	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Népal	10.12.1986	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	3.07.1928	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	18.08.1923	Fédération de Russie	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	22.12.1931
Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Togo	7.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	6.06.1980		

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926
Ghana	20.05.1957	Inde	20.11.1922	Mauritanie	8.11.1963
Myanmar	20.11.1922	Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	13.06.1961				

Dénonciation

Australie 28.06.1935
Dénoncée le 2.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 3.05.1979
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	7.07.1928	Danemark	12.05.1924
	Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Grèce	14.06.1930
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 15.04.1998
Hongrie	1.03.1928	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 13.02.1985		Dénoncée le 22.06.1978
Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962
	Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003
Japon	4.12.1930	Kenya	13.01.1964	Lettonie	9.09.1924
	Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 2.06.2006
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964
	Dénoncée le 10.06.2003		Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
	Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 6.01.2000
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 2.10.2002
Norvège	7.10.1927	Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 6.07.2006		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	8.03.1926	Fédération de Russie	10.08.1956	Seychelles	6.02.1978
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 7.03.2000
Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925
	Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990
Suisse	21.04.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
	Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 3.09.2004
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977
Yémen	14.04.1969				
	Dénoncée le 15.06.2000				

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	3.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Australie	28.06.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	6.11.1956	Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1936	Bulgarie	6.03.1925
Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Danemark	23.04.1938	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
Grèce	28.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Hongrie	1.03.1928	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962	Japon	7.06.1924
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	9.09.1924
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	9.03.1938
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	5.12.1980	Nouvelle-Zélande	5.12.1961
Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.03.1928
Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926
Fédération de Russie	10.08.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
Yémen	14.04.1969				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	5.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	5.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	6.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	28.06.1949
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	8.10.1931	Suède	8.09.1926	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	3.10.1927
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	18.06.1934
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928
Inde	30.09.1927	Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934
Japon	8.10.1928	Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928
Mali	22.09.1960	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	30.09.1927
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929
Pakistan	30.09.1927	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927
République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Zambie	22.02.1965				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42

Royaume-Uni	6.10.1926
	Dénoncée le 29.04.1936

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	1.11.1928
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 15.03.1937		Dénoncée le 1.09.1939
Sénégal	4.11.1960	Suède	15.10.1929	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 10.05.1971		Dénoncée le 24.02.1937		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Belize	15.12.1983	Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	8.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	République de Corée	29.03.2001	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	31.03.1928
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Grenade	9.07.1979	Guatemala	2.08.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	5.07.1930	Israël	5.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Pérou	8.11.1945	Philippines	26.04.1994
Pologne	28.02.1928	Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	6.10.1926	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Soudan	18.06.1957	Suède	8.09.1926	Suisse	1.02.1929
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	6.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	5.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		Dénoncée le 31.03.1983		Dénoncée le 22.12.1980
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	4.04.1962
	Dénoncée le 2.06.1998		Dénoncée le 19.09.1950		Dénoncée le 18.06.1996
Suède	5.01.1940	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		Dénoncée le 26.05.1978		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	7.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	5.04.1929
Hongrie	3.02.1931	Inde	14.01.1928	Irlande	5.07.1930
Japon	8.10.1928	Luxembourg	16.04.1928	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	28.01.1957	Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	13.09.1927	Slovaquie	1.01.1993	Suède	28.01.1957
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
--------	------------	-------------	------------

Dénonciation

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

				Dénonciation	
Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 2.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Nouvelle-Zélande	29.03.1938				
	Dénoncée le 2.06.1982				

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.04.1928

60 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	1.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947
France	4.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	4.10.1966	Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006	Myanmar	31.10.1932
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	31.10.1932	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962	Pologne	8.08.1931
Portugal	23.05.1983	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	3.10.1927	Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.11.1929	Chine	2.12.1936	Chypre	19.09.1995
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	9.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	4.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	6.05.1981	Iraq	23.09.1976
Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	5.05.1948	Pérou	4.04.1962
Philippines	17.11.1960	Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983
Royaume-Uni	3.06.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	6.06.1933				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 166

Mexique	12.05.1934
	Dénoncée le 15.03.2002

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Djibouti	3.08.1978
Equateur	5.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	2.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	9.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Bélarus	15.09.1993	Belgique	11.08.1937
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	4.06.1935	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	25.04.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	5.05.1930
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	6.07.1954
Espagne	8.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	2.07.1959	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	3.06.1930
Italie	9.09.1930	Jamaïque	8.07.1963	Japon	29.04.1971
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936
Pérou	4.04.1962	Portugal	10.11.1959	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	9.06.1971
Suisse	7.05.1947	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.03.1932

66 ratifications

Allemagne	5.07.1933	Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	9.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.06.1934
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	4.06.1935	Burundi	11.03.1963
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	1.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	8.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée-Bissau	21.02.1977	Honduras	9.06.1980	Hongrie	6.12.1937
Inde	7.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	5.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	1.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	7.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	1.07.1932	Pakistan	7.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	4.01.1933	Pérou	4.04.1962
Pologne	18.06.1932	Portugal	1.03.1932	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	7.12.1932	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.04.1932
Suisse	8.11.1934	Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	17.12.1932	Viet Nam	3.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 1.04.1931
Dénoncée le 9.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932
Dénoncée le 28.07.1934

Irlande 5.07.1930
Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.05.1932

172 ratifications

Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	2.01.1932	Autriche	7.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	21.08.1956	Belgique	20.01.1944
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	31.05.2005
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960	Cap-Vert	3.04.1979
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chypre	23.09.1960
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	11.02.1932	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983	Egypte	29.11.1955
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	6.07.1954
Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932	Estonie	7.02.1996
Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	20.05.1957
Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	21.02.1957
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.11.1954
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	2.03.1931	Islande	17.02.1958	Israël	7.06.1955
Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962	Japon	21.11.1932
Jordanie	6.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	23.09.1968
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	2.06.2006
Liban	1.06.1977	Libéria	1.05.1931	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	1.11.1960
Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934	République de Moldova	23.03.2000
Mongolie	15.03.2005	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	16.06.2003
Myanmar	4.03.1955	Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	1.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Oman	30.10.1998
Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	23.12.1957
Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	28.08.1967
Pays-Bas	31.03.1933	Pérou	1.02.1960	Philippines	15.07.2005

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956	Qatar	12.03.1998
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	3.06.1931
Fédération de Russie	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	4.11.1960
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	5.04.1950
Suède	22.12.1931	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	17.12.1962	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	30.10.1998
Ukraine	10.08.1956	Uruguay	6.09.1995	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	5.03.2007	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	4.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	4.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	République arabe syrienne	10.05.1960	Uruguay	6.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Dénonciation

Finlande 13.01.1936
Dénoncée le 23.06.1999

Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	2.07.1952
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	6.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	4.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	7.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
	Dénoncée le 15.10.1982		Dénoncée le 22.12.1989		Dénoncée le 3.03.1982
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
	Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 30.07.1985		Dénoncée le 7.06.2000
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
	Dénoncée le 10.02.1982		Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 13.05.1998
Pérou	4.04.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Suède	3.08.1938
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 14.07.2004		Dénoncée le 5.12.1981
Tanzanie - Tanganyika	19.11.1962				
	Dénoncée le 30.05.1983				

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.06.1935

25 ratifications

Cameroun	7.06.1960	Gabon	14.10.1960	Mauritanie	20.06.1961
-----------------	-----------	--------------	------------	-------------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
	Dénoncée le 5.05.1971

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	6.06.1934
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960
	Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 28.06.2000
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	France	29.04.1939
	Dénoncée le 7.09.1954		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990
Guinée	21.01.1959	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002
Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935	Sénégal	4.11.1960
	Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 15.12.1999
Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 18.03.1954

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili	18.10.1935	Slovaquie	1.01.1993
			Dénoncée le 25.07.2007

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
	Dénoncée le 19.09.1996		Dénoncée le 5.05.1971		Dénoncée le 22.12.1951
Mexique	21.02.1938	Norvège	4.07.1949	Suède	1.01.1936
	Dénoncée le 1.03.1991		Dénoncée le 29.06.1950		Dénoncée le 18.07.1950
Turquie	27.12.1946				
	Dénoncée le 23.01.1952				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 24.03.2005		Dénoncée le 9.10.2000

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993

Dénonciation

République tchèque 1.01.1993
Dénoncée le 27.09.2000

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Bénin	12.12.1960
Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	8.11.1945
	Dénoncée le 15.11.1977		Dénoncée le 30.03.1967		Dénoncée le 13.01.1997
Royaume-Uni	25.01.1937				
	Dénoncée le 4.10.1947				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	4.08.1937	Brésil	8.06.1936
	Dénoncée le 2.03.1950		Dénoncée le 1.04.1952		Dénoncée le 25.04.1957
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
	Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 26.07.1960		Dénoncée le 21.09.1953
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
	Dénoncée le 27.04.1959		Dénoncée le 12.12.1966		Dénoncée le 27.02.1950
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Madagascar	1.11.1960
	Dénoncée le 17.11.1967		Dénoncée le 14.01.1952		Dénoncée le 10.11.2008
Mauritanie	20.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935
	Dénoncée le 8.11.1963		Dénoncée le 10.11.1950		Dénoncée le 14.02.1951
Pays-Bas	9.12.1935	Sénégal	4.11.1960	Sri Lanka	2.09.1950
	Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 22.10.1962		Dénoncée le 31.03.1966
Suisse	4.06.1936				
	Dénoncée le 6.05.1950				

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	8.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	1.01.1993	Suriname	15.06.1976

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

République tchèque 1.01.1993 Turquie 27.12.1946

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	3.08.1949	Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 1.03.1972		Dénoncée le 22.04.1970		Dénoncée le 31.01.1977
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 30.09.1999		Dénoncée le 23.09.1968		Dénoncée le 9.06.1969
Japon	6.06.1936	Luxembourg	3.03.1958	Pays-Bas	1.09.1939
	Dénoncée le 7.06.1974		Dénoncée le 24.07.1972		Dénoncée le 2.08.1966
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 5.09.1967		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.06.1973

Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	4.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
France	5.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni 13.01.1937
Dénoncée le 4.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	8.10.1965
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	Suisse	14.06.1939
	Dénoncée le 19.06.1990		Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Allemagne	15.11.1954
					Dénoncée le 25.04.2008
Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950
Autriche	3.07.1937	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
	Dénoncée le 3.04.2008				
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	4.08.1961	Belgique	4.08.1937
					Dénoncée le 30.05.2008
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	22.09.1938
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	3.09.1962	Chine	2.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	14.04.1936	Djibouti	3.08.1978
					Dénoncée le 29.05.2008
République dominicaine	12.08.1957	Egypte	11.07.1947	Equateur	6.07.1954
Espagne	24.06.1958	Estonie	4.06.1937	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
	Dénoncée le 14.04.2008		Dénoncée le 6.12.2007		
Fidji	19.04.1974				

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

France	25.01.1938	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
	Dénoncée le 2.05.2008				
Grèce	30.05.1936	Guatemala	7.03.1960	Guinée	12.12.1966
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	5.04.1960
Honduras	20.06.1960	Hongrie	19.12.1938	Iles Salomon	6.08.1985
			Dénoncée le 30.05.2008		
Inde	25.03.1938	Indonésie	12.06.1950	Italie	22.10.1952
					Dénoncée le 29.05.2008
Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Malawi	22.03.1965	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
			Dénoncée le 29.05.2008		
Mexique	21.02.1938	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	15.06.1957
					Dénoncée le 29.05.2008
Portugal	18.10.1937	Fédération de Russie	4.05.1961	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
					Dénoncée le 20.02.2008
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
	Dénoncée le 18.03.2008				
Suisse	23.05.1940	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
					Dénoncée le 24.04.2008
Tunisie	15.05.1957	Turquie	21.04.1938	Ukraine	4.08.1961
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	6.06.1980
					Dénoncée le 30.05.2008

Dénonciation

Australie	7.10.1953	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
	Dénoncée le 20.05.1988		Dénoncée le 19.05.1978		Dénoncée le 30.05.1997
Finlande	3.03.1938	Irlande	20.08.1936	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 19.09.1997		Dénoncée le 27.05.1988		Dénoncée le 29.04.1988
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937	Pérou	8.11.1945
	Dénoncée le 23.06.1987		Dénoncée le 29.04.1998		Dénoncée le 9.06.1997
Royaume-Uni	18.07.1936	Suède	11.07.1936	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 26.05.1988		Dénoncée le 15.06.1967		Dénoncée le 26.05.1978
Zambie	2.12.1964				
	Dénoncée le 3.03.1998				

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

14 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
République de Moldova	9.12.1997	Norvège	13.03.1979	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouzbékistan	13.07.1992	Fédération de Russie	23.06.1956	Suède	11.08.1982
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956		

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	3.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Dénonciation					
Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	6.10.1938	Pologne	21.03.1938
	Dénoncée le 27.10.1983		Dénoncée le 27.07.1999		Dénoncée le 10.08.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	8.07.1937
	Dénoncée le 11.09.1986

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	9.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	7.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	22.05.1939
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	2.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 13.09.1999		Dénoncée le 2.03.2000		Dénoncée le 15.09.1981

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	3.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	20.07.1953	Danemark	22.06.1939
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Egypte	3.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Géorgie	22.06.1993
Grèce	13.06.1952	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	9.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	3.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	1.02.1960	Fédération de Russie	10.08.1956	Sénégal	22.10.1962
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Tunisie 15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973
Espagne	5.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		Dénoncée le 15.01.1990		Dénoncée le 2.06.1977
Hongrie	8.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		Dénoncée le 19.02.1974		Dénoncée le 28.07.1981
Madagascar	10.08.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 15.12.2000		Dénoncée le 23.08.1996
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 25.10.2001		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
République de Corée	11.04.2003	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	5.05.1971	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Jamahiriya arabe libyenne	15.11.1974	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	1.09.1939
Monténégro	3.06.2006	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Panama	19.06.1970	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	République arabe syrienne	26.07.1960
Turquie	22.04.2005				

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971
Etats-Unis	29.10.1938	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
Italie	22.10.1952	Libéria	9.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Maroc	14.03.1958	Mexique	15.09.1939	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	3.08.1949
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	9.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Mexique	1.02.1984
Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.06.1966	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne 30.11.1971
Dénoncée le 2.07.1991

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Etats-Unis	29.10.1938	Ghana	20.05.1957
Guatemala	30.10.1961	Liban	6.12.1993	Libéria	9.05.1960
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	7.06.1946
Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	13.06.1961	Sri Lanka	18.05.1959
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 3.05.1979
Belgique	11.04.1938	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 23.04.1980
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	4.06.1955
	Dénoncée le 2.10.1997		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974
	Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003
France	9.12.1948	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
	Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003
Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 13.02.1985		Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	22.08.1955	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979
Maurice	2.12.1969	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1937
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.07.1947	Fédération de Russie	10.08.1956
	Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 3.05.1979
Seychelles	6.02.1978	Suède	6.01.1939	Suisse	21.04.1960
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 17.08.1999
Tunisie	14.04.1970	Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Ghana	20.05.1957	Guatemala	13.06.1989
Liban	1.06.1977	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	26.05.1955
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	15.06.1961
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	22.07.1960
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980
Burundi	30.07.1971	Chine	21.02.1940	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 19.07.2000		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974	Iraq	5.07.1960
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.02.1985
Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 19.06.1976

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Luxembourg	3.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mongolie	3.06.1969
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 16.12.2002
Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938	Philippines	17.11.1960
	Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 4.06.1998
Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	10.08.1956	Swaziland	26.04.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.10.2002
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Paraguay	21.03.1966
	Dénoncée le 11.07.1961		Dénoncée le 12.12.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 24.03.1977
Fédération de Russie	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1942

30 ratifications

Belgique	3.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
République centrafricaine	9.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	9.06.1988
Mauritanie	8.11.1963	Pays-Bas	2.05.1950	Pérou	4.04.1962
Pologne	17.04.1950	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Colombie	4.03.1969
	Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 18.11.1993		Dénoncée le 6.09.1994
Danemark	30.11.1972	Finlande	8.04.1947	Guatemala	9.01.1973
	Dénoncée le 10.07.1995		Dénoncée le 23.01.1997		Dénoncée le 7.10.1991
Hongrie	8.06.1956	Mexique	4.07.1941	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 22.05.1989		Dénoncée le 5.10.1990		Dénoncée le 25.05.2005

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	8.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	8.05.1967
<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>	

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Chili	10.05.1957	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
<i>A l'exclusion de la partie III</i>					
Egypte	5.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>					
Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	1.10.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	5.09.1939	Autriche	26.11.1958
Dénoncée le 25.04.1991		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988	
Canada	6.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le 22.11.1995		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 3.10.1989	
Finlande	8.04.1947	Guatemala	4.08.1961	Irlande	9.10.1946
Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 7.04.1993		Dénoncée le 27.10.1995	
Maurice	2.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
Dénoncée le 14.06.1994		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988	
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	9.03.1940
Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 3.04.1996		Dénoncée le 5.10.1991	
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
Dénoncée le 8.12.1993		Dénoncée le 27.05.1987		Dénoncée le 1.04.1993	
Suède	21.06.1939	Suisse	23.05.1940		
Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988			

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	7.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	24.08.1943	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
Dénoncée le 18.11.1998		Dénoncée le 8.07.1999		Dénoncée le 11.09.1978	

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.08.1961	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Dénonciation

Maurice 2.12.1969
Dénoncée le 8.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

République centrafricaine	9.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	4.04.1962
---------------------------	-----------	------	------------	-------	-----------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay 18.03.1954
Dénoncée le 19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équippedes navires), 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	5.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	9.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	9.10.1963	Guinée-Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	3.06.2006
Norvège	6.03.1952	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	23.02.1951	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	29.07.1949	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	France	9.12.1948
Grèce	2.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	6.12.1993
Norvège	4.07.1949	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Pérou

4.04.1962

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.10.1976	Angola	4.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	République de Corée	9.12.1992	Croatie	8.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	9.12.1948	Grèce	6.05.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977
Irlande	6.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Monténégro	3.06.2006
Norvège	17.02.1955	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovénie	29.05.1992	Suède	9.01.1962	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	8.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	5.05.1971
Etats-Unis	9.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948
Ghana	18.03.1965	Guinée-Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	6.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nouvelle-Zélande	5.12.1961	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Belgique	10.04.1979
Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	8.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	1.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Fédération de Russie	10.08.1956
Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	2.11.1984	Ukraine	14.09.1956

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Uruguay

18.03.1954

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iraq	5.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983
Fédération de Russie	10.08.1956	Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954	République dominicaine	22.09.1953
Espagne	5.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	3.08.1949	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	7.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	3.11.1949
Chine	4.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	République dominicaine	29.08.1947	Egypte	7.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	1.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	9.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	25.03.1948
Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suède	29.05.1947	Suisse	22.04.1947	République arabe syrienne	26.07.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

République bolivarienne du Venezuela 13.09.1948 Viet Nam 3.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.04.1950

138 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004	Australie	24.06.1975
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Bélarus	25.09.1995	Belgique	5.04.1957	Belize	15.12.1983
Bénin	11.06.2001	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	30.07.1971	Cameroun	3.09.1962	Cap-Vert	16.10.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	13.11.1967
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1954	Danemark	6.08.1958	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	11.10.1956
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Gabon	17.07.1972	Ghana	2.07.1959	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	31.03.1952
		<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>			
Honduras	6.05.1983	Hongrie	4.01.1994	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	7.04.1949	Indonésie	29.01.2004	Iraq	13.01.1951
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Irlande	16.06.1951	Israël	7.06.1955	Italie	22.10.1952
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953	Jordanie	27.03.1969
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	26.07.2000
Koweït	23.11.1964	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994
Liban	26.07.1962	Libéria	25.03.2003	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	21.12.1971
Malaisie	1.07.1963	Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Mauritanie	8.11.1963	République de Moldova	12.08.1996	Monténégro	3.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Mozambique	6.06.1977	Niger	9.01.1979	Nigéria	17.10.1960
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	30.11.1959	Ouganda	4.06.1963
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Pakistan	10.10.1953	Panama	3.06.1958	Paraguay	28.08.1967
Pays-Bas	15.09.1951	Pérou	1.02.1960	Pologne	2.06.1995
Portugal	12.02.1962	Qatar	18.08.1976		

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

République démocratique du Congo	19.04.1968	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	28.06.1949
Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	2.12.1980	<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>				Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	3.04.1956
Suède	25.11.1949	Suisse	13.07.1949	Suriname	15.06.1976
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962
				<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>	
Tchad	30.11.1965	Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	15.05.1957
Turquie	5.03.1951	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela	21.07.1967	Viet Nam	3.10.1994	Yémen	29.07.1976
Zimbabwe	16.09.1993				

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adopté à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.06.1998

11 ratifications

Azerbaïdjan	9.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	9.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	9.06.1998	Luxembourg	8.04.2008
République de Moldova	28.04.2000	Norvège	11.06.1999	Fédération de Russie	2.07.1998
Suède	9.06.1997	Tanzania - Tanganyika	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni	27.03.1950
-------------	------------

Dénouciation

Australie	15.06.1973
Dénouciée le	3.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.07.1953

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

5 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Dénunciation

Australie 30.09.1954
Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Equateur	3.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	2.12.1969	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénunciation

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 6.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1950

148 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	2.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	23.10.1951	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bolivie	4.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	7.06.1960	Canada	23.03.1972
Cap-Vert	1.02.1999	République centrafricaine	27.10.1960	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	25.06.1952	Danemark	13.06.1951
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	6.11.1957	El Salvador	6.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	3.08.1999	Ghana	2.06.1965
Grèce	30.03.1962	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.02.1952
Guinée	21.01.1959	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967
Haïti	5.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	6.06.1957
Indonésie	9.06.1998	Irlande	4.06.1955	Islande	19.08.1950
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962
Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	27.01.1992	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	1.04.2005	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	1.04.1950
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Myanmar	4.03.1955	Namibie	3.01.1995

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Nicaragua	31.10.1967	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	4.07.1949	Ouganda	2.06.2005	Pakistan	14.02.1951
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	28.06.1962
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	2.03.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	8.11.1988	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	15.09.1995	Suède	25.11.1949
Suisse	25.03.1975	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	18.04.2000
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	18.06.1957	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.09.1982	Yémen	29.07.1976
Zambie	2.09.1996	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

88 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949	Autriche	25.09.1973
Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976	Bélarus	25.09.1995
Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Canada	24.08.1950
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	31.10.1967
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	2.06.1960	Cuba	29.04.1952
Danemark	30.11.1972	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953
Egypte	3.07.1954	El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952	Géorgie	11.09.2002
Ghana	4.04.1961	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	4.01.1994	Inde	24.06.1959
Indonésie	8.08.2002	Iraq	22.06.1951	Irlande	29.10.1969
Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998
Malaisie	6.06.1974	Malte	4.01.1965	Maurice	3.09.2004
République de Moldova	12.08.1996	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	16.06.1961	Norvège	4.07.1949
Nouvelle-Zélande	3.12.1949	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	7.03.1950
Pérou	6.04.1962	Philippines	29.12.1953	Portugal	23.06.1972
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973	Saint-Marin	23.05.1985
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	25.11.1949	Suisse	19.01.1952	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	26.07.1960	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968	Turquie	14.07.1950
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964				

Dénunciation

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

				Dénonciation	
Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
	Dénoncée le 13.03.1961		Dénoncée le 9.08.1971		Dénoncée le 6.08.1971

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

67 ratifications

Afrique du Sud	2.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	4.06.1971	Costa Rica	2.06.1960
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	2.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	10.11.2008
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Malawi	22.03.1965	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957
Rwanda	18.09.1962	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	1.12.1949
Tunisie	15.05.1957				
<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>					

Dénonciation

Autriche	5.10.1950	Belgique	1.04.1952	Chypre	8.10.1965
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 9.07.2001
Cuba	29.04.1952	République dominicaine	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	Dénoncée le 30.12.1991		Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 27.02.1992
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	Dénoncée le 26.02.1992		Dénoncée le 25.02.1992		Dénoncée le 26.02.1982
Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 19.02.1982		Dénoncée le 11.02.1991
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Portugal	2.06.1964
	Dénoncée le 23.03.1981		Dénoncée le 26.02.1972		Dénoncée le 27.02.1992
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	6.05.1950
	Dénoncée le 11.02.2002		Dénoncée le 25.01.1982		Dénoncée le 24.02.1992
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965
	Dénoncée le 27.06.2001		Dénoncée le 25.02.1982		Dénoncée le 10.09.2001

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adopté à la 77e session de la CIT

5 ratifications

Inde	21.11.2003	Madagascar	10.11.2008	Tunisie	21.08.2000
------	------------	------------	------------	---------	------------

Dénonciation

Chypre	4.01.1994	République tchèque	15.03.1993
	Dénoncée le 9.07.2001		Dénoncée le 27.06.2001

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bélarus	6.11.1956
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burundi	30.07.1971
Cameroun	25.05.1970	Chypre	8.10.1965	Costa Rica	2.06.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	République dominicaine	12.08.1957
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	4.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haïti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	3.06.2006
Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Pérou	4.04.1962	Philippines	29.12.1953
Pologne	26.06.1968	Fédération de Russie	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	5.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée-Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	8.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		Dénoncée le 9.03.1979		Dénoncée le 15.01.1990
France	26.10.1951	Italie	5.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 12.11.1980
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	4.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1954
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	2.06.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.09.1950	Egypte	4.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	2.12.1986
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	1.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Royaume-Uni	6.08.1953	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

60 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Brésil	18.06.1965
Bulgarie	7.11.1955	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Costa Rica	2.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960	Espagne	5.05.1971
Finlande	22.12.1951	France	20.09.1951	Ghana	4.04.1961
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966
Guyana	8.06.1966	Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	25.04.1986
Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963
Nigéria	17.10.1960	Norvège	12.02.1996	Ouganda	4.06.1963
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953
République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	7.06.1957	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Turquie	29.03.1961
Uruguay	18.03.1954	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

96 ratifications

Afghanistan	7.01.1957	Albanie	2.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	4.08.1961	Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Bolivie	31.01.1977	Botswana	5.06.1997
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	21.11.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Cameroun	7.06.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	19.06.1973	Dominique	28.02.1983

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Egypte	26.07.1960	Equateur	6.07.1954	Espagne	24.06.1958 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956
Iles Salomon	6.08.1985	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	1.11.1960 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>
Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.03.1976	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950	Ouganda	4.06.1963
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	4.05.1961
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	Somalie	18.11.1960
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	28.05.1958	Turquie	29.03.1961
Ukraine	4.08.1961 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
Yémen	14.04.1969	Zambie	23.10.1979 <i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>		

Dénouciation

Royaume-Uni 24.09.1951
Dénouciée le 16.09.1983

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Bangladesh	22.06.1972 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Bolivie	19.07.1954 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Costa Rica	2.06.1960 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Côte d'Ivoire	28.07.1992 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Cuba	3.02.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Djibouti	3.08.1978 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Egypte	26.07.1960 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	France	10.03.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Gabon	13.06.1961 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Ghana	21.08.1973 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Guatemala	3.01.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Irlande	13.06.1972	Israël	19.06.1961	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Luxembourg	15.12.1958	Malte	9.06.1988	Mauritanie	31.03.1964
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Mexique	1.03.1991	Pakistan	26.05.1952	Sénégal	22.10.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Turquie	23.01.1952				
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>					

Dénunciation

Allemagne	8.09.1954	Brésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
Dénoncée le 10.07.1992		Dénoncée le 14.01.1972		Dénoncée le 30.06.1992	
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
Dénoncée le 5.07.2002		Dénoncée le 4.06.1992			

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	4.07.1958	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 28.09.2004		Dénoncée le 15.06.1999	
Ethiopie	30.04.1991	Italie	9.01.1953	Japon	11.06.1956
Dénoncée le 10.05.1999		Dénoncée le 1.02.2000		Dénoncée le 28.07.1999	
Panama	15.07.1971	Pays-Bas	13.02.1992	Pologne	25.10.1954
Dénoncée le 10.08.1999		Dénoncée le 15.09.1999		Dénoncée le 15.09.2008	
Portugal	7.06.1985	Suriname	15.06.1976	Uruguay	7.07.1976
Dénoncée le 25.03.2002		Dénoncée le 12.04.2006		Dénoncée le 14.06.2004	

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

48 ratifications

Albanie	2.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	9.06.1961	Cameroun	3.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	5.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
France	29.03.1954	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	8.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Kirghizistan	10.09.2008
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Madagascar	14.06.2001	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Maurice	2.12.1969	République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	
Pays-Bas	20.05.1952	Portugal	12.12.1978	Royaume-Uni	22.01.1951
				<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>	
Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Tadjikistan	10.04.2007				

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
République bolivarienne du Venezuela	9.06.1983	Zambie	2.12.1964		
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

158 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	10.12.1953	Belize	15.12.1983	Bénin	16.05.1968
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Brésil	18.11.1952	Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	10.10.1997	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	3.07.1954	El Salvador	6.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	2.07.1959
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	6.06.1957	Indonésie	15.07.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	4.06.1955	Islande	15.07.1952	Israël	28.01.1957
Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	9.08.2007
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998	Malaisie	5.06.1961
Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965
Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.12.2001
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995	Népal	11.11.1996
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	9.06.2003	Ouganda	4.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993
Pérou	13.03.1964	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957
Portugal	1.07.1964	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	26.11.1958
Royaume-Uni	30.06.1950	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	8.11.1988
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	4.09.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sénégal	28.07.1961	Serbie	24.11.2000	Seychelles	4.10.1999
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	13.12.1972
Suède	18.07.1950	Suisse	17.08.1999	Suriname	5.06.1996
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	15.05.1957
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	23.01.1952	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	19.12.1968
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.09.1996	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	4.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	5.05.1971	Kenya	9.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	4.04.2003	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	5.07.1977
Sénégal	22.10.1962	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	5.04.1954	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.08.1965	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 9.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

165 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	3.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Bélarus	21.08.1956	Belgique	23.05.1952
Belize	22.06.1999	Bénin	16.05.1968	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	2.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	13.01.1954	Danemark	22.06.1960	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	14.03.1968
Grèce	6.06.1975	Grenade	25.10.1994	Guatemala	2.08.1961
Guinée	11.08.1967	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Guyana	13.06.1975	Haïti	4.03.1958	Honduras	9.08.1956
Hongrie	8.06.1956	Inde	25.09.1958	Indonésie	11.08.1958
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	28.08.1963	Irlande	18.12.1974
Islande	17.02.1958	Israël	9.06.1965	Italie	8.06.1956
Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967	Jordanie	22.09.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
République démocratique populaire lao	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	23.08.1967	Madagascar	10.08.1962	Malaisie	9.09.1997
Malawi	22.03.1965	Mali	12.07.1968	Malte	9.06.1988
Maroc	11.05.1979	Maurice	18.12.2002	Mauritanie	3.12.2001
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	23.03.2000	Mongolie	3.06.1969
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Népal	10.06.1976
Nicaragua	31.10.1967	Niger	9.08.1966	Nigéria	8.05.1974
Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	11.10.2001	Panama	3.06.1958
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	16.06.1971
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954
Portugal	20.02.1967	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	28.05.1957
Royaume-Uni	15.06.1971	Fédération de Russie	30.04.1956	Rwanda	2.12.1980
Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999
Sierra Leone	15.11.1968	Singapour	30.05.2002	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	1.04.1993
Suède	20.06.1962	Suisse	25.10.1972	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	26.02.2002
Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	8.02.1999
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	29.05.1997	Tunisie	11.10.1968
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	10.08.1956
Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
Viet Nam	7.10.1997	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	14.12.1989				

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte	9.04.1956	Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	4.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	8.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pérou	1.02.1960	Pologne	8.10.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Sierra Leone	15.06.1961
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962				

Dénonciation

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Dénunciation

Royaume-Uni 25.06.1956
Dénoncée le 16.08.1994

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne 5.01.1955
Dénoncée le 1.10.1975
Burkina Faso 30.06.1969
Dénoncée le 12.07.1974
Italie 8.06.1956
Dénoncée le 28.07.1981
Suède 12.08.1953
Dénoncée le 7.06.1978

Belgique 20.03.1954
Dénoncée le 2.06.2003
Cameroun 25.05.1970
Dénoncée le 7.08.1973
Madagascar 10.08.1962
Dénoncée le 8.02.1972
Uruguay 18.03.1954
Dénoncée le 2.06.1977

Brésil 25.04.1957
Dénoncée le 23.09.1998
Hongrie 8.06.1956
Dénoncée le 19.08.1998
Norvège 30.09.1954
Dénoncée le 22.06.1973

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

44 ratifications

Albanie 18.01.2006
A accepté les parties II à VI et VIII à X.

Allemagne 21.02.1958
A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Autriche 4.11.1969
A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.

Barbade 11.07.1972
A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.

Belgique 26.11.1959
A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Bolivie 31.01.1977
A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Bosnie-Herzégovine 2.06.1993
A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Bulgarie 14.07.2008
A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.

Chypre 3.09.1991
A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.

Costa Rica 16.03.1972
A accepté les parties II et V à X.

Croatie 8.10.1991
A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Danemark 15.08.1955
A accepté les parties II, IV à VI et IX.

Equateur 25.10.1974
A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.

Espagne 29.06.1988
A accepté les parties II à IV et VI.

Ex-République yougoslave de Macédoine 17.11.1991
A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

France <i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>	14.06.1974	Grèce <i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>	16.06.1955	Irlande <i>A accepté les parties III, IV et X.</i>	17.06.1968
Islande <i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>	20.02.1961	Israël <i>A accepté les parties V, VI et X.</i>	16.12.1955	Italie <i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>	8.06.1956
Japon <i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	2.02.1976	Jamahiriya arabe libyenne <i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	19.06.1975	Luxembourg <i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	31.08.1964
Mauritanie <i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>	15.07.1968	Mexique <i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>	12.10.1961	Monténégro <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	3.06.2006
Niger <i>A accepté les parties V à VIII.</i>	9.08.1966	Norvège <i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	30.09.1954	Pays-Bas <i>A accepté les parties II à X. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	11.10.1962
Pérou <i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>	23.08.1961	Pologne <i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>	3.12.2003	Portugal <i>A accepté les parties II à X.</i>	17.03.1994
République démocratique du Congo <i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>	3.04.1987	Royaume-Uni <i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>	27.04.1954	Sénégal <i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	22.10.1962
Serbie <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	24.11.2000	Slovaquie <i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	1.01.1993	Slovénie <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	29.05.1992
Suède <i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	12.08.1953	Suisse <i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	18.10.1977	République tchèque <i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	1.01.1993
Turquie <i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>	29.01.1975	République bolivarienne du Venezuela <i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	5.11.1982		

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.09.1955

41 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965	Chili	14.10.1994
		<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>			
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.02.1962	Espagne	17.08.1965
				<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	27.05.1986	Grèce	18.02.1983
Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985	Kirghizistan	31.03.1992
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Ouzbékistan	13.07.1992	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Pays-Bas	18.09.1981
				<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>	
Pologne	10.03.1976	Portugal	2.05.1985	Fédération de Russie	10.08.1956
Saint-Marin	23.09.1998	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>					
Sri Lanka	1.04.1993	Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Zambie	23.10.1979		

Dénonciation

République bolivarienne du Venezuela 10.08.1982
Dénoncée le 28.10.1985

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	4.12.1969	Bélarus	6.11.1956	Belize	6.03.2000
	Dénoncée le 30.04.2004		Dénoncée le 10.02.2004		Dénoncée le 9.11.2005
Cuba	7.09.1954	Hongrie	8.06.1956	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 1.06.2004		Dénoncée le 4.11.2003		Dénoncée le 7.02.2001
Luxembourg	10.12.1969	République de Moldova	14.02.1997		
	Dénoncée le 8.04.2008		Dénoncée le 28.08.2006		

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.06.1958

26 ratifications

Angola	4.06.1976	Brésil	18.06.1965	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Cuba	15.08.1957	République dominicaine	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	3.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	République islamique d'Iran	13.04.1959
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Portugal	12.04.1960
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Thaïlande	29.07.1964
Tunisie	17.12.1962	Yémen	22.08.1969		

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

170 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	7.06.1960	Autriche	5.03.1958
Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	25.09.1995

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Belgique	23.01.1961	Belize	15.12.1983	Bénin	22.05.1961
Bolivie	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999	Burkina Faso	25.08.1997
Burundi	11.03.1963	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Canada	14.07.1959	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	1.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	4.05.1959
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	5.03.1997	Cuba	2.06.1958
Danemark	17.01.1958	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	5.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	6.11.1967	Estonie	7.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	23.09.1996	Ghana	15.12.1958
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	9.12.1959
Guinée	11.07.1961	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	4.08.1958
Hongrie	4.01.1994	Inde	18.05.2000	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	13.04.1959	Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958
Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968
Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	3.02.2000
Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	6.06.2007
Malawi	19.11.1999	Mali	28.05.1962	Malte	4.01.1965
Maroc	1.12.1966	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.04.1997
Mexique	1.06.1959	République de Moldova	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Namibie	15.11.2000
Népal	30.08.2007	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968
Oman	21.07.2005	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Pérou	6.12.1960
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
Qatar	2.02.2007	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	3.08.1998
Royaume-Uni	30.12.1957	Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	28.07.1961	Serbie	10.07.2003	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997
Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	7.01.2003
Suède	2.06.1958	Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976
Swaziland	28.02.1979	République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	23.09.1999
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	6.08.1996
Thaïlande	2.12.1969	Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965
Zimbabwe	27.08.1998				

Dénunciation

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
Dénoncée le 10.01.1990		Dénoncée le 19.04.1979	

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Bulgarie	22.07.1960	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	4.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Croatie	8.10.1991	Cuba	2.06.1958	Danemark	17.01.1958
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>	
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	5.05.1971	Gabon	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	9.12.1959
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	
Guinée-Bissau	21.02.1977	Haïti	4.03.1958	Honduras	20.06.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Indonésie	23.08.1972	République islamique d'Iran	22.01.1968	Iraq	5.07.1960
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Israël	19.06.1961	Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 b), c) et d).</i>					
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	21.09.1961	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974
Mexique	1.06.1959	Monténégro	3.06.2006	Pakistan	15.02.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	2.05.2001	Pérou	11.07.1988
Portugal	24.10.1960	Fédération de Russie	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Tunisie	28.05.1958	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.06.1959

27 ratifications

Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	2.06.1958	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	4.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	4.06.1971
Portugal	22.11.1960	République arabe syrienne	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Bolivie	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
	Dénoncée le 3.07.2000		Dénoncée le 11.12.1991		Dénoncée le 25.07.2002
Colombie	4.03.1969	Costa Rica	4.05.1959	Equateur	3.10.1969
	Dénoncée le 7.08.1991		Dénoncée le 2.04.1993		Dénoncée le 15.05.1998
Mexique	1.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	6.12.1960
	Dénoncée le 5.09.1990		Dénoncée le 10.08.1993		Dénoncée le 2.02.1994

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Barbade	8.05.1967	Bélarus	28.02.1994	Belize	15.12.1983
Brésil	5.11.1963	Bulgarie	26.01.1977	Cameroun	29.11.1982
Canada	31.05.1967	Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Espagne	5.05.1971
Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974	Finlande	26.10.1970
Ghana	19.02.1960	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
Guatemala	28.11.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	17.01.2005
République islamique d'Iran	13.03.1967	Iraq	23.09.1986	Irlande	17.06.1961
Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Libéria	8.07.1981	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	4.01.1965	Maroc	15.10.2001
Maurice	2.12.1969	Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970
Panama	19.06.1970	Pologne	15.03.1993	Portugal	3.08.1967
Roumanie	20.09.1976	Royaume-Uni	18.02.1964	Fédération de Russie	4.11.1969
		<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>			
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Slovénie	30.01.2003	Sri Lanka	24.11.1995	Suède	26.10.1970
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	26.11.1962	République tchèque	6.08.1996
Tunisie	26.10.1959	Turquie	7.02.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	France	8.06.1967	République de Moldova	23.03.2000
	Dénoncée le 17.07.2006		Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 28.08.2006

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	30.12.1958	Equateur	3.10.1969
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			
Guatemala	4.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	1.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	
Uruguay	28.06.1973				
	<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>				

Dénonciation

Brésil	1.03.1965	Libéria	22.07.1959
	Dénoncée le 28.08.1970		Dénoncée le 22.01.1971

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adopté à la 68e session de la CIT

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
------	------------	---------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

167 ratifications

Afghanistan	1.10.1969	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.03.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	22.05.1961
Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988
Canada	26.11.1964	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	2.02.1968
Colombie	4.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
République de Corée	4.12.1998	Costa Rica	1.03.1962	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	26.08.1965	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993
Ghana	4.04.1961	Grèce	7.05.1984	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.1960	Guinée	1.09.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	13.06.1975	Haïti	9.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Inde	3.06.1960
Indonésie	7.06.1999	République islamique d'Iran	30.06.1964	Iraq	15.06.1959
Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963	Israël	12.01.1959
Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975	Jordanie	4.07.1963
Kazakhstan	6.12.1999	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	1.12.1966	République démocratique populaire lao	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977	Libéria	22.07.1959
Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001
Madagascar	11.08.1961	Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964
Malte	1.07.1968	Maroc	27.03.1963	Maurice	18.12.2002
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	11.09.1961	République de Moldova	12.08.1996
Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977
Namibie	13.11.2001	Népal	19.09.1974	Nicaragua	31.10.1967
Niger	23.03.1962	Nigéria	2.10.2002	Norvège	24.09.1959
Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	24.01.1961	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	15.03.1973	Pérou	10.08.1970
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.05.1961	Portugal	19.11.1959
Qatar	18.08.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	6.06.1973
Royaume-Uni	8.06.1999	Fédération de Russie	4.05.1961	Rwanda	2.02.1981
Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Sénégal	13.11.1967	Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999
Sierra Leone	14.10.1966	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.11.1998
Suède	20.06.1962	Suisse	13.07.1961	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	26.02.2002
Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	16.11.1989
Vanuatu	28.07.2006	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	7.10.1997
Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979	Zimbabwe	23.06.1999

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	2.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	9.08.1961
Pérou	4.04.1962	Suriname	15.06.1976		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	8.05.1963
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.04.1988
Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	5.02.1971
	Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	27.02.1962	Espagne	7.08.1961	France	8.06.1967
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 13.07.1990
Guinée	7.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981
Kenya	9.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Fédération de Russie	4.05.1961
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 3.05.1979
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	28.06.1973
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

30 ratifications

Allemagne	8.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	8.05.1963
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	1.03.1965	Bulgarie	2.03.1961
Costa Rica	29.12.1964	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Equateur	10.03.1969	Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	8.06.1967	Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	16.05.1960	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.12.1980	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.01.1980	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

23 ratifications

Allemagne	1.07.1964	Belgique	8.05.1963	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Chypre	20.12.1966	Costa Rica	29.12.1964	Equateur	5.04.1978
Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967
Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960	Italie	10.04.1962
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.08.1980	Pérou	4.04.1962
Royaume-Uni	20.12.1974	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Tunisie	14.01.1963	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

48 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	8.05.1967	Bélarus	26.02.1968	Belgique	2.07.1965
Belize	15.12.1983	Brésil	5.09.1966	Chili	14.10.1994
Danemark	7.02.1974	Djibouti	3.08.1978	Egypte	18.03.1964
Equateur	9.03.1970	Espagne	17.07.1962	Finlande	16.10.1978
France	18.11.1971	Ghana	7.11.1961	Grèce	4.06.1982
Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966	Hongrie	8.06.1968
Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962	Italie	5.05.1971
Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	6.12.1977	Luxembourg	8.04.2008	Mexique	19.10.1983
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967
Pays-Bas	29.11.1966	Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	22.09.1967	Slovaquie	1.01.1993
Sri Lanka	18.06.1986	Suède	12.04.1961	Suisse	29.05.1963
République arabe syrienne	15.01.1964	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Turquie	15.11.1968	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	9.08.1963	Allemagne	7.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	11.03.1970	Bolivie	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	5.09.1966	Bulgarie	3.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	République centrafricaine	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	4.03.1969	Côte d'Ivoire	2.01.1963
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	1.06.1964
France	8.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	4.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	4.03.1964	Madagascar	1.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	3.11.1966
Monténégro	3.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	1.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	9.04.1965
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Sénégal	13.11.1967
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	26.04.1974	Suède	3.04.1962	Suisse	5.11.1962
République arabe syrienne	10.08.1965	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	5.02.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	2.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Viet Nam	3.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
République centrafricaine	9.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	3.10.1969
Espagne	8.05.1973	Géorgie	21.10.1997	Ghana	18.06.1964
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	4.01.1966	Jordanie	7.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	1.06.1964	Malte	9.06.1988
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	4.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	6.06.1973	Sénégal	13.11.1967
Soudan	22.10.1970	République arabe syrienne	11.12.1964	Tunisie	14.04.1970
République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne <i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>	19.03.1971	Bangladesh <i>A accepté les branches c) et g)</i>	22.06.1972	Barbade <i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	14.10.1974
Bolivie <i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>	31.01.1977	Brésil <i>A accepté les branches a) à g)</i>	24.03.1969	Cap-Vert <i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	8.07.1987
République centrafricaine <i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>	8.10.1964	Danemark <i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>	17.06.1969	Egypte <i>A accepté les branches a) à h)</i>	12.01.1993
Equateur <i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>	9.03.1970				

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Finlande <i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>	15.08.1969	France <i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	13.05.1974	Guatemala <i>A accepté la branche c)</i>	4.11.1963
Guinée <i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>	11.08.1967	Inde <i>A accepté les branches a) à c)</i>	19.08.1964	Iraq <i>A accepté les branches a) à g)</i>	28.04.1978
Irlande <i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>	26.11.1964	Israël <i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	9.06.1965	Italie <i>A accepté les branches a) à i)</i>	5.05.1967
Jordanie <i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>	7.03.1963	Kenya <i>A accepté les branches d) à f)</i>	9.02.1971	Jamahiriya arabe libyenne <i>A accepté les branches a) à i)</i>	19.06.1975
Madagascar <i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>	22.06.1964	Mauritanie <i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	15.07.1968	Mexique <i>A accepté les branches a) à g)</i>	6.01.1978
Norvège <i>A accepté les branches f) et i)</i>	28.08.1963	Pakistan <i>A accepté les branches c) et g)</i>	27.03.1969	Philippines <i>A accepté les branches a) à g)</i>	26.04.1994
République démocratique du Congo <i>A accepté les branches d), e) et g)</i>	1.11.1967	Rwanda <i>A accepté les branches d) à g)</i>	21.09.1989	Suède <i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>	25.04.1963
Suriname <i>A accepté la branche g)</i>	15.06.1976	République arabe syrienne <i>A accepté les branches d) à g)</i>	18.11.1963	Tunisie <i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	20.09.1965
Turquie <i>A accepté les branches a) à g)</i>	25.06.1974	Uruguay <i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	22.02.1983	République bolivarienne du Venezuela <i>A accepté les branches a) à g)</i>	5.11.1982

Dénouciation

Pays-Bas 3.07.1964
Dénouciée le 20.12.2004

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	11.03.1970
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	16.04.1992	République centrafricaine	9.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	8.10.1991
Danemark <i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>	22.12.1989	République dominicaine	9.03.1965	Equateur	3.10.1969
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	4.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	8.03.1993	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	1.06.1964
Malaisie	6.06.1974	Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974
République de Moldova	4.04.2003	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Niger	23.11.1964	Norvège <i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>	10.12.1969	Panama	15.07.1971
Paraguay	10.07.1967	Pologne	3.02.1977	République démocratique du Congo	5.09.1967
Fédération de Russie	4.11.1969	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992	Suède	29.12.1964
Suisse	16.06.1992	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	2.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	5.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	26.02.1968	Belgique	17.05.1978	Bolivie	31.01.1977
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	29.03.1965	République centrafricaine	5.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	6.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	21.11.1966
Mexique	18.06.1968	Norvège	6.06.1966	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	5.09.1967	Royaume-Uni	21.04.1967	Fédération de Russie	22.09.1967
Sénégal	25.04.1966	Slovaquie	1.01.1993	Suède	11.06.1965
Suisse	18.02.1966	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.09.1995	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	3.10.1994

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	1.03.1972	Belgique	22.04.1970	Bolivie	31.01.1977
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>			
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	9.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	7.06.1974	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	3.06.2006				

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Pays-Bas	2.08.1966	République démocratique du Congo	5.09.1967	Sénégal	25.04.1966
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	17.06.1969
Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982		
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

98 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969	Autriche	27.07.1972
Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976	Bélarus	26.02.1968
Belgique	8.07.1969	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	9.06.2008	Cambodge	28.09.1971
Cameroun	25.05.1970	Canada	16.09.1966	République centrafricaine	5.06.2006
Chili	24.10.1968	Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966
Comores	23.10.1978	République de Corée	9.12.1992	Costa Rica	27.01.1966
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995
Equateur	13.11.1972	Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971
Géorgie	22.06.1993	Grèce	7.05.1984	Guatemala	14.09.1988
Guinée	12.12.1966	Honduras	9.06.1980	Hongrie	18.06.1969
Inde	17.11.1998	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	2.03.1970
Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990	Israël	26.01.1970
Italie	5.05.1971	Jamaïque	10.01.1975	Japon	10.06.1986
Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	6.12.1999	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Lituanie	3.03.2004	Madagascar	21.11.1966	Maroc	11.05.1979
Mauritanie	30.07.1971	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	24.11.1976
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	6.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965	Ouganda	23.06.1967
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	9.01.1967	Pérou	27.07.1967
Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966	Portugal	9.01.1981
Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966	Fédération de Russie	22.09.1967
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Suède	11.06.1965
Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
Yémen	30.01.1989	Zambie	23.10.1979		

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	15.06.1978	Australie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	12.12.1971	Bolivie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.01.1977
Cameroun <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.11.1970	Chypre <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	11.04.1967	Equateur <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	10.03.1969
Espagne <i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>	6.11.1967	Gabon <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	18.10.1968	Inde <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	20.03.1975
Malaisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.1974	Mexique <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	29.08.1968	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	3.12.1981
Nigéria <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.1974	Ouganda <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.06.1967	Paraguay <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	10.10.1968
Rwanda <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	1.06.1970	Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	1.01.1993	Swaziland <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	5.06.1981
République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>	26.06.1972	République tchèque <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	1.01.1993	Turquie <i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	8.12.1992
Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	20.02.1995				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus Dénoncée le 13.08.1980	11.03.1970	Belgique Dénoncée le 6.03.1989	17.05.1978	Bulgarie Dénoncée le 23.04.1980	3.10.1969
Djibouti Dénoncée le 14.06.2005	3.08.1978	France Dénoncée le 13.07.1990	18.11.1971	Hongrie Dénoncée le 28.05.1998	8.06.1968
Italie Dénoncée le 27.11.1981	5.05.1971	Jordanie Dénoncée le 23.03.1998	6.06.1966	Kenya Dénoncée le 9.04.1979	20.06.1968
Madagascar Dénoncée le 8.06.2005	23.10.1967	Panama Dénoncée le 31.10.2000	24.09.1970	Pays-Bas Dénoncée le 14.09.1976	8.04.1969
Pologne Dénoncée le 21.08.2000	30.09.1969	Fédération de Russie Dénoncée le 25.07.1980	4.11.1969	Suisse Dénoncée le 17.08.1999	10.11.1966
Thaïlande Dénoncée le 11.05.2004	5.04.1968	Tunisie Dénoncée le 20.11.2000	24.07.1967	Ukraine Dénoncée le 30.07.1980	17.06.1970
Zambie Dénoncée le 13.10.1999	3.04.1967				

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	8.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.05.1977	Bolivie	31.01.1977
Brésil	21.08.1970	Bulgarie	3.10.1969	Chypre	18.01.1967
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	8.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	9.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	8.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	2.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Fédération de Russie	4.11.1969
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	3.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	3.08.1978	France	2.04.1970	Panama	19.06.1970
Sénégal	15.07.1968	Sierra Leone	6.11.1967	République arabe syrienne	6.05.1969
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.04.1994	Danemark	6.06.1978
Djibouti	3.08.1978	Espagne	8.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	18.11.1971	Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.07.1967	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	12.05.1976	Royaume-Uni	13.08.1985	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	6.11.1967	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

27 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	3.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	5.05.1971	Liban	1.06.1977
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	4.01.1971
Malte	9.06.1988	République de Moldova	9.12.1997	Nicaragua	1.03.1976
Panama	19.06.1970	Pérou	19.06.2008	Pologne	2.05.1973
Portugal	2.10.1985	Roumanie	28.10.1975	Thaïlande	26.02.1969
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1975	République bolivarienne du Venezuela	1.02.1984

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.11.1969

16 ratifications

Allemagne <i>A accepté toutes les parties.</i>	15.01.1971	Autriche <i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>	4.11.1969	Barbade <i>A accepté les parties II et III.</i>	15.09.1972
Bolivie <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	31.01.1977	Chypre <i>A accepté la partie IV.</i>	7.01.1969	Equateur <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	5.04.1978
Finlande <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.01.1976	Jamahiriya arabe libyenne <i>A accepté toutes les parties.</i>	19.06.1975	Norvège <i>A accepté toutes les parties.</i>	1.11.1968

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Pays-Bas <i>A accepté toutes les parties.</i>	27.10.1969	Slovaquie <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Suède <i>A accepté toutes les parties.</i>	26.07.1968
Suisse <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.09.1977	République tchèque <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Uruguay <i>A accepté toutes les parties.</i>	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	1.12.1983				

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

46 ratifications

Albanie <i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
Azerbaïdjan	9.08.2000	Belgique	8.09.1997	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	5.05.1971	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	3.09.1974	France	28.12.1972	Guatemala	20.05.1994
Guyana	19.01.1971	Hongrie	4.01.1994	Italie	23.06.1981
Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	9.04.1979	Lettonie <i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>	25.07.1994
Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971
Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979	République de Moldova	9.12.1997
Monténégro	3.06.2006	Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973
Pologne	2.06.1995	Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	14.05.1970
République arabe syrienne	18.04.1972	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973
Zimbabwe	16.09.1993				

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	8.08.1974	Bolivie <i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
Danemark	6.06.1978	Equateur <i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>	5.04.1978	Finlande	3.09.1974

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	3.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	14.05.1970
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

51 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	4.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	6.07.1973	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	13.09.1999
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	8.06.1979	Cuba	5.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	2.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Malte	9.06.1988	Mexique	18.04.1973
République de Moldova	23.03.2000	Monténégro	3.06.2006	Népal	19.09.1974
Nicaragua	1.03.1976	Niger	24.04.1980	Pays-Bas	10.10.1973
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	18.04.1972	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Ukraine	1.03.2006
Uruguay	2.06.1977	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

35 ratifications

Allemagne	1.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	2.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Cameroun	7.08.1973	Croatie	8.10.1991	Espagne	30.06.1972
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.01.1990	Guinée	2.06.1977
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Hongrie	19.08.1998	Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Italie	28.07.1981	Kenya	9.04.1979	Lettonie	10.06.1994
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Luxembourg	1.10.1979	Madagascar	8.02.1972	Malte	9.06.1988
<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

République de Moldova	27.01.1998	Monténégro	3.06.2006	Norvège	22.06.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Portugal	17.03.1981	Rwanda	13.05.1991	Serbie	24.11.2000
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Slovénie	29.05.1992	Suède	7.06.1978	Suisse	9.07.1992
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Tchad	15.12.2000	République tchèque	23.08.1996	Ukraine	25.10.2001
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Uruguay	2.06.1977	Yémen	1.11.1976		
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>			

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
Grèce	24.09.1986	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	13.01.2006
Liban	6.12.1993	Libéria	8.05.1978	Luxembourg	30.11.2005
République de Moldova	12.12.2005	Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Pays-Bas	8.01.1985	Pologne	9.10.1975
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	26.03.1981	Fédération de Russie	27.08.1990
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	24.08.1993	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005
Brésil	25.07.1996	Costa Rica	8.06.1979	Danemark	28.07.1980
Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974
France	27.02.1978	Grèce	8.06.1977	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Japon	3.07.1978
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	2.05.1974
Nigéria	12.06.1973	Norvège	9.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	5.10.1987
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Turquie	17.03.2005	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

82 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	6.06.2006	Allemagne	26.09.1973
----------------	------------	----------------	-----------	------------------	------------

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	6.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	10.10.1997	Cameroun	5.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	3.01.1996	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	7.12.1977
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Danemark	6.06.1978	Dominique	6.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	6.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	7.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	9.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	9.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	9.06.1988	Maroc	5.04.2002	Mexique	2.05.1974
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	8.10.1996	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Niger	5.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	9.06.1977
Portugal	31.05.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.10.1975
Royaume-Uni	15.03.1973	Rwanda	8.11.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	24.08.1976	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	16.11.1976	Suède	11.08.1972	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	6.03.1975	République-Unie de Tanzanie	19.08.1983	Tchad	7.01.1998
République tchèque	9.10.2000	Tunisie	25.05.2007	Turquie	12.07.1993
Ukraine	3.09.2003	Yémen	29.07.1976	Zambie	24.05.1973
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

38 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Equateur	27.03.1975	Espagne	8.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Luxembourg	8.04.2008	Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981	Roumanie	6.11.1975
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	République arabe syrienne	7.02.1977	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	2.06.1977	Zambie	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	3.07.1975	Cuba	7.01.1975	Egypte	4.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	9.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	9.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Portugal	9.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	14.07.2004
Suède	24.07.1974	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980
Dénunciation					
Pays-Bas	14.09.1976				
	Dénoncée le 17.02.2006				

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

150 ratifications

Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	16.02.1998	Algérie	30.04.1984
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Allemagne	8.04.1976	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	17.03.1983
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Argentine	11.11.1996	Arménie	27.01.2006	Autriche	18.09.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	31.10.2001	Barbade	4.01.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Bélarus	3.05.1979	Belgique	19.04.1988	Belize	6.03.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Bénin	11.06.2001	Bolivie	11.06.1997	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Botswana	5.06.1997	Brésil	28.06.2001	Bulgarie	23.04.1980
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Burundi	19.07.2000	Cambodge	23.08.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Cameroun	13.08.2001	République centrafricaine	28.06.2000	Chili	1.02.1999
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Chine	28.04.1999	Chypre	2.10.1997	Colombie	2.02.2001
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999	République de Corée	28.01.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Costa Rica	11.06.1976	Côte d'Ivoire	7.02.2003	Croatie	8.10.1991
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Cuba	7.03.1975	Danemark	13.11.1997	Djibouti	14.06.2005
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
République dominicaine	15.06.1999	Dominique	27.09.1983	Egypte	9.06.1999
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
El Salvador	23.01.1996	Emirats arabes unis	2.10.1998	Equateur	19.09.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Erythrée	22.02.2000	Espagne	16.05.1977	Estonie	15.03.2007
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Ethiopie	27.05.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	3.01.2003
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Finlande	13.01.1976	France	13.07.1990	Gambie	4.09.2000
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Géorgie	23.09.1996	Grèce	14.03.1986	Grenade	14.05.2003
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Guatemala	27.04.1990	Guinée	6.06.2003	Guinée équatoriale	12.06.1985
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Guyana	15.04.1998	Honduras	9.06.1980	Hongrie	28.05.1998
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Indonésie	7.06.1999	Iraq	13.02.1985	Irlande	22.06.1978
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Islande	6.12.1999	Israël	21.06.1979	Italie	28.07.1981
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Jamaïque	13.10.2003	Japon	5.06.2000	Jordanie	23.03.1998
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Kazakhstan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	18.05.2001	Kenya <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.04.1979	Kirghizistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.03.1992
Koweït <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.11.1999	République démocratique populaire lao <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2005	Lesotho <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.06.2001
Lettonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.2006	Liban <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	10.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.06.1975
Lituanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1998	Luxembourg <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.03.1977	Madagascar <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	31.05.2000
Malaisie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.09.1997	Malawi <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.11.1999	Mali <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.03.2002
Malte <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.06.1988	Maroc <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.01.2000	Maurice <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.07.1990
Mauritanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.12.2001	République de Moldova <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	21.09.1999	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.12.2002
Monténégro <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.06.2006	Mozambique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.06.2003	Namibie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.11.2000
Népal <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	30.05.1997	Nicaragua <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.11.1981	Niger <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.12.1978
Nigéria <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.2002	Norvège <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.07.1980	Oman <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.07.2005
Ouganda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.03.2003	Pakistan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.07.2006	Panama <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	2.06.2000	Paraguay <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.03.2004	Pays-Bas <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.09.1976
Pérou <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.11.2002	Philippines <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.06.1998	Pologne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.03.1978
Portugal <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	20.05.1998	Qatar <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.01.2006	République démocratique du Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	20.06.2001
Roumanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.11.1975	Royaume-Uni <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	7.06.2000	Fédération de Russie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979
Rwanda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.04.1981	Saint-Kitts-et-Nevis <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.06.2005	Saint-Marin <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.07.2006	Samoa <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.10.2008	Sao Tomé-et-Principe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.05.2005
Sénégal <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.12.1999	Serbie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.11.2000	Seychelles <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.2000
Singapour <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.11.2005	Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.09.1997	Slovénie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.05.1992
Soudan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.03.2003	Sri Lanka <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.02.2000	Suède <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.04.1990
Suisse <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.08.1999	Swaziland <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.10.2002	République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2001
Tadjikistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.12.1998	Tchad <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	21.03.2005
République tchèque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	26.04.2007	Thaïlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.05.2004	Togo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.03.1984
Trinité-et-Tobago <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.09.2004	Tunisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.10.1995	Turquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.10.1998
Ukraine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Uruguay <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.07.1987
Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.06.2003	Yémen <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.2000	Zambie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.02.1976
Zimbabwe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.06.2000				

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

37 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	27.06.1990
Croatie	8.10.1991	Danemark	6.06.1978	Egypte	25.03.1982
Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	4.05.1977
France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978	Irlande	4.04.1995
Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981	Japon	26.07.1977
Liban	23.02.2000	Luxembourg	8.04.2008	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	14.06.1977	Pérou	16.11.1976
Portugal	3.05.1999	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	Suisse	28.10.1976
République arabe syrienne	1.02.1979	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	31.07.1980
République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983				

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

34 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	9.05.1978	Kenya	9.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	4.12.1975
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	7.03.2003	République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	5.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	6.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	9.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	4.04.2003	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983
Zambie	4.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

65 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	3.05.1979
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.11.1981	République centrafricaine	5.06.2006
Chypre	28.06.1977	République de Corée	21.01.1994	Cuba	5.01.1978
Danemark	5.06.1981	Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Géorgie	22.06.1993
Grèce	17.10.1989	Guinée	5.06.1978	Guyana	10.01.1983
Hongrie	17.06.1976	République islamique d'Iran	19.03.2007	Iraq	26.07.1978
Irlande	22.06.1979	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Japon	10.06.1986	Jordanie	23.07.1979	Kenya	9.04.1979
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978
République de Moldova	19.12.2001	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	4.11.1977
Niger	28.01.1993	Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979
Pologne	10.10.1979	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977
Fédération de Russie	3.05.1979	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993
Ukraine	3.05.1979	République bolivarienne du Venezuela	8.10.1984		

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bénin	11.06.1980
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	9.12.1977	Cameroun	4.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	5.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	9.04.1979	Monténégro	3.06.2006
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	8.11.1983	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

123 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999	Algérie	12.07.1993
Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	13.04.1987
Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979	Autriche	2.03.1979
Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979	Bangladesh	17.04.1979
Barbade	6.04.1983	Bélarus	15.09.1993	Belgique	29.10.1982
Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001	Bosnie-Herzégovine	11.07.2006
Botswana	5.06.1997	Brésil	27.09.1994	Bulgarie	12.06.1998
Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	10.10.1997	République centrafricaine	5.06.2006
Chili	29.07.1992	Chine	2.11.1990	Chypre	28.06.1977
Colombie	9.11.1999	Congo	26.11.1999	République de Corée	15.11.1999

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Costa Rica	29.07.1981	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Danemark	6.06.1978
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.06.1999	Dominique	29.04.2002
Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979
Espagne	13.02.1984	Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988
Ex-République yougoslave de Macédoine	8.12.2005	Fidji	18.05.1998	Finlande	2.10.1978
France	8.06.1982	Gabon	6.12.1988	Grèce	28.08.1981
Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.06.1989	Guinée	16.10.1995
Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994	Inde	27.02.1978
Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978	Irlande	22.06.1979
Islande	30.06.1981	Italie	18.10.1979	Jamaïque	23.10.1996
Japon	14.06.2002	Jordanie	5.08.2003	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	12.01.2007	Koweït	15.08.2000
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002
Malawi	1.10.1986	Mali	23.01.2008	Maurice	14.06.1994
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995
Népal	21.03.1995	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	3.05.1994
Norvège	9.08.1977	Nouvelle-Zélande	5.06.1987	Ouganda	13.01.1994
Pakistan	25.10.1994	Pays-Bas	27.07.1978	Pérou	8.11.2004
Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	9.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sénégal	19.11.2004	Serbie	13.05.2005	Seychelles	28.10.2005
Sierra Leone	21.01.1985	Slovaquie	10.02.1997	Sri Lanka	17.03.1994
Suède	16.05.1977	Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	28.05.1985	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	7.06.1995	Turquie	12.07.1993	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	22.05.1987	République bolivarienne du Venezuela	17.06.1983	Viet Nam	9.06.2008
Yémen	15.06.2000	Zambie	4.12.1978	Zimbabwe	14.12.1989

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	9.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	2.10.1978
France	3.05.1978	Hongrie	8.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	7.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	6.10.1981		

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Allemagne <i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours calendaires</i>	14.11.2006	Brésil <i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	24.09.1998	Bulgarie <i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	12.06.2003
Cameroun <i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>	13.06.1978	Espagne <i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>	9.03.1979	Finlande <i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	15.01.1990

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

France	15.06.1978	Iraq	15.02.1985	Italie	28.07.1981
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Kenya	14.09.1990	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 3 jours par mois, soit 36 jours.</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Nicaragua	1.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980	Portugal	25.06.1984
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Suède	7.06.1978	Turquie	28.07.2005		
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>			

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

55 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Allemagne	14.07.1980
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	3.01.2001	Barbade	16.05.1994
Belgique	16.09.1982	Belize	15.07.2005	Brésil	17.01.1991
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Bulgarie	24.02.2003	Canada	25.05.1993	Chypre	19.09.1995
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Costa Rica	24.06.1981	Croatie	19.07.1996	Danemark	28.07.1980
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Dominique	6.01.2004	Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978
Estonie	1.12.2004	Etats-Unis	15.06.1988	Finlande	2.10.1978
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
France	2.05.1978	Ghana	10.05.2005	Grèce	18.09.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Hongrie	30.03.2005	Inde	26.09.1996	Iraq	15.02.1985
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Irlande	16.12.1992	Islande	11.05.1999	Israël	6.12.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983	Jordanie	1.04.2004
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	12.11.1998	Liban	6.12.1993
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Libéria	8.07.1981	Lituanie	14.07.2006	Luxembourg	15.02.1991
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Malte	10.01.2002	Maroc	15.06.1981	Norvège	24.01.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Pays-Bas	25.01.1979	Pérou	6.07.2004	Pologne	2.06.1995
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Portugal	2.05.1985	Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	28.11.1980
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Fédération de Russie	7.05.1991	Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.06.1999
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Suède	20.12.1978	Tadjikistan	26.11.1993	Trinité-et-Tobago	3.06.1999
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Ukraine	17.03.1994				

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adopté à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

22 ratifications

Albanie	12.12.2007	Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003
Belize	15.07.2005	Bulgarie	9.06.2005	Chypre	9.10.2006
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Danemark	10.07.2003	Estonie	1.12.2004	Finlande	4.07.2002
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Hongrie	30.03.2005
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Irlande	22.04.1999	Lettonie	15.12.2004	Lituanie	14.07.2006
Luxembourg	30.11.2005	Malte	10.01.2002	Norvège	27.04.2006
<i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	29.06.2001	Slovénie	21.07.2004
Suède	15.12.2000				

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	1.06.1994
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	8.01.1988
Egypte	4.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne	17.12.1980
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>					
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	8.06.1982
Hongrie	4.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	4.04.2005	Luxembourg	8.04.2008	Malte	9.06.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Monténégro	3.06.2006	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979
Pologne	2.12.2004	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	8.03.1979
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	5.09.1988	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

40 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Bélarus	3.05.1979
Belgique	29.03.1988	Congo	24.06.1986	Danemark	5.06.1981
Egypte	3.11.1982	Equateur	11.07.1978	Fidji	28.05.2008
Finlande	8.06.1979	France	10.09.1984	Ghana	27.05.1986
Grèce	17.03.1987	Guatemala	9.05.1995	Guinée	8.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	4.06.1980	Italie	28.02.1985
Jamaïque	4.06.1984	Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Lettonie	8.03.1993	Lituanie	12.06.2007	Luxembourg	8.04.2008
Malawi	1.10.1986	Malte	18.05.1990	Norvège	5.07.1989
Philippines	18.06.1979	Pologne	4.11.1980	Portugal	28.05.1985
Fédération de Russie	3.05.1979	Seychelles	12.10.1993	Slovénie	30.01.2003
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Ukraine	3.05.1979	Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

69 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Bélarus	15.09.1993	Belize	6.03.2000
Bénin	11.06.2001	Burkina Faso	3.04.1980	Cambodge	23.08.1999
République centrafricaine	5.06.2006	Chine	7.03.2002	Chypre	6.07.1981
Congo	24.06.1986	République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	25.09.1984
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	République dominicaine	15.06.1999
Dominique	26.07.2004	Egypte	5.12.1991	El Salvador	2.02.2001
Espagne	3.03.1982	Etats-Unis	3.03.1995	Finlande	25.02.1980
Gabon	11.10.1979	Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985
Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980
Israël	7.12.1979	Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984
Jordanie	10.07.2003	Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	8.03.1993	Liban	4.04.2005	Libéria	2.06.2003
Luxembourg	21.03.2001	Malawi	19.11.1999	Mali	23.01.2008
Maurice	5.04.2004	Mexique	10.02.1982	République de Moldova	10.11.2006
Namibie	28.06.1996	Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	8.08.1980
Portugal	9.01.1981	République démocratique du Congo	3.04.1987	Roumanie	4.11.2008
Royaume-Uni	19.03.1980	Fédération de Russie	2.07.1998	Saint-Marin	19.04.1988
Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979	Suisse	3.03.1981
Suriname	29.09.1981	République tchèque	9.10.2000	Trinité-et-Tobago	17.08.2007
Tunisie	23.05.1988	Ukraine	10.11.2004	Uruguay	19.06.1989
République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983	Zambie	19.08.1980	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

44 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	21.05.1991	Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997
Chili	17.07.2000	Chypre	6.07.1981	Colombie	8.12.2000
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	El Salvador	6.09.2006
Espagne	18.09.1984	Finlande	25.02.1980	Géorgie	10.10.2003
Ghana	27.05.1986	Grèce	29.07.1996	Guinée	8.06.1982
Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994	Italie	28.02.1985
Lettonie	27.01.1992	Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995
République de Moldova	4.04.2003	Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988
Pérou	27.10.1980	Pologne	26.07.1982	Portugal	9.01.1981
Royaume-Uni	19.03.1980	Saint-Marin	19.04.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979	Suisse	3.03.1981
Suriname	29.09.1981	Tchad	7.01.1998	Turquie	12.07.1993
Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980		

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	3.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	3.03.1982
Finlande	3.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	8.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	7.06.2000	Jamaïque	4.11.2005
Liban	6.09.2004	Mexique	10.02.1982	République de Moldova	22.01.2007
Norvège	5.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Fédération de Russie	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	7.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	4.05.1981	Turquie	17.03.2005
Ukraine	9.06.2008	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

38 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	29.03.1988	Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992
Chypre	16.01.1989	Colombie	8.12.2000	Espagne	11.09.1985
Finlande	9.02.1983	Gabon	6.12.1988	Grèce	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	Hongrie	4.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003
Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994	République de Moldova	14.02.1997
Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982	Ouganda	27.03.1990
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	22.12.1993	Roumanie	15.12.1992
Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Slovénie	2.02.2006	Suède	11.08.1982	Suisse	16.11.1983
Suriname	5.06.1996	République-Unie de Tanzanie	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	19.06.1989	Zambie	4.02.1986		

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

52 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	9.02.2004	Algérie	6.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.03.2004	Bélarus	30.05.2000
Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1992
Cap-Vert	9.08.2000	République centrafricaine	5.06.2006	Chine	25.01.2007
Chypre	16.01.1989	République de Corée	20.02.2008	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1982	Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	Finlande	24.04.1985	Hongrie	4.01.1994
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Irlande	4.04.1995	Islande	21.06.1991	Kazakhstan	30.07.1996
Lesotho	1.11.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Mexique	1.02.1984	République de Moldova	28.04.2000	Mongolie	3.02.1998
Monténégro	3.06.2006	Nigéria	3.05.1994	Norvège	22.06.1982
Nouvelle-Zélande	12.06.2007	Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985
Fédération de Russie	2.07.1998	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	11.08.1982	République tchèque	1.01.1993	Turquie	22.04.2005
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Uruguay	5.09.1988	République bolivarienne du Venezuela	25.06.1984	Viet Nam	3.10.1994
Zimbabwe	9.04.2003				

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adopté à la 90e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

5 ratifications

Albanie	9.02.2004	El Salvador	22.07.2004	Finlande	9.12.2003
Luxembourg	8.04.2008	Suède	15.06.2007		

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

40 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Belize	22.06.1999	Bolivie	1.09.1998	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	3.04.2006	Chili	14.10.1994	République de Corée	29.03.2001
Croatie	8.10.1991	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	9.02.1983
France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988	Guatemala	6.01.1994
Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000	Japon	9.06.1995
Lituanie	6.05.2004	Maurice	5.04.2004	Monténégro	3.06.2006
Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982	Paraguay	21.12.2007
Pays-Bas	24.03.1988	Pérou	16.06.1986	Portugal	2.05.1985
Fédération de Russie	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989	République bolivarienne du Venezuela	27.11.1984
Yémen	13.03.1989				

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	Kirghizistan	10.09.2008	Philippines	26.04.1994
Suède	18.04.1984				

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

35 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Cameroun	13.05.1988	République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	5.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	6.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	1.10.1986	Maroc	7.10.1993	République de Moldova	14.02.1997
Monténégro	3.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	5.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Portugal	27.11.1995
République démocratique du Congo	3.04.1987	Sainte-Lucie	6.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983	Turquie	4.01.1995
Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	6.05.1985	Yémen	13.03.1989
Zambie	9.02.1990				

Dénunciation

Brésil 5.01.1995
Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

80 ratifications

Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987	Australie	7.08.1990
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	2.02.1999	Bolivie	19.12.1996
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	26.05.1989
Chili	14.10.1994	Chine	2.02.1988	Chypre	13.04.1987
Colombie	7.12.1989	République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	23.07.1991
Côte d'Ivoire	22.10.1999	Croatie	8.10.1991	Cuba	3.10.1996
Danemark	1.04.1985	République dominicaine	20.06.1994	Egypte	3.08.1988
El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988	Espagne	2.08.1990
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	1.12.2004
Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989	Grèce	31.07.1985
Guatemala	5.04.1994	Guinée	16.10.1995	Hongrie	20.06.1984
Irlande	6.06.1986	Islande	22.06.1990	Italie	7.06.2000
Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	3.06.1998	Malawi	1.10.1986
Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988	Maurice	9.06.2004
Mexique	5.04.2001	Mongolie	3.02.1998	Monténégro	3.06.2006
Norvège	13.08.1984	Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994
Panama	28.01.1994	Paraguay	2.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988
Pérou	16.06.1986	Philippines	23.08.1991	Pologne	2.12.2004
Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	12.06.1984	Suisse	20.06.1985
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	11.10.2007
Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Tunisie	5.09.1989	Turquie	26.06.2000
Ukraine	15.05.2003	Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991
Zambie	5.01.1989	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

46 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Autriche	3.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	12.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Bénin	6.04.2000	Bolivie	14.11.1990	Brésil	2.07.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	1.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
El Salvador	24.04.1987	Espagne	3.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Finlande	27.04.1987	Grèce	17.03.1993	Guatemala	7.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Inde	1.04.1992	Irlande	27.10.1995	Italie	8.11.1989
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	10.06.1994	Lituanie	10.06.1999
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Maurice	14.06.1994	Mexique	18.04.1988	Norvège	6.08.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Nouvelle-Zélande	6.11.2001	Panama	3.04.1996	Pays-Bas	5.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Pologne	24.04.1991	Portugal	8.12.1993	Royaume-Uni	27.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Fédération de Russie	27.08.1990	Saint-Marin	1.07.1988	Slovaquie	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Sri Lanka	1.04.1993	Suède	22.09.1986	Suisse	7.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Swaziland	22.09.1992	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Ukraine	15.08.1991				
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

27 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Bénin	10.11.1998
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	25.08.1997
Chili	30.09.1999	Colombie	25.01.2001	Croatie	8.10.1991

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	27.04.1987	Guatemala	18.04.1989
Hongrie	24.02.1988	Luxembourg	8.04.2008	Mexique	17.02.1987
Monténégro	3.06.2006	Pologne	15.09.2004	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	1.07.1986	République tchèque	1.01.1993
Turquie	22.04.2005	Uruguay	5.09.1988	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

32 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Belgique	11.10.1996	Bolivie	11.06.1990
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Cameroun	20.02.1989
Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994	Chypre	7.08.1992
Colombie	25.01.2001	République de Corée	4.04.2007	Croatie	8.10.1991
Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990	Espagne	2.08.1990
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988	Guatemala	18.04.1989
Japon	11.08.2005	Luxembourg	8.04.2008	Monténégro	3.06.2006
Norvège	4.02.1992	Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	4.09.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	2.09.1987	Suisse	16.06.1992
Uruguay	6.09.1995	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.10.1990

17 ratifications

Brésil	4.03.1997	Bulgarie	1.03.2004	Danemark	16.09.1993
Espagne	3.10.1989	Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004
Géorgie	22.06.2004	Guatemala	3.11.2008	Hongrie	14.03.1989
Mexique	5.10.1990	Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002
Fédération de Russie	18.10.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
Suisse	15.11.1989	République tchèque	1.01.1993		

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

14 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	3.07.1990	Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004
Hongrie	14.03.1989	Italie	7.11.2002	Mexique	5.10.1990
Norvège	11.06.1999	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
République tchèque	1.01.1993	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.07.1992

3 ratifications

Espagne	2.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	9.11.2004
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>					
		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>			
		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a), b), d), e), h) et i).</i>			

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.07.1991

13 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Brésil	4.03.1997
Bulgarie	30.07.2003	Egypte	28.05.2004	Espagne	3.07.1990
France	27.04.2004	Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989
Luxembourg	15.02.1991	Mexique	5.10.1990	Roumanie	11.10.2000
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

23 ratifications

Algérie	6.06.2006	Allemagne	18.11.1993	Bélarus	21.11.2001
Brésil	19.05.2006	Chine	7.03.2002	Colombie	6.09.1994
Danemark	10.07.1995	République dominicaine	4.06.1998	Finlande	23.01.1997
Guatemala	7.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Kazakhstan	18.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	5.10.1990	Norvège	24.06.1991
Panama	31.01.2008	Slovaquie	1.01.1993	Suède	7.10.1991
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	25.05.2005		

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

7 ratifications

Albanie	4.08.2006	Brésil	24.03.1993	Finlande	19.12.1990
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992	Suède	18.12.1990
Suisse	17.10.1990				

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.09.1991

20 ratifications

Argentine	3.07.2000	Bolivie	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
Chili	15.09.2008	Colombie	7.08.1991	Costa Rica	2.04.1993
Danemark	22.02.1996	Dominique	25.06.2002	Equateur	15.05.1998
Espagne	15.02.2007	Fidji	3.03.1998	Guatemala	5.06.1996
Honduras	28.03.1995	Mexique	5.09.1990	Népal	14.09.2007
Norvège	19.06.1990	Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	2.02.1998
Pérou	2.02.1994	République bolivarienne du Venezuela	22.05.2002		

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.11.1993

17 ratifications

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	6.09.1994	République de Corée	11.04.2003
République dominicaine	3.01.2006	Italie	3.07.2002	Liban	26.04.2006
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993
Pologne	19.05.2005	Suède	4.11.1992	République arabe syrienne	14.06.2006
République-Unie de Tanzanie	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.01.1995

11 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	4.01.1994	République dominicaine	3.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	10.11.2008	Portugal	27.11.1995
Slovaquie	11.02.2002	République tchèque	6.08.1996		

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.07.1994

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	2.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	République dominicaine	4.06.1998	Espagne	7.07.1993
Fidji	28.05.2008	Guyana	20.08.1996	Iraq	9.07.2001
Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	6.03.2003
Mexique	7.06.1993	Suisse	15.02.1994	Uruguay	6.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.06.1995

19 ratifications

Albanie	3.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	8.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	5.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	3.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	8.05.2001
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Suisse	16.06.1995	Tchad	15.12.2000	Ukraine	1.03.2006
<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Zambie	25.05.1998				
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.01.1997

13 ratifications

Albanie	3.03.2003	Arabie saoudite	8.10.2001	Arménie	3.01.1996
Belgique	9.06.2004	Brésil	2.08.2001	Colombie	9.12.1997
Estonie	13.09.2000	Inde	6.06.2008	Liban	4.04.2005
Luxembourg	8.04.2008	Pays-Bas	25.03.1997	Suède	21.12.1994
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

11 ratifications

Albanie	3.03.2003	Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999
Guyana	3.09.1997	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	5.02.2001	Portugal	2.06.2006
Slovénie	8.05.2001	Suède	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.06.1998

23 ratifications

Afrique du Sud	9.06.2000	Albanie	3.03.2003	Allemagne	6.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.05.2006	Espagne	22.05.1997	Etats-Unis	9.02.2001
Finlande	9.06.1997	Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000
Luxembourg	8.04.2008	Norvège	11.06.1999	Pérou	19.06.2008
Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001	Portugal	25.03.2002
Slovaquie	3.06.1998	Suède	9.06.1997	République tchèque	9.10.2000
Zambie	4.01.1999	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

5 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Finlande	17.06.1998
Irlande	22.04.1999	Pays-Bas	31.10.2002		

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

15 ratifications

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Bulgarie	9.06.2005
Fidji	28.05.2008	Finlande	24.02.1999	France	27.04.2004
Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	1.12.2000
Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999	Pérou	4.10.2006
Pologne	9.08.2002	Royaume-Uni	2.07.2003	Suède	15.12.2000

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	1.12.2000
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Fédération de Russie	27.08.2001				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.08.2002

21 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
Danemark	10.07.2003	Espagne	7.01.2004	Finlande	4.07.2002
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
Lettonie	13.01.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Maroc	1.12.2000	Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001	Saint-Vincent-et-les Grenadines	8.02.2002
Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

21 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	6.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999	Ethiopie	24.03.1999
Finlande	25.05.1999	Géorgie	27.08.2002	Hongrie	19.09.2003
Italie	1.02.2000	Japon	28.07.1999	Lituanie	19.03.2004
Maroc	10.05.1999	République de Moldova	19.12.2001	Panama	10.08.1999
Pays-Bas	15.09.1999	Pologne	15.09.2008	Portugal	25.03.2002
Suriname	12.04.2006	République tchèque	9.10.2000	Uruguay	14.06.2004

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

168 ratifications

Afrique du Sud	7.06.2000	Albanie	2.08.2001	Algérie	9.02.2001
Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arabie saoudite	8.10.2001	Argentine	5.02.2001	Arménie	2.01.2006
Australie	19.12.2006	Autriche	4.12.2001	Azerbaïdjan	30.03.2004
Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001	Bangladesh	12.03.2001
Barbade	23.10.2000	Bélarus	31.10.2000	Belgique	8.05.2002
Belize	6.03.2000	Bénin	6.11.2001	Bolivie	6.06.2003
Bosnie-Herzégovine	5.10.2001	Botswana	3.01.2000	Brésil	2.02.2000
Brunéi Darussalam	9.06.2008	Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001
Burundi	11.06.2002	Cambodge	14.03.2006	Cameroun	5.06.2002
Canada	6.06.2000	Cap-Vert	23.10.2001	République centrafricaine	28.06.2000
Chili	17.07.2000	Chine	8.08.2002	Chypre	27.11.2000
Colombie	28.01.2005	Comores	17.03.2004	Congo	23.08.2002
République de Corée	29.03.2001	Costa Rica	10.09.2001	Côte d'Ivoire	7.02.2003
Croatie	17.07.2001	Danemark	14.08.2000	Djibouti	28.02.2005
République dominicaine	15.11.2000	Dominique	4.01.2001	Egypte	6.05.2002
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	28.06.2001	Equateur	19.09.2000
Espagne	2.04.2001	Estonie	24.09.2001	Etats-Unis	2.12.1999
Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002	Fidji	17.04.2002
Finlande	17.01.2000	France	11.09.2001	Gabon	28.03.2001
Gambie	3.07.2001	Géorgie	24.07.2002	Ghana	13.06.2000
Grèce	6.11.2001	Grenade	14.05.2003	Guatemala	11.10.2001
Guinée	6.06.2003	Guinée-Bissau	26.08.2008	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	15.01.2001	Haïti	19.07.2007	Honduras	25.10.2001
Hongrie	20.04.2000	Indonésie	28.03.2000	République islamique d'Iran	8.05.2002
Iraq	9.07.2001	Irlande	20.12.1999	Islande	29.05.2000
Israël	15.03.2005	Italie	7.06.2000	Jamaïque	13.10.2003
Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000	Kazakhstan	26.02.2003
Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	10.05.2004	Koweït	15.08.2000
République démocratique populaire lao	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	2.06.2006
Liban	11.09.2001	Libéria	2.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000
Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	4.10.2001
Malaisie	10.11.2000	Malawi	19.11.1999	Mali	14.07.2000
Malte	15.06.2001	Maroc	26.01.2001	Maurice	8.06.2000
Mauritanie	3.12.2001	Mexique	30.06.2000	République de Moldova	14.06.2002
Mongolie	26.02.2001	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	16.06.2003

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002	Nicaragua	6.11.2000
Niger	23.10.2000	Nigéria	2.10.2002	Norvège	21.12.2000
Nouvelle-Zélande	14.06.2001	Oman	11.06.2001	Ouganda	21.06.2001
Ouzbékistan	24.06.2008	Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	7.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002
Pérou	10.01.2002	Philippines	28.11.2000	Pologne	9.08.2002
Portugal	15.06.2000	Qatar	30.05.2000	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	13.12.2000	Royaume-Uni	22.03.2000	Fédération de Russie	25.03.2003
Rwanda	23.05.2000	Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000
Saint-Marin	15.03.2000	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	1.06.2000	Serbie	10.07.2003
Seychelles	28.09.1999	Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999
Slovénie	8.05.2001	Soudan	7.03.2003	Sri Lanka	1.03.2001
Suède	13.06.2001	Suisse	28.06.2000	Suriname	12.04.2006
Swaziland	23.10.2002	République arabe syrienne	22.05.2003	Tadjikistan	8.06.2005
République-Unie de Tanzanie	12.09.2001	Tchad	6.11.2000	République tchèque	19.06.2001
Thaïlande	16.02.2001	Togo	19.09.2000	Trinité-et-Tobago	23.04.2003
Tunisie	28.02.2000	Turquie	2.08.2001	Ukraine	14.12.2000
Uruguay	3.08.2001	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	26.10.2005
Viet Nam	19.12.2000	Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001
Zimbabwe	11.12.2000				

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.02.2002

15 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004	Bélarus	10.02.2004
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>	
Belize	9.11.2005	Bulgarie	6.12.2001	Chypre	12.01.2005
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Cuba	1.06.2004	Hongrie	4.11.2003	Italie	7.02.2001
<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>	
Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	8.04.2008	Mali	5.06.2008
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>	
République de Moldova	28.08.2006	Roumanie	23.10.2002	Slovaquie	12.12.2000
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>	

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

10 ratifications

Argentine	26.06.2006	Fidji	28.05.2008	Finlande	21.02.2003
Kirghizistan	10.05.2004	Luxembourg	8.04.2008	République de Moldova	20.09.2002
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Slovaquie	14.06.2002	Suède	9.06.2004
Uruguay	25.05.2005				

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

14 ratifications

Albanie	11.10.2007
----------------	------------

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006	République de Corée	4.04.2007
<i>Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.</i>					
France	27.04.2004	Hongrie	30.03.2005	Indonésie	16.07.2008
Jordanie	9.08.2004	Madagascar	6.06.2007	République de Moldova	28.08.2006
Nigéria	19.08.2004	Pakistan	21.12.2006	Vanuatu	28.07.2006
Yémen	6.10.2008				

Application provisoire (article 9)

Lituanie 14.08.2006

Convention du travail maritime, 2006

Adoptée à la 94e session de la CIT

Pas en vigueur

3 ratifications

Bahamas	11.02.2008	Iles Marshall	25.09.2007	Libéria	7.06.2006
----------------	------------	----------------------	------------	----------------	-----------

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009

7 ratifications

République de Corée	20.02.2008	Cuba	5.08.2008	Finlande	26.06.2008
Japon	24.07.2007	Royaume-Uni	29.05.2008	Suède	10.07.2008
République tchèque	13.10.2008				

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96e session de la CIT

Pas en vigueur

Troisième partie

Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux*.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, prioritaires ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2008. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2008 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalle régulier, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

La section relative aux observations des organisations d'employeurs et de travailleurs indique pour quelles conventions des commentaires ont été reçus de la part de ces organisations. L'article 23 de la Constitution prévoit que chaque Membre doit communiquer aux organisations d'employeurs et de travailleurs copie des informations et rapports transmis en application des articles 19 et 22.

La section relative aux commentaires de la commission d'experts indique les commentaires formulés par la commission pour le pays donné au cours de sa session de 2008. Elle énumère les «observations» qui sont publiées dans le rapport de la commission d'experts, ainsi que les «demandes directes» qui sont directement communiquées aux gouvernements concernés et accessibles ultérieurement par l'intermédiaire de la base de données APPLIS sur l'application des normes internationales du travail. Une nouvelle section a été ajoutée cette année concernant les cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi que les cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale. La liste ne comprend pas les commentaires formulés par la commission d'experts au cours de ses sessions précédentes pour lesquels une action du gouvernement demeure requise.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre

* A la suite de la discussion qui a eu lieu sur cette partie du rapport au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence, le Bureau étudie la manière la plus appropriée d'y ajouter progressivement des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NATLEX: http://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.home?p_lang=fr

parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

Afghanistan

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

100, 105, 111

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 13, 14, 41, 45, 95, 106, 137, 139, 140, 141, 142

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 13, 14, 41, 106, 111, 139, 140, 142

· 1 rapport non reçu: Convention no° 105

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 105, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 13, 14, 41, 105, 106

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987

C111 1999*, 2000*

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Afrique du Sud

20 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1919 à 1966 et depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 42, 45, 63, 80, 89, 116, 155, 176

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144

· 1 rapport non reçu: Convention no° 89

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos. 89, 98, 105, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 68, 74, 81-92, 94-95	-

Albanie

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre de 1920 à 1967 et depuis 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 16, 26, 52, 77, 78, 95, 97, 102, 131, 135, 141, 143, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 168, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 183, 185

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 29, 52, 81, (102), 138, (143), (168), (171), (173), 175, 177, 178, 182, 183

· 1 rapport non reçu: Convention no° 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|-----|
| • Confédération des syndicats d'Albanie (CTUA) | 183 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 182 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 182

Demandes directes pour les conventions nos. 16, 52, 81, 97, 100, 105, 111, 138, 143, 175, 178, 182, 183

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-49, 79-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; P147; R186), 85, 87-88, 90(P155), 91	78, 82(P081), 84(C179; C180; R185; R187), 86, 89, 90(R193; R194), 92, 94, 95

Algérie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 24, 32, 42, 44, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 88, 89, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 119, 120, 127, 135, 142, 147, 150, 155, 167, 181

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 17, 24, 29, 32, 42, 44, 81, 89, 101, 105, 122, (135), 138, 142, (147), (155), (167), (181), 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 42, 81, 89, 120, 122, 138, 142

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 81, 101, 155, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987

C127 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Allemagne

72 conventions en vigueur (sur 82 ratifiées)

Membre de 1919 à 1935 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 53, 56, 73, 88, 92, 97, 99, 102, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 121, 125, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 146, 147, 148, 150, 152, 159, 160, 161, 162, 164, 166, 167, 170, 172, 176, 180

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 29, 81, 105, 129, 132, 138, 140, 142, (146), (166), (172), (180), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération allemande des syndicats (DGB)

138

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 122

Demandes directes pour les conventions nos. 97, 111, 138, 146, 166, 180, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C087 1985, 1994

C111 1988

C122 1985

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56, 58-72, 74-76, 77(C170; R177), 78-92, 94-95	77(C171; P089; R178)

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, **106**, 107, 108

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 12 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 17, 27, 29, 88, 89, 105, 106, 111, 138, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 107

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Union nationale des travailleurs angolais (UNTA)

1, 14, 81, 89, 106, 107, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 17, 81, 88, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 27, 29, 81, 89, 105, 106, 107, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-78, 79(C173), 80-81, 82(C176; R183), 83-85, 87-90	79(R180), 82(P081), 86, 91, 92, 94, 95

Antigua-et-Barbuda

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, **14**, 17, 19, **94**, 101, 108, **131**, **135**, **142**, **150**, **151**, **154**, **155**, 158, **161**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 24 rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 17, 19, 29, 81, 87, 94, 98, (100), 101, 105, 111, (122), (131), (135), 138, (142), (144), (150), (151), (154), (155), (158)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. (161), (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 17, 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 12, 14, 29, 81, 94, 101, 111, 122, 131, 135, 144, 151, 154, 155, 158

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Arabie saoudite

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, **14**, 30, 45, 89, 90, **106**, 123, **174**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 89, 100, 106, 111

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 89, 100

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C100 1994

C111 1993, 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-92, 94-95	-

Argentine

65 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 45, 50, 52, 53, 58, 68, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 95, 96, 115, 124, 135, 139, 142, 150, 151, 154, 156, 159, 169, 177, 184

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 26, 29, 30, 52, 81, 95, 105, 129, (135), 138, 142, 169, (177), 182, (184)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Centrale des travailleurs argentins (CTA) 3, 26, 87, 95, 98, 111
- Union des travailleurs de l'enseignement de Rio Negro 169

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 95, 100, 111, 129, 138, 169

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 52, 81, 100, 111, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995

C087 1998, 2005, 2007

C095 1996

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2606, 2614, 2623, 2641, 2647, 2651, 2659, 2660, 2666, 2670, 2691

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95

Arménie

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 17, 18, 26, 94, 95, 97, 131, 132, 135, 143, 150, 151, 154, 160, 173, 174, 176

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos (111), (176)

· 14 rapports non reçus: Conventions nos. (14), (26), 29, 81, (87), (97), 105, (132), (138), (143), (150), (160), (173), (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos. 17, 18, 29, 81, 94, 105, 111, 131, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-95	82(P081), 90(P155)

Australie

47 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 47, 58, 69, 73, 80, 88, 92, 99, 112, 116, 123, **131**, 133, **135**, 137, **142**, **150**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **166**, 173

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 47, 81, 87, 98, 105, 142, (182)

Ile Norfolk

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 47, 105, 131, 142

5 rapports demandés

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Conseil australien des syndicats (ACTU)

87, 98
29, 47, 81, 87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 42, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 98

Ile Norfolk

Demande directe pour la convention n° 42

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004

C087 2006

C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Autriche

43 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 42, 80, 88, **94, 95**, 99, 101, **102**, 116, **124, 128, 135, 141, 142, 160, 172, 173, 176, 183**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 101, 105, 138, 142, 172, 182, 183

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Chambre fédérale du travail (BAK)

29, 81, 138, 172

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 102, 122, 128, 182

Demande directe sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95

Azerbaïdjan

54 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, **14**, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77, 78**, 79, 88, 90, 92, **95**, 103, **106**, 113, **115**, 116, 119, **120, 124, 126, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 154, 159, 160, 185**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 47, 52, 81, 103, 105, 106, 129, 138, 140, 142, 149, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 100, 111, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 52, 81, 100, 103, 106, 111, 122, 129, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80-82, 85-87, 91-92	79(R180), 83, 84, 88, 89, 90, 94, 95

Bahamas

31 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 17, 19, 22, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 97, 103, 117, 147, 185

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 14, 26, 29, 81, 103, 105, 117, 138, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 12

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 17, 103, 105

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 17, 26, 81, 94, 103, 117, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1988

C081 1988

C105 1988

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-84, 87, 91, 94	85, 86, 88, 89, 90, 92, 95

Bahreïn

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 89, 159

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 89, 105, 111, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observation pour la convention n° 111

Demandes directes pour les conventions nos. 89, 111, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Bangladesh

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, **14**, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, **106**, 107, 116, **118**, **149**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 81, 89, 105, 106, 107, 149, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 87

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Congrès des syndicats libres du Bangladesh

87

81

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 87, 100, 105, 111, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 18, 19, 32, 89, 100, 105, 106, 111, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998

C087 1995, 1997, 1999, 2008

C098 1987, 1994, 2004, 2006

C107 1985, 1986, 1987, 1989

C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2006

C107 1986, 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-76, 77(C171; R178), 78, 80, 84(C178; C180; P147), 85(C181), 87	77(C170; P089; R177), 79, 81, 82, 83, 84(C179; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Barbade

36 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 22, 26, 42, 50, 63, 65, 74, 86, 90, **94, 95, 97**, 101, **102**, 108, **115, 118, 128, 135, 147, 172**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 11, 26, 29, 81, 87, 90, 94, 95

· 19 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 17, 19, 42, 97, 98, 100, 101, 102, 105, 111, 118, 122, 128, 138, 144, 147, 172, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Congrès des syndicats et des associations de personnel de la Barbade (CTUSAB) 26, 81, 87, 94, 97, 98, 111, 144

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 97, 98, 118, 122, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 94, 97, 100, 102, 105, 111, 128, 138, 147, 172, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-92, 95	94

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 16, 26, 27, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 88, 90, 95, 106, 108, 115, 116, 119, 120, 124, 142, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 167, 183

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 47, 52, 81, 87, 105, 106, 138, 142, 149, 182, 183

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 52, 100, 105, 106, 111, 122, 138, 182, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002*, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008

C098 2006

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007

C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Belgique

75 conventions en vigueur (sur 95 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 80, 82, 84, 85, 88, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 107, 113, 114, 115, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 151, 154, 162, 171, 174, 180, 181

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 81, 82, 105, 107, 129, 132, 138, 140, 149, 171, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 111

Demandes directes pour les conventions nos. 82, 97, 100, 107, 111, 122, 138, 181, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94	95

Belize

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 42, 55, 58, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 115, 133, 134, 135, 140, 141, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 183

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 81, 94, 95, 138, 141, 144, 154

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 29, 89, 97, 98, 100, 101, 105, 111, 115, 140, 150, 151, 155, 156, 182, 183

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 98, 105, 115, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 55, 81, 89, 92, 94, 95, 97, 100, 105, 111, 133, 134, 138, 140, 141, 150, 151, 154, 155, 156, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 84(P147), 87-88	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Bénin

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 95, 135, 143, 150, 160, 161

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 41, 81, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Centrale des syndicats unis du Bénin (CSUB)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 41, 143

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 138, 143, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Bolivie

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 17, 19, 20, 26, 30, 45, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 96, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 136, 156, 159, 160, 162, 169

36 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 19, (29), 87, 98, 100, 102, 105, 111, 118, 121, 128, 138, 169, 182

· 22 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 20, 30, 77, 78, 81, 89, 90, 95, 96, 103, 106, 117, 122, 123, 124, 129, 130, 131, 136, 156

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 1, 14, 20, 30, 77, 78, 81, 87, 89, 95, 96, 98, 103, 106, 122, 129, 130, 131, 136, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 19, 29, 95, 103, 106, 117, 124, 138, 156, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1992

C077 2004

C081 1990, 1992

C087 1993, 1995, 1997, 1998

C107 1988

C122 1992

C129 1992

C131 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2650

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 80(C174), 81(C175), 82(C176), 83(C177), 84(C178; C179; C180), 85(C181), 87, 88(C183), 89(C184), 91	80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83(R184), 84(P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95

Bosnie-Herzégovine

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, **97**, **102**, 103, **106**, 113, 114, 116, 119, **121**, 126, **131**, 132, **135**, 136, **139**, **140**, **142**, **143**, **148**, **155**, **156**, 158, **159**, **161**, **162**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 14, 29, 81, 89, 103, 105, 106, 129, 132, 138, 140, 142, (144), 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 14, 106, 122, 132

Demandes directes pour les conventions nos. 9, 14, 16, 22, 23, 27, 29, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 89, 91, 92, 97, 100, 103, 105, 106, 111, 114, 129, 132, 138, 143, 144, 155, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005*, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Botswana

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, **95**, **151**, **173**, **176**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 14, 19, 29, 98, 105, 111, 138, 144, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 105, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72, 74-87, 95	88, 89, 90, 91, 92, 94

Brésil

78 conventions en vigueur (sur 93 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 12, **14**, 16, 19, 21, 22, 26, 42, 45, 53, 80, 88, 89, 92, **94, 95, 97**, 99, 103, 104, **106**, 108, 113, **115**, 116, 117, **118**, 119, **120, 124**, 125, 126, 127, **131**, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 152, 154**, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 176, 178

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 24 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 89, 100, 103, 105, 106, 117, 122, 132, 136, 138, 139, 148, 155, 160, (167), 168, 169, 170, 171, (176), 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 140, 142

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Centrale unique des travailleurs (CUT) 29, 81, 105, 106, 155, 167, 169
- Syndicat des légistes de l'état de São Paulo (SINDCRESP) 155
- Syndicat des travailleurs de l'université fédérale de Santa Catarina (SINTUFSC) 169
- Syndicat des travailleurs des industries de l'énergie électrique du Noroeste Fluminense (STIEENNF) 98
- Syndicat des travailleurs et travailleuses ruraux de l'Alcantara (STTR) et Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'agriculture familiale de l'Alcantara (SINTRAF) 162, 169

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 94, 106, 111, 122, 169

Demandes directes pour les conventions nos. 42, 89, 97, 100, 106, 111, 140, 142

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1989, 1990, 1991, 1992

C029 1992, 1993, 1996, 1997

C094 1990

C098 1989, 1991, 1998

C105 1993, 1996

C107 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999

C111 1993, 1994, 1995, 2000

C122 1988

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2470, 2588, 2635, 2636, 2646, 2656

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 51(C127; R128; R129; R130; R131), 53(R133; R134), 54-56, 58-62, 63(C148; R156; R157), 64(C151; R158; R159), 65-66, 67(C154; C155; R163; R164; R165), 68(C158; P110; R166), 69-72, 74-77, 80, 82(C176; R183), 84(C178; R185), 87, 89, 91	51(C128), 52, 53(C129; C130), 63(C149), 64(C150), 67(C156), 68(C157), 78, 79, 81, 82(P081), 83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 92, 94, 95

Brunéi Darussalam

1 convention ratifiée et en vigueur

Membre depuis 2007

Conventions fondamentales

182

Bulgarie

79 conventions en vigueur (sur 97 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 94, 95, 102, 106, 108, 113, 116, 120, 124, 127, 146, 147, 156, 163, 164, 166, 173, 178, 179, 180, 181, 183

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 29, 30, 52, 81, 94, 105, 106, 138, (156), 182, 183

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie

182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 106, 111, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 17, 29, 32, 44, 52, 81, 100, 105, 106, 111, 164, 178, 181, 182, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

C111 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Burkina Faso

35 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, **14**, 17, 18, 19, 26, 41, **95, 97**, 116, **131**, 132, **135, 141, 143, 150, 159, 161, 170, 173**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 81, 98, 105, 129, 132, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 3, 18, 98, 129, 143, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 81, 97, 105, 132, 138, 143, 170, 173, 182

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 1986, 1991

C098 1986

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 42, 50, 52, 62, 64, 89, 90, **94**, 101, **135**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 14, 29, 52, 81, 89, 101, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) 29, 87, 98, 111, 135
- Confédération syndicale internationale (CSI) 100

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 94, 100, 111, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 17, 29, 42, 52, 89, 100, 101, 105, 111, 138, 182

Demande directe sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 95	94

Cambodge

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13, 150

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 4, 6, 13, 29, 87, 111, 122, 138, 150, (182)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|-------------|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • Syndicat libre des travailleurs du Royaume du Cambodge (FTUWKC) | 87, 98, 122 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 87

Demandes directes pour les conventions nos. 4, 6, 13, 87, 100, 105, 138, 182

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2318, 2655

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-54, 56, 58(C138; R146), 64(C150; R158), 87	55, 58(C137; R145), 59, 60, 61, 62, 63, 64(C151; R159), 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 26, 33, 45, 50, 64, 65, 77, 78, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 106, 108, 116, 123, 131, 132, 135, 143, 146, 158, 162

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 13 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 81, 89, 95, 105, 106, 122, 131, 132, 138, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération générale du travail - liberté du Cameroun - CGTL 3, 29, 81, 95, 131, 138, 182
- Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC) 81, 87, 98, 106, 122, 135, 158

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 94, 95, 132, 138, 143, 158, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 14, 89, 97, 106, 131, 143

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C078 1995

C087 1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003

C098 1994

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1999, 2000, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2476

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-68, 72, 74, 87	69, 70, 71, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Canada

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 7, 8, **14**, 15, 16, 22, 26, 27, 32, 58, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 108, 116, **147**, **160**, **162**

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 105, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 100, 111, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1987, 1999, 2004

C122 1985, 1992

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2654

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 94	91, 92, 95

Cap-Vert

12 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, **118**, **155**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 17, 19, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 118, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 81, 98, 118

Demandes directes pour les conventions nos. 17, 19, 29, 87, 100, 111, 118, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République centrafricaine

42 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 4, 6, 11, 13, **14**, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 62, 67, 88, **94**, **95**, 99, 101, 104, 116, 117, **118**, 119, **120**, **131**, **142**, **150**, **155**, 158

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 6, 14, 29, 41, 52, 81, 94, 98, 101, 105, 117, (120), (122), (131), 138, (142), (144), (150), (155), (158), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 41, 52, 81, 94, 98, 105, 117, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 6, 14, 17, 29, 101, 105, 122, 131, 138, 142, 144, 155, 158, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1989, 1990

C041 1991

C052 1991, 1992

C081 1990

C087 1985, 1986, 1987, 1988, 1989

C095 2006

C098 1986

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990

C118 1991, 1992, 1993

C119 1989, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1988, 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74, 87	75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Chili

50 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 63, 80, 103, 115, 121, 127, 131, 135, 136, 140, 151, 156, 159, 161, 162, 169

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 20, 29, 30, 35, 103, 121, 138, 140, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 105, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Cercle des gendarmes retraités du Ñielol de Temuco, Chili (CFRG)

35

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 1, 30, 35, 111, 122, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 30, 100, 105, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985, 1987

C003 1989

C020 1988

C030 1985, 1987

C035 1987, 1992, 1993, 1995, 2001

C036 1987

C037 1987

C038 1987

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1992

C122 1985, 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2465, 2626, 2649, 2653, 2692

Commission d'enquête en 1974

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 45, 80, **150**, **155**, **159**, **167**, 170

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, (111), 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Fédération des syndicats de Chine (ACFTU)

111, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 122, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 19, 100, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis

31-56, 58-72, 74-92, 94-95

-

Région administrative spéciale de Hong-kong

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 22, 23, 32, 42, 50, 64, 65, 74, 90, 92, **97**, 101, 108, **115**, **124**, 133, **141**, **142**, **147**, **148**, **150**, **151**, 160

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 81, 97, 98, 101, 105, 138, 142, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 97, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 97, 105, 122, 138

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Région administrative spéciale de Macao

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 68, 69, 73, 74, 88, 92, 106, 108, 115, 120, 148, 150, 155, 167

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 81, 105, 106, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 111

Demandes directes pour les conventions nos. 17, 18, 19, 100, 111, 122, 138, 182

Chypre

51 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 16, 19, 23, 44, 45, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 102, 106, 114, 116, 119, 121, 123, 124, 128, 135, 141, 142, 143, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 159, 160, 162, 171, 172, 175, 183

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 97, 105, 106, 114, 138, 142, 143, 158, 171, 172, 175, 182, (183)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 105

Demandes directes pour les conventions nos. 97, 138, 143, 158, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C151 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 52, 80, 88, 95, 99, 101, 104, 106, 116, 136, 151, 154, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 174

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 4, 14, 17, 24, 25, 29, 30, 52, 81, 87, 101, 105, 106, 129, 138, 144, 169, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association nationale des techniciens en téléphonie et autres moyens de communications (ATELCA) 98, 154
- Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) 87, 98, 129, 144, 151, 154
- Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT) et Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) 87, 98
- Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT); Confédération générale du travail (CGT) et Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) 87, 98
- Confédération générale du travail (CGT) 1, 4, 17, 52, 81, 87, 98, 101, 129, 151, 154
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87
- Syndicat de travailleurs de l'entreprise Administradora de Seguridad Limitada (SINTRACONSEGURIDAD) 95
- Union des travailleurs de l'industrie du transport maritime et fluvial (UNIMAR) 87, 95, 98
- Union syndicale ouvrière de l'industrie pétrolière (USO) 169

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 17, 81, 87, 100, 106, 111, 129, 144, 169, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 4, 14, 24, 25, 30, 52, 81, 87, 101, 106, 129, 138, 169, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985, 1988, 1990

C009 1985

C017 1985, 1992

C022 1985

C087 1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008

C098 1991, 1992, 1994, 1996

C111 1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1989, 1990, 2001

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 1787, 2355, 2356, 2362, 2434, 2498, 2522, 2560, 2565, 2595, 2600, 2612, 2617, 2643, 2644, 2657, 2658, 2662, 2668, 2676

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74, 75(C167; R175; R176), 76-78, 79(R180), 80, 81(C175), 87, 88(C183), 89(C184)	75(C168), 79(C173), 81(R182), 82, 83, 84, 85, 86, 88(R191), 89(R192), 90, 91, 92, 94, 95

Comores

29 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, 12, 13, **14**, 17, 18, 19, 26, 42, 52, **77**, **78**, 89, **95**, 99, 101, **106**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 1, 26, 81, 101, 122

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 12, 14, 29, 52, 87, 89, 105, 106, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 52, 81, 99, 122

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 101, 105, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2619

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Congo

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 13, 14, 26, 89, 95, 119, 149, 150, 152

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 17 rapports reçus: Conventions nos 6, 11, 13, 26, 29, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 144, 152, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 89, 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 87, 95, 144, 152, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 29, 87, 89, 98, 100, 105, 111, 138, 149, 182

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53, 54(C131; C132), 55(C133; C134), 56, 58(C138; R146), 59, 60(C142; R150), 61, 63(C148; C149; R157), 64-66, 67(C154; C155; C156), 68(C158), 71(C160; C161), 75(C167; C168), 76, 87	54(R135; R136), 55(R137; R138; R139; R140; R141; R142), 58(C137; R145), 60(C141; C143; R149; R151), 62, 63(R156), 67(R163; R164; R165), 68(C157; P110; R166), 69, 70, 71(R170; R171), 72, 74, 75(R175; R176), 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République de Corée

24 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

19, 26, 53, 73, 88, 131, 135, 142, 150, 155, 156, 159, 160, 162, 170, 185, 187

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 100, 111, 122, 142, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération coréenne des syndicats (KCTU)

111

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 100, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 111, 131

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 1865, 2602, 2620

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	-

Costa Rica

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre de 1920 à 1927 et depuis 1944

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 14, 16, 26, 45, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 117, 120, 127, 130, 131, 134, 135, 137, 141, 145, 147, 148, 150, 159, 160, 169

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 81, 89, 98, 101, 102, 105, 106, 117, 129, 137, 138, 148, 169, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|--------------------|
| • Confédération des travailleurs Rerum Novarum (CTRN) | 1, 81, 87, 98, 129 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • Syndicat des employés du ministère des Finances (SINDHAC) | 102 |
| • Union costaricienne des chambres et associations d'entreprises privées (UCCAEP) | 87, 98 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 14, 89, 98, 106, 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 101, 117, 137, 148, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997

C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2518

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, 14, 18, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 110, 116, 133, 135, 136, 159

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 3, 14, 29, 41, 52, 81, 105, 110, 129, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 41, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 29, 52, 81, 110, 129, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C052 1992

C087 1995

C135 1995, 1998

C136 1994

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2633

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Croatie

56 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 90, 91, 92, **102**, 103, **106**, 113, 116, 119, **121**, 132, **135**, 136, **139**, **147**, **148**, **155**, **156**, **159**, **161**, **162**, **179**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 102, 105, 106, 129, 132, 138, 162, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 103

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 111, 162

Demandes directes pour les conventions nos. 12, 14, 24, 29, 100, 102, 106, 111, 138, 179, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1995

C102 1998

C162 2003, 2006, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85, 87	86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Cuba

74 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 45, 52, 53, 63, 67, **77**, **78**, 79, 80, 88, 90, 91, 92, **94**, **95**, 96, **97**, 99, 101, 104, **106**, 107, 108, **110**, 113, 116, **120**, **131**, **135**, 136, 137, **140**, **141**, **142**, **145**, **148**, **150**, **151**, **152**, **155**, **159**, **183**, **187**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 4, 14, 29, 30, 52, 81, 101, 105, 106, 107, 110, 138, 140, 142, 183

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Centrale des travailleurs de Cuba (CTC)

29, 105

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 30, 52, 101

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 4, 30, 81, 138

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1993

C087 1991, 1992, 1993, 2003

C111 1991, 1992, 1994, 1995, 1996

C122 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91, 95(C187; R197)	92, 94, 95(R198)

Danemark

62 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, **14**, 16, 18, 19, 21, 27, 42, 52, 53, 73, 80, 88, 92, **94, 102, 106**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, 126, **130**, 133, 134, **135, 139, 141, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 159, 160, 162, 163, 167, 169, 180**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 52, 81, 105, 106, 129, 138, 142, 152

· 5 rapports non reçus: Conventions nos. 27, 149, (162), 169, 182

Groenland

4 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 14, 29, 105, 106

Iles Féroé

15 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 5, 6, 11, 12, 14, 18, 19, 27, 29, 52, 87, 98, 105, 106, 126

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 81

Demandes directes pour les conventions nos. 27, 29, 94, 100, 111, 122, 138, 149, 169, 182

Groenland

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 19, 122

Iles Féroé

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 106

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986

C098 1985, 1986, 1989

C151 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 91, 94, 95, 96, 99, 101, 106, 108, 115, 120, 124, 125, 126

31 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 21 rapports reçus: Conventions nos 14, 19, 24, 26, 29, 37, 52, 81, 87, 88, 89, 99, 100, 105, (111), 122, 125, 126, (138), (144), (182)
- 10 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 38, 94, 95, 96, 101, 106, 115, 120, 124

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 19, 24, 26, 37, 81, 87, 88, 89, 94, 95, 96, 99, 100, 115, 120, 122

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 38, 52, 87, 100, 101, 106, 111, 125, 126, 138, 144, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2006

C087 1999°, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2450

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-65, 67, 71-72, 83, 87	66, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République dominicaine

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 19, 26, 45, 52, 77, 79, 80, 88, 90, 95, 104, 106, 107, 119, 150, 159, 167, 170, 171, 172

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 1, 29, 81, 105, 106, 138, 171, 172, 182

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 52, 107, 111, (170)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 111, 122, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 81, 105, 106, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010 1991

C081 1990

C087 1989, 1991

C095 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991

C098 1987, 1988, 1989, 1991

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992

C111 2004, 2008

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095 1987, 1988, 1989

C098 1987, 1988

C105 1987, 1988, 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Dominique

26 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 94, 95, 97, 108, 135, 147, 150, 169

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 12, 14, 19, 26, 29, 81, 95, 105, (135), 138, (144), (147), (150), (169), (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 26, 29, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 19, 29, 81, 95, 105

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 96, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 118, 131, 134, 135, 137, 139, 142, 145, 147, 148, 149, 150, 152, 159, 166

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 52, 81, 89, 101, 105, 106, 107, 129, 138, 142, 149, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 105, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 52, 81, 89, 101, 105, 106, 107, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2008

C098 1985

C111 1991, 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

El Salvador

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

12, 77, 78, 88, 99, 104, 107, 131, 135, 141, 142, 150, 151, 155, 156, 159, 160

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, (87), (98), 105, 107, 129, (135), 138, 142, (151), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 107, 111, 122, 129, 138, 142, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 87, 98, 100, 105, 107, 111, 135, 138, 151, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C111 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2557, 2571, 2615, 2629, 2630

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-61, 63(C149), 64, 67(C155; C156; R164; R165), 69(C159; R168), 71-72, 74-81, 87, 90(P155)	62, 63(C148; R156; R157), 65, 66, 67(C154; R163), 68, 69(R167), 70, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95

Emirats arabes unis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 89

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 4 rapports reçus: Conventions nos 1, 81, 89, 100

· 1 rapport non reçu: Convention no° 111

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 81

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 81, 89, 105, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003

C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92, 95	94

Equateur

55 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 24, 26, 45, 77, 78, 86, 88, 95, 97, 101, 102, 103, 104, 106, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 127, 128, 130, 131, 136, 139, 141, 142, 148, 149, 152, 153, 159, 162, 169

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 101, 103, 105, 106, 110, 117, 130, 138, 142, 149, 152, 153, 169, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 101, 103, 111, 122, 138, 142, 152, 153, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 88, 97, 100, 101, 103, 106, 111, 117, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C077 1985, 2005

C078 1985, 2005

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998

C098 1985, 1987, 1999

C103 1985, 1986, 1991

C105 1987, 1988, 1989, 1993

C153 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1987, 1988, 1989

C098 1987

C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2538, 2625, 2684

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(P155), 92, 94	89, 90(R193; R194), 91, 95

Erythrée

7 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 105, 138

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 105, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-95	-

Espagne

106 conventions en vigueur (sur 130 ratifiées)

Membre de 1919 à 1941 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 44, 53, 55, 62, 68, 69, 73, 74, **77, 78**, 79, 80, 88, 90, 92, **94, 95, 97**, 99, 101, **102**, 103, **106**, 108, 113, 114, **115**, 116, 117, 119, **120**, 123, **124**, 126, 127, **131**, 132, 134, **135**, 136, 137, **140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152**, 153, **154, 155**, **156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 169, 172, 173, 176, 180, 181**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 4, 14, 30, 87, 98, 100, 101, 103, 106, 111, 117, 122, 132, 140, 142, 144, 153, 172

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale de commissions ouvrières (CC.OO.) 87, 98, 111, 122, 172
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Intersyndicale des Canaries 162

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 14, 30, 87, 106, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 4, 94, 100, 101, 106, 117, 122, 132, 153, 172

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C097 2001

C122 1985, 1988, 1995

C136 1992

C155 2007

C158 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-62, 63(C148; R156), 64-72, 74-79, 82, 84(C180; R187), 85, 87	63(C149; R157), 80, 81, 83, 84(C178; C179; P147; R185; R186), 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Estonie

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 23, 27, 41, 53, 108, 135, 147, 174

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 12, 14, 19, 27, 29, 41, (81), 87, 100, 105, (111), 122, 144, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 129

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 87

Demandes directes pour les conventions nos. 19, 27, 41, 81, 100, 105, 111, 122, 129, 147, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	-

Etats-Unis

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre de 1934 à 1977 et depuis 1980

Conventions fondamentales

105, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

53, 55, 58, 74, 80, **147**, **150**, **160**, **176**

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 144

Guam

1 rapport demandé

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 144

Iles Mariannes du Nord

1 rapport demandé

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 144

Iles Vierges américaines

1 rapport demandé

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 144

Porto Rico

1 rapport demandé

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 144

Samoa américaines

1 rapport demandé

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Fédération américaine du travail et Congrès des organisations professionnelles

105, 144

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 105, 144, 182

Demande directe pour la convention n° 105

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002

C144 2005, 2007

C182 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2608, 2683

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-60, 66-72, 74-92, 94-95	-

Ethiopie

20 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 80, 88, 106, 116, 155, 156, 158, 159, 181

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 10 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 87, 98, 105, 106, 111, 138, 181, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 156

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 105, 138, 156, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007

C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2516

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89	88(R191), 90, 91, 92, 94, 95

Ex-République yougoslave de Macédoine

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, **97, 102**, 103, **106**, 113, 114, 116, 119, **121**, 126, **131**, 132, **135**, 136, **139**, **140**, **142**, **143**, **148**, **155**, **156**, 158, **159**, **161**, **162**

59 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 14, 45, 87, 89, 90, 98, 100, 103, 155

· 50 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 11, 12, 13, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 88, 91, 92, 97, 102, 106, 111, 113, 114, 119, 121, 122, 126, 129, 131, 132, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 143, (144), 148, 156, 158, 159, 161, 162, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Fédération des syndicats de Macédoine (CCM)

102, 132, 144, 158

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observation pour la convention n° 98

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 87, 100, 105, 111, 155

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Fidji

28 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 108, **149**, **155**, **159**, **169**, **172**, **178**, **184**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 169, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 105, 138, 169, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1996, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72, 74-82, 84(C178; R185), 87, 89	83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95

Finlande

82 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 47, 53, 73, 80, 88, 92, **94**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, **121**, **124**, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139**, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, 158, 159, 160, 161, 162, 163, **164**, 167, 168, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 184, 187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 47, 81, 105, 129, 132, 138, 140, 142, 149, 175, 177, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|--------------------|
| • Commission des employeurs des collectivités locales (KT) | 129, 149, 175, 177 |
| • Confédération des industries de Finlande (EK) | 81, 177 |
| • Confédération finlandaise des syndicats des salariés diplômés de l'enseignement supérieur (AKAVA) | 47, 81, 138, 177 |
| • Confédération finnoise des professionnels (STTK) | 29, 81, 177 |
| • Département de gestion du personnel du secteur public (VTML) | 177 |
| • Organisation centrale des syndicats finlandais (SAK) | 29, 81, 177 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 100, 122, 128, 130

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 100, 111, 121, 130, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

France

101 conventions en vigueur (sur 123 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159, 163, 164, 166, 178, 179, 180, 185

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 18 rapports reçus: Conventions nos 3, 52, 81, 87, 88, 94, 96, 97, 98, 101, 102, 122, 129, 138, 142, 152, 158, 182

· 9 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 82, 105, 106, 137, 140, 149

Guadeloupe

25 rapports demandés

· 16 rapports reçus: Conventions nos 3, 12, 17, 19, 24, 42, 52, 81, 87, 89, 98, 100, 111, 115, 142, 144

· 9 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 32, 101, 105, 106, 129, 149

Guyane française

33 rapports demandés

· 27 rapports reçus: Conventions nos 3, 5, 6, 12, 17, 19, 24, 29, 35, 36, 37, 38, 42, 52, 81, 87, 89, 95, 98, 100, 101, 105, 111, 123, 124, 142, 144

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 32, 106, 129, 149

Martinique

36 rapports demandés

· 30 rapports reçus: Conventions nos 3, 5, 6, 10, 12, 17, 19, 24, 35, 36, 37, 38, 42, 52, 81, 87, 89, 94, 95, 98, 100, 101, 105, 111, 123, 124, 129, 131, 142, 144

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 32, 106, 149

Nouvelle-Calédonie

15 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 52, 81, 82, 89, 95, 101, 105, 106, 127, 129, 142, 149

Polynésie française

14 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 52, 81, 82, 89, 101, 105, 106, 115, 129, 142, 149

Réunion

28 rapports demandés

· 20 rapports reçus: Conventions nos 3, 12, 17, 19, 24, 35, 36, 37, 38, 42, 52, 81, 87, 89, 98, 100, 101, 111, 142, 144

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 32, 105, 106, 129, 149

Saint-Pierre-et-Miquelon

24 rapports demandés

· 17 rapports reçus: Conventions nos 3, 12, 17, 19, 24, 42, 52, 81, 87, 89, 98, 100, 101, 111, 122, 142, 144

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 29, 82, 105, 106, 129, 149

Terres australes et antarctiques françaises

2 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 98, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO) 122, 129
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 88, 94, 96, 97, 102, 122, 129, 142, 149, 158

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 27, 29, 52, 81, 87, 97, 101, 102, 106, 137, 149, 182

Guadeloupe

Observations pour les conventions nos. 115, 129

Demandes directes pour les conventions nos. 27, 42, 100, 111, 129, 142, 149

Guyane française

Observations pour les conventions nos. 81, 129

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 27, 35, 36, 42, 95, 100, 101, 106, 111, 129, 142, 149

Martinique

Observation pour la convention n° 94

Demandes directes pour les conventions nos. 27, 35, 36, 42, 100, 101, 111, 131, 142, 149

Nouvelle-Calédonie

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 52, 81, 101, 106, 129, 142

Polynésie française

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 52, 101, 106, 142

Réunion

Observation pour la convention n° 129

Demandes directes pour les conventions nos. 27, 35, 36, 42, 52, 100, 101, 111, 142, 149

Saint-Pierre-et-Miquelon

Observation pour la convention n° 42

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 100, 101, 106, 111, 122, 129, 142, 149

Terres australes et antarctiques françaises

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos. 98, 111

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C118 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Gabon

35 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, **14**, 19, 26, 33, 41, 45, 52, **95**, 96, 99, 101, **106**, 123, **124**, **135**, **150**, **154**, 158

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 41, 52, 101, 106, 182

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 81, 105, 158

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 158, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 41, 52, 101, 105, 106, 182

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 1991

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 75-81, 82(C176), 83(C177), 84(C179), 85(C181), 87, 89(C184), 91	74, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89(R192), 90, 92, 94, 95

Gambie

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no (29)

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, (105), 111, (138), (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Demande directe générale

Observation pour la convention n° 98

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 100, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Géorgie

16 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

52, 88, 117, **142**, **151**, **163**, **181**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 52, 105, 117, 138, 142, (163), 181, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association des employeurs de Géorgie (GEA) 87, 98
- Confédération géorgienne des Syndicats (GTUC) 29, 52, 87, 98, 105, 117, 163, 181

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 52, 111, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 52, 100, 105, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2663, 2678

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85, 86-87	80, 81, 82, 83, 84, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Ghana

47 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, **14**, 15, 16, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 69, 74, 88, 89, 90, 92, **94**, 96, 103, **106**, 107, 108, **115**, 116, 117, 119, **120**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 15 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 81, 89, 96, 98, 103, 106, 107, 117, 119, 149, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 89, 96, 98, 100, 103, 105, 107, 119

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 29, 30, 100, 105, 106, 111, 147, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1989

C030 1989

C087 1991

C111 1986

C119 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-79, 83, 84(C178; C179; C180; P147; R187), 85-87	80, 81, 82, 84(R185; R186), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Grèce

63 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 23, 27, 42, 45, 52, 55, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 80, 88, 90, 92, 95, 102, 103, 106, 108, 115, 124, 126, 133, 134, 135, 136, 141, 142, 147, 149, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 180

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 52, 81, 103, 105, 106, 138, 142, 149, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 52, 100, 106, 111, 122, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1995

C090 1985

C098 1989, 1991

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Grenade

26 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 99, 108

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 105, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 81, 105, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-95	-

Guatemala

68 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 13, **14**, 16, 19, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, **77**, **78**, 79, 80, 86, 88, 89, 90, **94**, **95**, 96, **97**, 99, 101, 103, 104, **106**, 108, **110**, 112, 113, 114, 116, 117, **118**, 119, **120**, **124**, 127, **131**, **141**, **148**, **149**, **154**, **156**, **159**, **160**, **161**, **162**, **163**, **167**, **169**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 50, 64, 81, 87, 89, 101, 103, 105, 106, 110, 117, 129, 138, 149, 169, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA) 29, 50, 81, 87, 98, 144, 169

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 30, 87, 98, 117, 122, 138, 144, 169, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 89, 101, 106, 117, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008

C098 1985, 1986, 2003, 2006, 2007

C105 1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2203, 2241, 2341, 2361, 2445, 2609, 2673

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 11, 13, **14**, 16, 17, 18, 26, 45, 62, 89, 90, **94**, **95**, 99, 113, 114, **115**, 117, **118**, 119, **120**, **121**, 132, 133, 134, **135**, 136, **139**, **140**, **142**, **143**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **156**, **159**

39 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Aucun rapport reçu: Conventions nos. 3, 11, 14, 26, 29, 45, 81, 87, 89, 90, 94, 95, 98, 99, 100, 105, 111, 113, 115, 117, 118, 119, 121, 122, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 152, 156, 159, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 26, 81, 87, 94, 98, 99, 111, 115, 118, 119, 121, 122, 134, 136, 142, 144, 148, 149

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 29, 81, 89, 90, 95, 100, 105, 111, 113, 117, 118, 132, 138, 140, 143, 150, 152, 156, 159, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1985

C111 1985

C139 1989, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56, 58-72, 74-83, 87	84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Guinée-Bissau

31 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 7, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, **106**, 107, 108

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 12, 14, 17, 18, 19, 27, 29, 81, 89, 98, 100, 105, 106, 107, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 18, 19, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 12, 14, 17, 29, 81, 89, 100, 105, 106, 111

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-82, 83(R184), 84-87, 88(R191), 94	83(C177), 88(C183), 89, 90, 91, 92, 95

Guinée équatoriale

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, **14**, 30, 68, 92, 103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no 111

· 13 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, (68), 87, (92), 98, 100, 103, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 1, 30, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 29, 30, 103, 105, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C087 2008#

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72, 74-79, 84, 87	80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Guyana

41 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, 19, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, **94, 95, 97**, 108, **115, 131, 135**, 136, 137, **139, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 166, 172, 175**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 12, 19, 29, 42, 81, 97, 100, 105, 111, 129, 137, 138, 140, 142, 144, 149, 172, 175, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 29, 42, 100, 111, 129

Demandes directes pour les conventions nos. 19, 81, 97, 100, 111, 137, 138, 140, 142, 144, 149, 172, 175, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Haïti

24 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 5, 12, **14**, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 45, **77**, **78**, 90, **106**, 107

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 29, 30, 42, 81, 87, 98, 105, 106, 107

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 106, 107

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C087 1988, 1989

C098 1989

C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-66, 67(C156; R165), 69-72, 74, 75(C167), 87	67(C154; C155; R163; R164), 68, 75(C168; R175; R176), 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Honduras

22 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1955

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 27, 32, 42, 45, 62, 78, 95, 106, 108, 116, 169

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 105, 106, 108, 138, 169, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Conseil de l'entreprise privée du Honduras (COHEP)

27, 32, 42, 87, 98, 100, 108, 111

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 27, 81, 100, 108, 111, 138, 169, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 81, 106, 122, 169, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1992

C122 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	94, 95

Hongrie

58 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 24, 26, 27, 42, 77, 78, 88, 95, 99, 115, 124, 127, 132, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 181, 183, 185

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no 24

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 3, 14, 29, 81, 105, 129, 132, 138, 140, 142, 182, 183

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 24, 29, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 17, 81, 100, 105, 111, 122, 129, 132, 138, 140, 142, 182, 183

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Iles Marshall

0 convention en vigueur (sur 1 ratifiée)

Membre depuis 2007

Iles Salomon

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

29

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, **14**, 16, 19, 26, 42, 45, **94**, **95**, 108

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 11, 12

· 9 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 19, 26, 29, 42, 81, 84, 94, 95

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 26, 29, 81, 94, 95

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74	70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Inde

39 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 5, 6, 11, **14**, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 32, 42, 45, 80, 88, 89, 90, 107, 108, **115**, 116, **118**, 123, 136, **141**, **147**, **160**, **174**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 81, 89, 105, 107

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Centrale des syndicats indiens (CITU)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

1, 81, 89, 107

29

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 89, 122

Demande directe pour la convention n° 81

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008

C100 1988, 1991

C107 1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997

C111 2007

C141 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1994

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2680

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Indonésie

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

19, 27, 45, 69, 88, **106**, **120**, **185**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 106, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 105, 106, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 105, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C029 2004

C098 1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998

C105 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

République islamique d'Iran

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 95, 104, 106, 108, 142

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no 111

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 19, 29, 95, 105, 106, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

111

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 95, 111, 122

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 19, 29, 106, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C095 2005, 2007

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1985, 1996, 1997

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2323, 2508, 2567

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89, 90(R193; R194), 92, 95	84(P147), 90(P155), 91, 94

Iraq

59 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 42, **77**, **78**, 80, 88, 89, 92, **94**, **95**, **106**, 107, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, **131**, 132, **135**, 136, 137, **139**, **140**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **152**, 153, **167**, **172**

55 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 22, 23, 27, 29, 30, 42, 77, 78, 81, 88, 89, 92, 94, 95, 98, 100, 105, 106, 107, 108, 111, 115, 118, 119, 120, 122, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, (172), (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 94, 98, 100

Demandes directes pour les conventions nos. 13, 22, 23, 100, 108, 115, 120, 122, 136, 138, 144, 147, 167, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1989, 1990, 1992

C098 2008

C105 1989, 1991, 1992

C111 1993

C118 1993, 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95

Irlande

58 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, 12, **14**, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 44, 49, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 92, 96, 99, **102**, 108, 116, **118**, **121**, **124**, 132, **139**, **142**, **147**, **155**, **159**, **160**, **172**, **176**, **177**, **178**, **179**, **180**

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 14, 27, 29, 32, 81, 87, 98, 105, 122, 132, 138, 142, 144, 172, 177, 178, 179, 180, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observation pour la convention n° 111

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 98, 100, 111, 122, 132, 138, 144, 172, 177, 178, 179, 180, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023 1985, 1991

C100 1985

C105 1985, 1991

C122 1985

C144 1985

C159 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Islande

20 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 91, **102**, 108, **139**, **147**, **155**, **156**, **159**

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 3 rapports reçus: Conventions nos 29, 102, 105

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demandes directes pour les conventions nos. 100, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Israël

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 9, **14**, 19, 20, 30, 48, 52, 53, **77**, **78**, 79, 88, 90, 91, 92, **94**, **95**, 96, **97**, 101, **102**, **106**, 116, 117, **118**, 133, 134, 136, **141**, **142**, **147**, **150**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 52, 81, 101, 105, 106, 117, 118, 138, 142, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 97, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 30, 52, 97, 100, 101, 105, 106, 111, 122, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Italie

91 conventions en vigueur (sur 111 ratifiées)

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 48, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, **77**, **78**, 79, 80, 90, 92, **94**, **95**, **97**, 99, **102**, **106**, 108, 114, **115**, 117, **118**, 119, **120**, **124**, 127, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139**, **141**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **159**, **160**, **164**, **167**, **170**, **175**, **181**, **183**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 15 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 81, 105, 106, 118, 129, 132, 138, 142, 149, 175, 182, 183

· 1 rapport non reçu: Convention no° 117

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|-----|
| • Confédération générale italienne du travail (CGIL) | 118 |
| • Union italienne du travail (UIL) | 183 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 143

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 97, 100, 111, 132, 138, 143, 164, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1988

C122 1991, 2007

C147 1995

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, **94, 97, 117, 149, 150, 152**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 94, 98, 105, 117, 122, 138, 149, (152), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 87, 98, 105

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 81, 117, 122, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1990, 1993

C087 1985, 1987

C098 1987

C100 1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95

Japon

41 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre de 1919 à 1940 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 45, 50, 69, 73, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 121, 131, 134, 139, 142, 147, 156, 159, 162, 181, 187

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 81, 121, 138, 142, 181, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

• Confédération des syndicats japonais (JTUC-RENGO)	27, 29, 81, 87, 98, 121, 142, 181
• Confédération syndicale internationale (CSI)	29
• Conseil des syndicats de Tokyo	29
• Fédération des syndicats coréens (FKTU)	29
• Fédération japonaise des syndicats de travailleurs des préfectures et des municipalités (JICHIROREN)	100
• Syndicat des dockers du Japon - Section de Nagoya (AJDUNB)	29
• Syndicat des enseignants de l'école supérieure de la municipalité de Nagoya	29
• Syndicat des travailleurs de l'industrie lourde (HILU)	29
• Syndicat japonais des travailleurs de la construction, du trafic et du transport de Tokyo	156

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 88, 122

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 81, 138, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008

C098 1985, 1987, 2002

C100 1993, 1994, 2007

C156 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2177, 2183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Jordanie

23 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

106, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 135, 142, 147, 150, 159, 185

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 106, 117, 138, 142, 144, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 105, 117, 122, 144, 147, 182

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990

C119 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95

Kazakhstan

17 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 135, 148, 155, 167

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 144, 148

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 148

Demandes directes pour les conventions nos. 100, 111, 122, 138, 144, 148, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176; R183), 87	80, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 26, 27, 32, 45, 50, 63, 64, 65, 86, 88, 89, **94**, **97**, 99, **118**, **131**, 132, 134, **135**, 137, **140**, **141**, **142**, **143**, **146**, **149**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 17, 89, 98, 100, 129, 132, 138, 140, 144, 182

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 94, 111, 142, 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 17, 29, 81, 98, 100, 105, 129, 138, 140, 142

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 81, 89, 100, 105, 111, 137, 144, 149, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87	82(P081), 84(P147), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Kirghizistan

53 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 16, 17, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 97, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 150, 154, 157, 159, 160, 184

40 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 23 rapports reçus: Conventions nos 11, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, 90, 92, 103, 106, 108, 113, 115, 119, 120, 126, (133), 134, 142, 147

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 14, (17), 52, 77, 78, 79, 81, 87, 95, 98, 100, (111), 122, 124, 148, 149, (184)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 122, 148

Demandes directes pour les conventions nos. 11, 14, 16, 23, 29, 45, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 81, 87, 92, 95, 98, 100, 105, 106, 108, 115, 120, 124, 133, 134, 138, 142, 147, 149, 150, 160, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87, 89	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95

Kiribati

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 105

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 105

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Koweït

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 30, 52, 89, **106**, 116, 117, 119, 136, **159**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 8 rapports reçus: Conventions nos 1, 30, 87, 89, 106, 111, 117, 144
- 1 rapport non reçu: Convention no° 52

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 87, 105, 111, 117

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 89, 111, 144

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000

C106 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-76, 78-79, 80(C174), 81-85, 87-88, 90-91	77, 80(R181), 86, 89, 92, 94, 95

République démocratique populaire lao

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, **100**, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 4, 6, 29, (138), (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos. 4, 29

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1966 à 1971 et depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 19, 26, 45, 64, 65, 135, 150, 155, 158, 167

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 11, 14, 19, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 150, 158, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 26

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 138, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-53, 66-72, 74-92, 94-95	-

Lettonie

46 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 24, 106, 108, 115, 119, 120, 131, 132, 133, 135, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 160, 173, 180

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, (29), 87, 98, 100, 106, 111, 122, 132, (138), 142, 144, 149, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 3, 81, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 14, 81, 87, 98, 100, 106, 111, 129, 133, 138, 144, 180, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	-

Liban

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, **14**, 17, 19, 26, 30, 45, 52, 58, 59, 71, 73, 74, **77**, **78**, 88, 89, 90, **95**, **106**, **115**, **120**, 127, **131**, 133, 136, **139**, **142**, **147**, **148**, **150**, **152**, **159**, **170**, **172**, **174**, **176**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 52, 89, 98, 100, 106, 111, 122, 142, (170), 172

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 89, 95, 98, 106, 131, 133, 150

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2621

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Libéria

23 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

22, 23, 53, 55, 58, 65, 92, 104, 108, 112, 113, 114, 133, **147, 150**

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 3 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98

· 18 rapports non reçus: Conventions nos. 22, 23, 53, 55, 58, (81), 92, 105, 108, 111, 112, 113, 114, (133), (144), 147, (150), (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 22, 29, 55, 58, 87, 92, 98, 105, 111, 112, 113, 114, 133

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 53, 144, 147

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C055 1988, 1990

C087 1985, 1987, 1990

C098 1990

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87, 91, 94	77(P089), 82(P081), 84(P147), 88, 89, 90, 92, 95

Jamahiriya arabe libyenne

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 14, 26, 52, 53, 88, 89, 95, 96, 102, 103, 104, 118, 121, 128, 130, 131

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 13 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 52, 81, 87, 89, 98, 100, 103, 105, 111, 122, 131

· 1 rapport non reçu: Convention no° 138

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 98

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 96

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985

C029 1992

C081 1988, 1991, 1992

C095 1996, 2006

C105 1987, 1990, 1991, 1992

C118 1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, **14**, 19, 24, 27, 47, 73, 79, 80, 88, 90, 108, 116, 127, **131, 135, 142, 147, 149, 154, 156, 159, 160, 171, 173, 181, 183,**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 47, 87, 98, 100, 111, 122, 142, 144, (147), 171, 183

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 87

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 81, 98

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	-

Luxembourg

85 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, **77, 78**, 79, 80, 88, 90, 92, 96, **102**, 108, **115**, 116, 119, **120, 121**, 127, **130**, 132, 133, **135**, 136, **139**, **142**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **155**, **158**, **159**, **161**, **162**, **166**, **167**, **170**, **171**, **172**, **174**, **175**, **176**, **178**, **180**, **183**, **184**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 87, 98, 100, 103, 111, 132, 142, 158, 172, 175

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 87, 146

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Madagascar

36 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 88, 89, 95, 97, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 159, 171, 173, 185

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 14, 41, 87, 98, 111, 117, 122, 132, 144

· 1 rapport non reçu: Convention no° 100

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des travailleurs malgaches (CTM)
- Confédération syndicale internationale (CSI)

41, 111, 144

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 41, 87, 98, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 26, 95, 97, 111, 132, 173

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986

C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-89, 91	90, 92, 94, 95

Malaisie

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

50, 64, 65, 88, **95**, 119, 123

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 95, 98, 100, 123, 138, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 98, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 95, 144

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1991, 1992

C012 1991, 1992

C019 1996, 1998

C097 1996, 1997, 1998

C098 1985, 1992, 1994, 1999

C105 1990

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2637

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56, 58-72, 74-92, 94	95

Malaisie péninsulaire

5 conventions ratifiées et en vigueur

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 45

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 19

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1986

Sabah

4 conventions en vigueur (sur 5 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 86, **94**, 97

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 94, 97

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 97

Demandes directes pour les conventions nos. 94, 97

Sarawak

7 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, **14**, 16, 19, 86, **94**

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 19, 94

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 19

Demande directe pour la convention n° 94

Malawi

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, **97**, 99, 104, 107, **149**, **150**, 158, **159**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 97, 100, 105, 111, 138, 144, 182

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 26, 81, 89, 98, 99, 107, 129, 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 98, 100, 111, 129, 138, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 29, 81, 87, 89, 97, 99, 100, 105, 107, 111, 129, 138, 149, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C081 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 95, 135, 141, 150, 151, 159, 183

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 14, 29, 52, 81, 87, 98, 100, 105, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 14, 87

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 26, 52, 87, 95, 100, 111

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 87-89, 90(R193; R194), 91	84(P147), 86, 90(P155), 92, 94, 95

Malte

54 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 32, 35, 36, 42, 43, 49, 53, 62, 73, 74, 77, 78, 88, 95, 96, 99, 106, 108, 117, 119, 124, 127, 131, 132, 135, 136, 141, 147, 148, 149, 159, 180

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos 32, 77, 78, 95, 124, 131

· 10 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 87, 98, 100, 106, 111, 117, 132, 149

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 77, 78, 95, 100, 106, 111, 117, 131, 132, 149

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95

Maroc

48 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 4, 11, 12, 13, **14**, 17, 18, 19, 22, 26, 27, 30, 41, 42, 45, 52, 55, 65, 80, **94**, 99, 101, 104, **106**, 108, 116, 119, **135**, 136, **145**, **146**, **147**, 158, **178**, **179**, **180**, **181**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 4, 14, 30, 52, 94, 98, 100, 101, 106, 111, 122, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 4, 29, 100, 105, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 30, 52, 98, 100, 101, 105, 106, 111, 158

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1992

C029 1992

C052 1989

C098 1987, 1988, 1994, 1997, 1998

C105 1992

C136 1988, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Maurice

35 conventions en vigueur (sur 44 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 26, 32, 42, 74, 86, 88, **94**, **95**, **97**, 99, 108, 137, **150**, **156**, **159**, **160**, **175**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 17, 19, 87, 94, 98, 100, 111, 144, 175

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|--------|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • Fédération des organismes para-étatiques et autres syndicats | 17 |
| • Front des travailleurs du secteur privé (FTSP) | 26 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 17, 19, 26, 87, 94, 98, 105

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 87, 94, 100, 111

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C008 1987

C026 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2685

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Mauritanie

39 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, **14**, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 33, 52, 53, 58, 62, 89, 90, 91, **94**, **95**, 96, 101, **102**, 112, 114, 116, **118**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 26, 33, 52, 87, 89, 90, 94, 95, 98, 100, 101, 105, 111, 122, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98, 100

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 26, 87, 95, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 14, 52, 87, 89, 94, 98, 100, 101, 111

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005

C081 1986, 2000

C087 1986, 1987, 1993

C095 1995

C111 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-80, 81(C175), 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-91	81(R182), 82(P081), 84(P147), 92, 94, 95

Mexique

67 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

29, 87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 19, 21, 22, 26, 27, 30, 42, 43, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 80, 90, **95**, 96, 99, **102**, **106**, 108, **110**, 112, **115**, 116, **118**, **120**, 123, **124**, **131**, 134, **135**, **140**, **141**, **142**, **150**, **152**, 153, **155**, **159**, **160**, **161**, **163**, **164**, **166**, **167**, **169**, **170**, **172**, **173**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 30, 52, 87, 90, 100, 102, 106, 110, 111, 118, 140, 142, 144, 153, 169, 172

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|-----|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87 |
| • Délégation syndicale de radio-enseignement (DSRE) | 169 |
| • Syndicat des juristes du Mexique | 102 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 90, 111, 169

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 52, 95, 106, 111, 153

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995

C102 1999

C111 2006

C155 1996

C169 1995, 2000

C182 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2478, 2665, 2679

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(P155; R194), 91	90(R193), 92, 94, 95

République de Moldova

38 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 47, 88, 92, 95, 97, 99, 117, 119, 127, 131, 132, 133, 135, 141, 142, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 181, 183, 184, 185

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 47, 87, 98, 100, 111, 117, 122, 132, 142, 144, (150), 158, (183)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 97, 129, 132, 144, 158

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91	92, 94, 95

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

103, 123, 135, 155, 159

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos (29), 87, 98, 100, (105), 111, 122, 123, 138, 144, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 103

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats de Mongolie (CMTU)

87, 98, 155

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 87, 100, 103, 105, 123

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56, 58-72, 74-81, 87-89	82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92, 94, 95

Monténégro

68 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2006

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 87, 89, 98, 100, 103, 106, 111, 122, 132, 140, 142, 144

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 98, 103, 144

Mozambique

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 17, 18, 30, 88

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 87

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 98, 105, 138, 144, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Myanmar

19 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 11, **14**, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 42, 52, 63

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 26, 52, 87

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

29, 87

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 52, 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1995, 1996, 1999, 2002

C052 1987

C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999

C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005

Commission d'enquête en 1996

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Namibie

10 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

150, 158

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 111, 144, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 87, 98, 105

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
78-92, 94-95	-

Népal

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 131, 169

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 98, 100, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 98, 100, 111, 131, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 100, 111

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C100 1997

C144 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-81, 83, 85, 87	82, 84, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Nicaragua

54 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 45, 63, 77, 78, 88, 95, 110, 115, 117, 119, 127, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 146

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 3 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 30

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 3, 4, 87, 98, 100, 110, 111, 117, 122, 140, 142, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 3, 87, 95, 98, 131, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 3, 4, 14, 30, 95, 100, 110, 111, 117, 122, 140, 142, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989

C098 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2601, 2613

Commission d'enquête en 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Niger

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 65, 95, 102, 104, 116, 117, 119, 131, 135, 142, 148, 154, 156, 158

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 111, 117, 142

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 95

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 98, 131

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87-88, 95(C187; R197)	83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95(R198)

Nigéria

34 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 88, **94, 95, 97**, 104, 116, 123, 133, 134, 137, **155, 178, 179, 185**

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 26, 29, 81, 95, 105, 111, (137), (178), (179)

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 19, 32, 87, 94, 97, 98, 100, 123, 138, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association nigériane des officiers de la marine marchande et des cadres du transport par voie d'eau 178, 179
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 98, 105, 111, 123, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 8, 19, 26, 29, 32, 94, 95, 97, 100, 111, 138, 178, 179, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991, 1995, 1996, 1997

C105 1990

C134 1989

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1995, 1996, 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 95	94

Norvège

90 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 80, 88, 90, 91, 92, **94**, **95**, **97**, **102**, 108, 113, **115**, 116, **118**, 119, **120**, 126, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 137, **139**, **141**, **142**, **143**, **145**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, **159**, **160**, **162**, **163**, **164**, **167**, **168**, **169**, **170**, **176**, **178**, **179**, **180**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 4 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 122, 168

· 11 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 30, 47, 94, 100, 111, 132, 142, 144, 149, 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Parlement Sami de Norvège

169

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 30, 87, 111, 168, 169

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 94, 95, 97, 100, 111, 137, 143, 144, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 10, 11, 12, **14**, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 32, 42, 44, 47, 50, 52, 53, 58, 59, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 84, 88, 92, **97**, 99, 101, 104, 116, 133, 134, **145, 155, 160**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 47, 52, 82, 98, 100, 101, 111, 122, 144

Tokélaou

3 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 82, 100, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

· Business Nouvelle-Zélande

14, 47, 52, 100, 122

· Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU)

14, 47, 52, 98, 100, 101, 111, 144

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 52, 101

Tokélaou

Demandes directes pour les conventions nos. 82, 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1997

C026 1998

C081 1996

C088 1985

C100 1994

C122 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Oman

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 105, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe pour la convention n° 105

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-91	92, 94, 95

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, **94, 95**, 123, **124, 143, 154**, 158, **159, 162**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 17, 81, (87), (100), (111), (138), 162, 182

· 16 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 12, 19, 26, 29, 45, 94, 95, 98, 105, 122, 123, 124, 143, 144, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|------------------|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • Fédération des employeurs de l'Ouganda (FUE) | 111, 138 |
| • Organisation centrale des syndicats libres (COFTU) | 81, 87, 100, 111 |
| • Organisation nationale des syndicats (NOTU) | 81, 87, 100, 111 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 17, 26, 29, 98, 105, 122, 143, 158

Demandes directes pour les conventions nos. 11, 29, 87, 94, 95, 105, 123, 124, 138, 144, 162

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2006

C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Ouzbékistan

12 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

47, 52, 103, **135, 154**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 47, 52, 98, 100, 103, 105, 111, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|---------|
| • Organisation internationale des employeurs (OIE) | 29, 105 |
|--|---------|

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 105

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 52, 98, 100, 103, 105, 111, 122

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Pakistan

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, **14**, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, **106**, 107, 116, **118**, **159**, **185**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 27, 32, 89, 100, 106, 111, (138), 144

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 11, 29, 87, 96, 98, 105, 107, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fédération des travailleurs du Pakistan (PWF)

sur les conventions nos.

29, 87, 98

1, 11, 14, 27, 29, 87, 100, 105, 106, 107, 111, 144, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 11, 29, 32, 87, 96, 98, 105, 107, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 27, 87, 89, 105, 106, 107, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C022 1992

C029 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999

C087 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001

C096 1985, 1986, 1987

C098 1992, 2003, 2006

C105 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002

C107 1989

C111 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1986, 1987, 1988

C087 1987, 1988

C105 1986, 1987, 1988

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-80, 87, 91	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 92, 94, 95

Panama

68 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 42, 43, 45, 52, 53, 55, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 73, 74, **77, 78**, 80, 86, 88, 89, 92, **94, 95**, 104, 107, 108, **110**, 113, 114, 116, 117, 119, **120, 124**, 125, 126, 127, **159, 160, 167, 181**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 81, 94

· 13 rapports non reçus: Conventions nos. 3, 17, 30, 52, 87, 89, 98, 100, 107, 110, 111, 117, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération nationale des employés publics et travailleurs des entreprises de service public (FENASEP) 3, 87, 98, 111

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 3, 17, 30, 87, 89, 94, 95, 98, 100, 107, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 3, 26, 81, 95, 100, 107, 110, 117, 122

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987

C022 1985, 1987

C023 1985

C029 1992, 1995

C032 1987

C053 1985, 1987

C055 1987, 1988, 1992

C068 1985, 1987

C087 1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005

C092 1987

C098 1991, 2000

C126 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1991

C098 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2576, 2677, 2682

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(R191), 89(R192), 90(R193; R194), 92, 94	88(C183), 89(C184), 90(P155), 91, 95

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 45, 85, 99, 103, 158

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 26, 27, 29, 99, 105, 138, 182

· 7 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 103, 111, 122, 158

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 98, 105, 158

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 27, 29, 87, 99, 100, 103, 111, 122, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Paraguay

36 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre de 1919 à 1937 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 26, 30, 52, 59, 77, 78, 79, 89, 90, 95, 99, 101, 106, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 156, 159, 169

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 10 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 26, 30, 52, 87, 98, 101, 105, 117

· 10 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 89, 99, 100, 106, 111, 120, 122, 123, 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 95, 98, 120, 169

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 52, 89, 95, 99, 100, 101, 106, 111, 122, 169

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1996

C029 2008

C079 2002

C081 1992

C087 1985, 1992, 1993

C090 2002

C098 1985, 1993

C169 2003, 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2648, 2681, 2693

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-84, 87	85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Pays-Bas

81 conventions en vigueur (sur 104 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 62, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 90, 92, **94**, **95**, **97**, 99, 101, **102**, 103, **106**, 113, 114, **115**, 116, **121**, **124**, 126, **128**, **130**, **131**, 133, **135**, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, **159**, **160**, **162**, **169**, **174**, **175**, **177**, **180**, **181**

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 94, 98, 100, 101, 103, 106, 111, 122, (130), 140, 142, 144, 159, 169, 175, 177

Antilles néerlandaises

14 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 10, 14, 29, 33, 81, 87, 90, 94, 95, 101, 105, 106, 122, 172

Aruba

10 rapports demandés

· 8 rapports reçus: Conventions nos 14, 87, 89, 101, 106, 140, 142, 144

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 94, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des employeurs et des industries des Pays-Bas (VNO-NCW) 14, 106
- Confédération syndicale des cadres moyens et supérieurs (MHP) 14, 106, 111, 122, 130, 142, 159, 175, 177
- Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV) 87, 94, 98, 100, 103, 106, 111, 121, 122, 130, 140, 175, 177
- Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) 122, 175, 177

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 94, 98, 100, 103, 106, 111, 131

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 94, 97, 100, 101, 106, 111, 129, 130

Demande directe sur la soumission

Antilles néerlandaises

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 94, 95, 122

Aruba

Observations pour les conventions nos. 87, 94, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 121, 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1991

C103 2004

C122 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95(R198)	94, 95(C187; R197)

Pérou

66 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 11, 12, **14**, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 62, 67, 68, 69, 71, 73, **77, 78**, 79, 80, 88, 90, 99, 101, **102, 106**, 112, 113, 114, 127, **139, 147, 151, 152, 156, 159, 169, 176, 178**

31 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 26, 27, 29, 52, 55, 56, 59, 67, 71, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 98, 99, 100, 101, 105, 106, 111, 122, 138, 144, 152, 169, (178), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) 169
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Coordination nationale des travailleurs sous contrat avec le Ministère de la Santé 87, 98, 151
- Syndicat général des grossistes et détaillants du centre commercial Grau Tacna 169 (SIGECOMGT)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 29, 44, 55, 56, 71, 77, 78, 87, 98, 169

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 26, 27, 29, 52, 56, 59, 81, 87, 99, 101, 106, 138, 144, 169

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985
C024 1985
C025 1985
C029 1992, 1993, 1999
C035 1994, 1996
C036 1996
C037 1996
C038 1996
C039 1996
C040 1996
C068 1985, 1986, 1988
C087 1990, 1991
C098 1991, 2001
C102 1997, 2002, 2005
C105 1985, 1990, 1992
C122 1994, 1998
C139 1992

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2533, 2539, 2553, 2587, 2594, 2596, 2597, 2624, 2627, 2638, 2639, 2640, 2661, 2664, 2667, 2671, 2675, 2687, 2688, 2689, 2690

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; R185; R186), 85-87, 88(C183), 90(R193)	84(C179; C180; P147; R187), 88(R191), 89, 90(P155; R194), 91, 92, 94, 95

Philippines

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, 23, 53, 77, 88, 89, 90, 94, 95, 99, 110, 118, 141, 143, 149, 157, 159, 165, 176, 179

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 89, 94, 100, 110, 111, 122, (143), 149

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|-----------------------|
| • Confédération indépendante du travail dans les services publics (PSLINK) | 87, 98, 100, 144, 149 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98, 182 |
| • Kilusang Mayo Uno | 87, 98, 100 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 89, 94, 98, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 19, 29, 87, 95, 100, 111, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007

C095 1990

C182 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2528, 2652, 2669

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Pologne

80 conventions en vigueur (sur 90 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 62, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 79, 80, 90, 91, 92, **95**, 99, 101, **102**, 103, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 127, 133, 134, **135**, 137, **140**, **141**, **142**, **145**, **147**, **148**, **149**, **151**, **159**, **160**, **161**, **170**, **176**, **178**, **181**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 95, 98, 100, 101, 103, 111, 122, 140, 142, 144, 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 100, 101, 111, 129

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1987, 1988, 1989

C029 1987

C087 1987, 1988, 1989

C095 2004

C098 1987, 1988, 1989

C111 1987

Commission d'enquête en 1982

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Portugal

71 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 8, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 88, 92, **95**, **97**, **102**, 103, 104, **106**, 107, 108, **115**, 117, **120**, **124**, 127, **131**, 132, **135**, 137, **139**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **162**, **171**, **175**, **176**, **181**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 87, 98, 100, 103, 106, 107, 111, 117, 122, 132, 142, 144, 149, 171, (175)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|--|
| • Confédération de l'industrie portugaise (CIP) | 87, 98, 144 |
| • Confédération générale des travailleurs portugais - Intersyndicale nationale (CGTP-IN) | 98, 117, 122 |
| • Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) | 100, 103 |
| • Union générale des travailleurs (UGT) | 1, 14, 87, 98, 100, 103, 106, 107, 111, 117, 122, 132, 142, 144, 149, 171, 175 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 97, 98, 103, 117, 132, 143

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 29, 87, 97, 100, 103, 106, 107, 111, 132, 143, 144, 147, 171, 175

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

- | | |
|-------------|------------------|
| C017 | 1995 |
| C019 | 1988 |
| C081 | 1985 |
| C095 | 1986, 1988, 1989 |
| C098 | 1987 |
| C122 | 1986, 2001, 2003 |

Commission d'enquête en 1961

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Qatar

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 111, (138)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 111

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 81, 111, 138

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2002

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92	94, 95

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 50, 62, 64, 88, 89, **94**, **95**, **102**, 116, 117, **118**, 119, **120**, **121**, 135, **150**, 158

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 11, 14, 26, 27, 81, 87, 98, 100, 102, 111, 118, 119, 138, 182

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 29, 62, 89, 94, 105, 117, 120, 121, 144, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 87, 94, 98, 100, 102, 111, 117, 119, 121, 144, 158, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 26, 29, 62, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 118, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C119 2007*

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2686

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Roumanie

48 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre de 1919 à 1942 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 22, 24, 27, 68, 88, 89, 92, 95, 108, 116, 117, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 147, 150, 154, 163, 166, 168, 180, 183

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 87, 89, 98, 100, 111, 117, 122, 144, 168, 183

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération de l'éducation nationale (FEN) 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 14, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 81, 87, 89, 129, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990

C081 1988, 2005

C087 1987, 1989, 2007

C111 1993, 1994

C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Royaume-Uni

67 conventions en vigueur (sur 86 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 56, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 92, **97, 102**, 108, 114, **115**, 116, **120, 124**, 126, 133, **135, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151**, 160, 178, 180, 187

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 82, 87, 98, 100, 102, 111, 122, 140, 142, 144, 147, 180

Anguilla

24 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 11, 12, 14, 17, 19, 22, 23, 26, 29, 42, 58, 59, 82, 85, 87, 94, 97, 98, 99, 101, 105, 108, 140

Bermudes

9 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 10, 29, 59, 94, 105

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 17, 82, 87, 98

Gibraltar

9 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 29, 59, 81, 87, 100

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 82, 98, 105, 142

Guernesey

9 rapports demandés

· 8 rapports reçus: Conventions nos 10, 29, 32, 81, 87, 98, 105, 122

· 1 rapport non reçu: Convention n° 142

Ile de Man

7 rapports demandés

· 3 rapports reçus: Conventions nos 147, 178, 180

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 101, 122

Iles Falkland (Malvinas)

9 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 10, 14, 29, 32, 59, 82, 87, 98, 105

Iles Vierges britanniques

11 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 10, 14, 26, 29, 59, 82, 87, 94, 97, 98, 105

Jersey

3 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 140

Montserrat

17 rapports demandés

· 15 rapports reçus: Conventions nos 8, 12, 14, 16, 17, 29, 42, 58, 59, 87, 95, 97, 98, 105, 108

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 82, 85

Sainte-Hélène

20 rapports demandés

· 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 105

· 16 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 58, 59, 63, 82, 85, 108, 150, 151

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 29, 87, 98
- Congrès des syndicats (TUC) 87, 98, 144, 147, 180

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 102, 144, 147, 180

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 97

Anguilla

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 8, 17

Demandes directes pour les conventions nos. 22, 23, 26, 29, 59, 82, 94, 97, 99, 140

Bermudes

Observations pour les conventions nos. 17, 94, 98

Demande directe pour la convention n° 82

Gibraltar

Observation pour la convention n° 100

Demandes directes pour les conventions nos. 59, 81, 82

Guernesey

Observation pour la convention n° 98

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 97, 122

Ile de Man

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 147, 180

Demandes directes pour les conventions nos. 81, 97, 178, 180

Iles Falkland (Malvinas)

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos. 59, 82

Iles Vierges britanniques

Observation générale

Observation pour la convention n° 94

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 59, 82, 97

Jersey

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demande directe pour la convention n° 97

Montserrat

Observation pour la convention n° 8

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 97

Sainte-Hélène

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos. 17, 108

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2000

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007

C098 1994, 1996

C100 1986, 1988, 2006

C122 1985, 1987, 1993

C144 1993

C180 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Fédération de Russie

53 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre de 1934 à 1940 et depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 16, 23, 27, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 137, 142, 147, 148, 149, 150, 152, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 179

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos 14, 47, 52, 81, 87, 98, 100, 111, 122, 156, (163)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 103, 106, 142, 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 29, 87, 98, 126, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 52, 103, 105, 106, 142, 149, 152, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2005

C095 1995, 1998, 1999

C108 1999

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2642

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95

Rwanda

27 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 42, 50, 62, 64, 89, **94, 118**, 123, 132, **135**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 12, 14, 17, 87, 89, 94, 98, 100, 111, 132

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 17, 26, 87, 94, 98, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 12, 14, 26, 29, 81, 87, 89, 100, 105, 111, 132

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Sainte-Lucie

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 11, 12, **14**, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, **94, 95, 97**, 101, 108, **154**, 158

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 14, 87, 97, 98, 100, 101, 108, 111, (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observation pour la convention n° 100

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 19, 29, 87, 97, 98, 100, 101, 108, 111, 158

Observation sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C098 2000°

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Saint-Kitts-et-Nevis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, (87), (98), 100, 105, 111, (138), 144, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observation pour la convention n° 144

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 100, 105, 111, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Saint-Marin

23 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 103, 119, **140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 15 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 119, 138, 142, 144, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 161

· 5 rapports non reçus: Conventions nos. 88, 103, 140, 143, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 88

Demandes directes pour les conventions nos. 100, 103, 111, 143, 144, 150, 156, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-92, 94-95	-

Saint-Vincent-et-les Grenadines

19 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 19, 26, **94, 95**, 101, 108, **180**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 101

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 105, 111, (138), 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 29, 81, 87, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
86, 87	82, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Samoa

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2005

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	94, 95

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 18, 19, 88, 106, 135, 151, 154, 155, 159, 184

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 87, 98, 100, 106, 111, (135), (138), 144, (151), (154), (155), (182), (184)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 18, 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 98, 100, 105, 106, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 87, 89	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95

Sénégal

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 10, 11, 12, 13, **14**, 19, 26, 52, 89, **95**, 96, 99, 101, **102**, 116, 117, **120**, **121**, 125, **135**

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 24 rapports reçus: Conventions nos 6, 10, 13, 14, 26, 29, 52, 81, 87, 89, 95, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 111, 117, 120, 121, 138, 144, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération nationale des travailleurs du Sénégal 29, 52, 81, 87, 89, 100, 101, 117, 138
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 6, 13, 87, 111, 120, 122, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 10, 14, 26, 52, 81, 89, 95, 98, 99, 100, 101, 117, 138, 144, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Serbie

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 89, 98, 100, 102, 103, 106, 111, 122, 132, 140, 142, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération des syndicats autonomes de Serbie 87, 98, 102, 103, 106, 111, 122, 132, 142, 144
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 122

Demandes directes pour les conventions nos. 8, 9, 12, 14, 16, 22, 23, 29, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 87, 89, 92, 103, 106, 113, 114, 126, 129, 131, 132, 144

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2003, 2004

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89-92, 94-95	-

Seychelles

31 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 16, 22, 26, 50, 64, 65, 73, 99, 108, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 161, 180

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 12 rapports reçus: Conventions nos 26, 29, (81), 87, 98, 99, 100, 111, 138, 149, (155), 182

· 9 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 22, (73), 105, (144), (147), (152), (161), (180)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 8, 87

Demandes directes pour les conventions nos. 22, 26, 98, 99, 100, 105, 111, 138, 155, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95

Sierra Leone

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 15, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 86, 88, **94, 95**, 99, 101, 119, 125, 126

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 17, 19, 26, 29, 32, 59, 81, 87, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 105, 111, 125, 126, 144

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 17, 29, 59, 98, 101, 111, 125, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 81, 87, 94, 95, 99, 100, 126

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059 1986

C081 1986

C119 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-61, 62(C145; C147; R153; R155)	62(C146; R154), 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Singapour

20 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 16, 19, 22, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, **94**

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 94, 98, 100

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993

C008 1987

C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Slovaquie

62 conventions en vigueur (sur 67 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 49, 52, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 136, 139, 140, 142, 148, 155, 156, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 173, 176, 183, 184

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 27, 52, 87, 98, 100, 111, 122, 140, 142, 144, 171, 182, 183

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 98

Demandes directes pour les conventions nos. 29, 105, 167, 173, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006

C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83, 86-92, 94-95	84, 85

Slovénie

73 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 154, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 173, 175, 180

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 27 rapports reçus: Conventions nos 14, 27, 29, 32, 81, 87, 89, 90, 97, 98, 100, 103, 105, 106, 111, 121, 122, 129, 131, 132, 138, 143, 149, (154), 173, 175, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 140, 142

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association des employeurs d'activités artisanales 81, 100
- Association des employeurs de Slovénie 131, 154
- Association des syndicats libres de Slovénie (AFTUS) 14, 87, 89, 98, 106, 132, 143
- Confédération des syndicats du secteur public de Slovénie 131, 154

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 97, 129, 143

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 32, 81, 89, 92, 97, 98, 106, 129, 131, 132, 140, 142, 143, 154, 173

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	-

Somalie

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 105, 111

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 17, 19, 22, 23, 45, 65, **94, 95**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 17, 19, 29, 84, 94, 95, 105, 111

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-75	76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Soudan

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, **95**, 117

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 26, 29, 81, 95, 98, 100, 111, 122, 138

· 4 rapports non reçus: Conventions nos. 19, 105, 117, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

29, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 98, 105, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 105, 117, 138, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008

C098 1994

C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 18, 26, 45, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 103, 106, 108, 110, 115, 116, 131, 135, 160

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 100, 103, 106, 110, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|-------------------------------------|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • Congrès des travailleurs de Ceylan (CWC) | 81, 87, 100, 103, 111 |
| • Syndicat des employés de banque de Ceylan (CBEU) | 98 |
| • Syndicat des travailleurs des plantations Lanka Jathika (LJEWU) | 81, 87, 98, 100, 103, 110, 111, 144 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 98, 100, 103, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 100, 103, 106, 111

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1997, 1999, 2007

C098 1985, 1987

C099 1985

C131 1985

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95

Suède

77 conventions en vigueur (sur 92 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 19, 21, 27, 47, 73, 80, 88, 92, **102**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, **121**, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 137, **139**, **140**, **141**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, **157**, 158, **159**, **160**, **161**, **162**, **163**, **164**, **167**, **168**, 170, 174, 175, 176, 178, 180, 184, 187

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 14 rapports reçus: Conventions nos 14, 47, 87, 98, 100, 111, 122, 132, 140, 142, 144, 168, 175, 180

· 1 rapport non reçu: Convention no° 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

• Agence suédoise des employeurs du Gouvernement (SAGE)	14, 47
• Association suédoise des autorités locales	111
• Confédération des entreprises de la Suède (CSE)	111
• Confédération générale des cadres, fonctionnaires et employés de Suède (TCO)	122
• Confédération suédoise des associations professionnelles (SACO)	122
• Confédération suédoise des syndicats (LO)	98, 122, 168

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation pour la convention n° 152

Demandes directes pour les conventions nos. 143, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2008

C098 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95	94

Suisse

47 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, 14, 16, 18, 19, 23, 26, 27, 45, 62, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 128, 132, 136, 139, 141, 142, 150, 151, 153, 154, 159, 160, 162, 163, 168, 172, 173

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 111, 132, 142, 144, 153, 172

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|---------------------------|
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98, 100 |
| • Union patronale suisse (UPS) | 87, 98, 111 |
| • Union syndicale suisse (USS/SGB) | 14, 87, 98, 132, 142, 172 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 98, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 26, 87, 100, 111, 132, 142, 153, 173

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2006

C100 1986, 1988

C128 1993

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2265

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 17, 19, 27, 41, 42, 62, 88, 94, 95, 101, 106, 112, 118, 135, 150, 151, 154, 181

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 41, 87, 94, 98, 101, 106, 118, 122, 144, (181), (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 41, 118

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 101, 105, 106, 144, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-89	90, 91, 92, 94, 95

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, **14**, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 90, **94**, **95**, 96, 99, 101, 104, 123, **131**, **160**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 89, 98, 100, 101, 111, 144, 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération des syndicats du Swaziland (SFTU) 87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 89, 100, 144

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72, 74-92	94, 95

République arabe syrienne

49 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 11, **14**, 17, 18, 19, 26, 30, 45, 52, 53, 63, 80, 88, 89, **94**, **95**, 96, 99, 101, 104, **106**, 107, **115**, 116, 117, **118**, 119, **120**, 123, **124**, 125, **131**, **135**, 136, **139**, **170**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 52, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 107, 111, 117, 118, 144, (170)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 100, 111, 129

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 30, 81, 89, 100, 107, 111, 117, 144

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C087 1985, 1986, 1992, 1996

C098 1992

C106 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-65, 67-68, 69(C159; R167), 71-72, 74-76, 77(C170; R177), 87-89	66, 69(R168), 70, 77(C171; P089; R178), 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92, 94, 95

Tadjikistan

46 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77**, **78**, 79, 90, 92, **95**, **97**, 103, **106**, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 126, 133, 134, **142**, **143**, **147**, **148**, **149**, **159**, **160**

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 13 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 47, 52, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 98, 100, 105

· 14 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 32, 103, 106, 111, 113, 122, 124, 126, 138, 142, 149, (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos. 11, 14, 52, 77, 78, 79, 87, 90, 98, 100, 103, 124, 138, 142

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83, 86-87	84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République-Unie de Tanzanie

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 17, 19, 26, 50, 59, 63, 64, 65, 86, 94, 95, 131, 134, 135, 137, 140, 142, 148, 149, 152, 154, 170

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 1 rapport reçu: Convention no 94
- 9 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 105, 111, 140, 142, 144, 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Confédération syndicale internationale (CSI)

sur les conventions nos.

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 105, 111, 140, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 94, 95, 98, 105, 111, 137, 142, 149

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992

C081 1987

C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Tanganyika

5 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

45, 88, 101, 108

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Convention n° 101

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Demande directe pour la convention n° 101

Zanzibar

2 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

58, 97

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Convention n° 97

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Demande directe pour la convention n° 97

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 116, 132, 135, 151, 173

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 5 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 182

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 29, 41, 81, 105, 132, (138), 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 29, 81, 87, 98, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 41, 100, 105, 132, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999

C087 1993

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2581

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-79, 84-87	80, 81, 82, 83, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République tchèque

62 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 42, 43, 49, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 108, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181, 187

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 14, 29, 105, 111, 132, 140, 142, 171, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 111, 122, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 14, 29, 105, 111, 132, 140, 171, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989

C111 1985, 1988, 1990, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-95	-

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 80, 88, 104, 116, 127, 159

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 14, 100, 122, 182

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos. 105, 122, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 100, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995

C105 1992

C122 2006

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2634

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Timor-Leste

Membre depuis 2003

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	92, 94, 95

Togo

18 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, **14**, 26, 41, **95**, **143**

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 6, 11, 14, 26, 29, 85, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 138, 143, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 143, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95

Trinité-et-Tobago

19 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 19, 50, 65, **97**, 125, **147**, **150**, **159**

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 125, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 100, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 97, 100, 111, 138, 147, 182

Demande directe sur la soumission

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 95	94

Tunisie

52 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 45, 52, 55, 62, 65, 73, 77, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 104, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 135, 142, 150, 159

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 52, 87, 89, 98, 100, 106, 107, 111, 117, 122, 142

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 107

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 29, 89, 95, 98, 99

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985

C087 1985

C127 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2592, 2672

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Turkménistan

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. (29), (87), (98), (100), (105), (111)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Turquie

52 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 26, 42, 45, 53, 55, 68, 69, 73, 77, 80, 88, 92, 94, 95, 96, 99, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 123, 127, 133, 134, 135, 142, 146, 151, 152, 153, 155, 158, 159, 161, 164, 166

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 111, 122, 142, 144, 153

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|---|------------------------|
| • Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK) | 87, 97, 151 |
| • Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK) | 87, 98 |
| • Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İS) | 26, 87, 94, 95, 99 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| • Confédération turque des associations d'employeurs (TISK) | 14, 26, 87, 94, 95, 99 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 26, 81, 87, 94, 95, 98, 99, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 26, 53, 55, 87, 94, 95, 98, 99, 108, 134, 138, 146, 152, 153, 155, 161, 164, 166, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1995

C087 1997, 2005, 2007

C095 1985

C098 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000

C111 1985, 1987, 1990, 1991

C122 2002

C158 2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Tuvalu

Membre depuis 2008

Ukraine

55 conventions en vigueur (sur 63 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, **14**, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, **77**, **78**, 79, 90, 92, **95**, 103, **106**, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 126, **131**, 132, 133, **135**, **140**, **142**, **147**, **149**, **150**, 153, **154**, **156**, 158, **159**, **160**, **173**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 18 rapports reçus: Conventions nos 14, 47, 87, 95, 98, 100, 103, 106, 108, 119, 122, (131), 132, 140, 142, 144, 149, (173)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 111, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- | | |
|--|--------|
| · Confédération des syndicats libres de l'Ukraine (KSPU) | 87, 98 |
| · Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |
| · Syndicat des travailleurs de la mine de charbon Nikanor-Novaya | 95 |
| · Syndicat indépendant des mineurs de l'entreprise minière de Barakov (IUMBME) | 135 |

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos. 87, 108, 140, 144, 147

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1997, 2000, 2001, 2003

C138 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95

Uruguay

76 conventions en vigueur (sur 105 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 43, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 90, 94, 95, 97, 99, 103, 106, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 139, 141, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 167, 172, 181, 184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 87, 94, 98, 100, 103, 106, 110, 111, 122, 132, 144, 149, 153, 172

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 94, 98, 121, 128, 132, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 30, 103, 106, 118, 121, 128, 130, 153

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2002

C128 1988

C131 1991, 1998, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2631

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(R193; R194), 91-92, 95(R197; R198)	90(P155), 94, 95(C187)

Vanuatu

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

185

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. (29), (87), (98), (100), (105), (111), (182)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Demande directe générale

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	91, 92, 94, 95

République bolivarienne du Venezuela

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre de 1919 à 1957 et depuis 1958

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 11, 13, 14, 19, 21, 22, 26, 27, 41, 45, 80, 88, 95, 97, 102, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 139, 140, 141, 142, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 158, 169

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 19 rapports reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 26, 41, 87, 88, 98, 100, 111, 117, 122, 140, 142, 144, 149, 153, 158, 169

· 1 rapport non reçu: Convention no° 27

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Association vénézuélienne des acteurs (AVA) 111
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération nationale des travailleurs retraités et pensionnés du Venezuela 26 (FETRAJUPTTEL)
- Fédération vénézuélienne des chambres et associations de commerce et de production 87, 144, 158 (FEDECAMARAS)

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 1, 41, 87, 98, 102, 111, 118, 121, 128, 130, 142, 144, 158

Demandes directes pour les conventions nos. 1, 3, 14, 100, 111, 153

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2254, 2422, 2674

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74(R173), 75(C167; R175), 76, 77(C170; R177), 78(R179), 80, 82(C176; R183), 87-88	74(C163; C164; C165; C166; R174), 75(C168; R176), 77(C171; P089; R178), 78(C172), 79, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Viet Nam

17 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre de 1980 à 1985 et depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 14, 27, 45, 80, 116, 120, 123, 124, 155

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-63, 80-92, 94-95	-

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 16, 19, 58, 59, 64, 65, 86, **94, 95**, 104, **131**, 132, **135, 156**, 158, **159, 185**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 19, 87, 94, 98, 100, 111, 122, 132, 144, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 81, 87, 98, 131

Demandes directes pour les conventions nos. 19, 122, 144, 158, 159

Demande directe sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993

C098 1985, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89(C184), 91	88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95

Zambie

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 18, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 95, 97, 99, 103, 117, 124, 131, 135, 136, 141, 148, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 173, 176

27 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 18, 19, 29, 87, 97, 98, 100, 103, 105, 111, 117, 122, 124, 131, 138, 144, 149, 151, 154, 158, 159, 173, 176, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération des syndicats libres de Zambie (FFTUZ) 87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 29, 87, 95, 97, 103, 117, 122, 138, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos. 17, 18, 29, 87, 97, 98, 100, 111, 131, 182

Observation sur la soumission

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990

C122 1995

C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 26, 99, 135, 140, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 111, 140, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos.

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires formulés par la commission d'experts en 2008

Observations pour les conventions nos. 87, 98, 99, 144

Demandes directes pour les conventions nos. 14, 29, 100, 105, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007*, 2008*

C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2645

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-95	-

Annexe

Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions adoptées, par session

- | | |
|---|--|
| ★ | Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs. |
| ● | Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte. |
| ◆ | Convention pas en vigueur. |
| ■ | Convention retirée. |

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naviagation), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆• C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆• C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆• C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆• C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆• C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆● C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

♦ MLC Convention du travail maritime, 2006

95e session de la CIT, 2006

♦ C. 187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

♦ C. 188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007